

cahiers

LEON TROTSKY



OPPOSANTS À STALINE

TOME 2

Damien Durand L'I.C. et la « troisième période ».
Vers une nouvelle Opposition allemande. L'affaire
Blumkine. Nouveaux développements internationaux.
Eléments de crise. Eléments de progression.
L'unification allemande. La conférence internationale
du 6 avril 1930.

33

mars 1988

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière, Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

ABONNEMENT :

Particuliers :

France : 4 n°s (1 an) 200 F — Etranger : 250 FF ou \$ 50 U.S.
France : 8 n°s (2 ans) 400 F — Etranger : 500 FF ou \$ 100 U.S.

Institutions :

France : 4 n°s (1 an) 300 F — Etranger : 350 FF ou \$ 70 U.S.
France : 8 n°s (2 ans) 600 F — Etranger : 650 FF ou \$ 130 U.S.

Tous les anciens numéros sont disponibles.

Collection complète sur demande : n°s 1 à 20 : 500 F (port compris).

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de :

JOUBERT - CLT (et si possible par mandat pour l'étranger).

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Jean P. Joubert
*Publié avec le concours du Centre National des Lettres
et de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble*

cahiers LEON TROTSKY

N° 33

MARS 1988

OPPOSANTS À STALINE

TOME II

PRÉSENTATION	3
Chapitre VII : L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LA « TROISIÈME PÉRIODE »	121
La « troisième période »	121
Marxisme contre empirisme	124
L'Opposition face à la « troisième période »	130
Chapitre VIII : VERS UNE NOUVELLE OPPOSITION ALLEMANDE	133
Une minorité dans le Leninbund	135
Urbahns contre l'Opposition russe	137
Le tournant du Leninbund	138
Pour un hebdomadaire de l'Opposition	141
L'« affaire Landau »	143
Scission et regroupement	147
Chapitre IX : L'AFFAIRE BLUMKINE	151
L'exécution d'un héros	151
L'affaire Sacco-Vanzetti de l'Opposition de gauche	155
Zigzags économiques et répression en U.R.S.S.	159
Chapitre X : NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS INTERNATIONAUX	163
Les nouveaux contacts de <i>La Vérité</i>	163
Problèmes de l'Opposition américaine	167
Premiers jalons en Amérique latine	169

Rôle et contacts de Trotsky	170
Les luttes fractionnelles en Autriche	173
Force et faiblesses de l'Opposition chinoise	175
Chapitre XI : ÉLÉMENTS DE CRISE	181
Les projets de Trotsky	182
Les silences de Rosmer	183
Retard belge ou problèmes internes ?	184
La « colère rentrée » de Trotsky	187
La « fraction » contre Rosmer-Naville	189
La question syndicale	192
Chapitre XII : ÉLÉMENTS DE PROGRESSION	197
Vers une liaison internationale	197
Création du Secrétariat international	199
Vers l'unification en Allemagne ?	201
Les interventions de Trotsky et Shachtman	204
La convocation de la conférence allemande	206
Chapitre XIII : L'UNIFICATION ALLEMANDE	211
Une conférence houleuse	211
L'unification réalisée <i>in extremis</i>	214
Les débuts de la V.L.O.	217
Chapitre XIV : LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU 6 AVRIL 1930	221
Conférence ou pré-conférence ?	221
Les débats	223
Les décisions	227
La « conférence muette »	229
Bilan de la conférence	234
CONCLUSION	239

PRÉSENTATION

Nous publions ici la seconde partie de l'étude de Damien Durand sur les débuts de l'Opposition de gauche internationale dont nous avons publié la première partie dans notre numéro 32.

Nous avons laissé Trotsky, lors de son arrivée en Turquie, prenant contact avec les groupes d'opposition et engageant des initiatives politiques pour regrouper et délimiter les partisans de l'Opposition de gauche russe et les inciter à construire par eux-mêmes une fraction internationale des « communistes de gauche ». La fondation de La Vérité et la crise de l'Opposition russe étaient les deux grands traits — contradictoires — de la situation à l'été 1929.

Trotsky, dans ses articles et sa correspondance, s'engage désormais à fond pour contribuer à la formation de cadres pour cette fraction internationale dont il attend qu'elle joue le rôle central dans le redressement de la politique de l'Internationale communiste.

Pour faciliter la tâche du lecteur, nous avons paginé cette partie en continuité avec la première et partons donc ici de la page 121.

Cahiers Léon Trotsky

CHAPITRE VII

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LA « TROISIÈME PÉRIODE »

« [...] Le Comintern me sembla une institution sans grande importance. [...] Il y avait un abîme entre la réalité et les grandes phrases que l'on faisait sur « l'état-major de la Révolution mondiale ». Le poids du Comintern était bien moindre à Moscou que celui d'un quelconque Commissariat du Peuple. Il n'était guère autre chose qu'une section étrangère, rattachée au service de propagande du Comité central. [...] J'attendais des géants, je trouvais des nains ». ¹

Ces réflexions désabusées du communiste yougoslave Anton Ciliga, à son arrivée en Union soviétique en 1926, soulignent l'état de délabrement de l'Internationale, parallèle au processus de dégénérescence du parti bolchevique pendant la période 1923-1929. L'Internationale, et plus particulièrement son comité exécutif, a subi, étapes après étapes, les répercussions des batailles au sein du parti, les tournants brusques et les changements d'hommes.

Une nouvelle période politique s'ouvre en février 1928 lorsque Boukharine, alors président de l'I.C., s'emploie à justifier le nouveau tournant ultra-gauche et parle pour la première fois de la « troisième période » à propos des rapports de force entre les classes à l'échelle mondiale. Trotsky détourne aussitôt l'expression de son but initial et la pare d'un contenu polémique : la « troisième période »... d'erreurs de l'Internationale communiste, titre de sa brochure regroupant une série d'articles.

La « troisième période »

Trotsky résume ainsi l'histoire des zigzags successifs de l'I.C. :

« L'histoire des directives centristes se réduit à l'histoire des fatales erreurs de son orientation.

Depuis que les épigones ont laissé échapper la situation révolutionnaire de 1923 en Allemagne, ce qui a modifié du tout au tout la situation en Europe, l'Internationale communiste a passé par trois phases successives de fatales errements :

1924-1925 fut la période des erreurs ultra-gauches. La ligne de direction était basée sur la prévision d'une situation révolutionnaire dans un avenir immédiat alors que ce point était déjà dépassé. C'est durant cette période que l'on nous taxa [...] de « droitiers » et de « liquidateurs ».

1925-1927 fut la période de l'opportunisme avoué avec la montée impétueuse du mouvement ouvrier en Angleterre et la révolution en Chine. Durant cette période nous devenons des « ultra-gauches ».

Enfin l'année 1928 vit l'avènement de la troisième période consistant à recommencer les erreurs de Zinoviev des années 1924 et 1925, mais en quelque sorte sur un pied historique plus élevé.

Cette « troisième période » n'est pas encore achevée : elle continue de sévir, décimant et décapitant les organisations. Et ce n'est pas l'effet du hasard si les trois périodes virent systématiquement s'appauvrir leurs cadres de direction :

première période : Zinoviev, Boukharine, Staline ;

seconde période : Staline, Boukharine ;

troisième période : Staline, et... Molotov.

Tout cela tient en une logique inéluctable ». 2

Cette « logique inéluctable », celle du dépérissement organisationnel et de l'affaiblissement politique et théorique des cadres de l'I.C. est le résultat direct de la concentration progressive, entre les mains du seul Staline, du pouvoir dans le parti et l'Etat en U.R.S.S. L'exclusion des courants d'opposition, lors des zigzags successifs, a réduit puis éliminé les cadres formés au cours de la construction de l'I.C., du temps de Lénine. L'arrivée de Molotov à la tête de l'I.C., où il remplace Boukharine — liquidé, avec toute la droite lors du grand tournant — est le symptôme le plus clair de cette élimination des cadres qui entraîne un écroulement idéologique de l'I.C., pourtant chargée de guider les P.C. du monde entier dans la lutte pour la conquête du pouvoir.

Ces périodes d'errements et d'erreurs de l'I.C., les zigzags, les changements subits d'hommes et de politiques, ont profondément marqué les P.C., dont les comités centraux ont servi de boucs émissaires à chaque tournant. Dans ces conditions, le communisme international, au cours des années 1924-1929, a reculé, perdu des positions conquises et beaucoup de crédit auprès des masses ouvrières. Ainsi, en France, la chute des effectifs du P.C. est spectaculaire, bien qu'il s'agisse de chiffres officiels, donc, de toute évidence gonflés : de 83 000 en 1925, le P.C. tombe à 35 000 en 1929, connaissant une chute régulière (aux Etats-Unis, 16 300 en 1925 et 7 300 en 1928).

Toutes les organisations liées au P.C. connaissent une perte d'influence : c'est notamment le cas de la C.G.T.U., en France, dont Trotsky note qu'elle a suivi avec un an de retard le déclin du parti. La chute est plus atténuée, mais grave, au moment où un mouvement de grèves se développe : les effectifs passent de 475 000 en 1926 à 375 000 en 1928.

Les quatre années qui séparent les cinquième et sixième congrès de l'I.C. sont significatives de l'état de dépendance à l'égard du parti bolchevique, mais aussi du désintérêt profond qu'éprouvent les bureaucrates centristes à l'égard d'une institution qui ne leur sert qu'à condamner l'Opposition dans tous les pays et à contrôler l'activité des P.C., dans le sens de leurs intérêts. Le V^e congrès de l'I.C., tenu en juin et juillet 1924 — passé presque inaperçu — est d'un réel intérêt dans l'analyse des différentes périodes de l'I.C. La politique de « bolchevisation » des P.C., suivant le modèle russe, de 1924 et non pas de 1917 — ce qui est une escroquerie ! — répond à un double souci : assujettir les P.C. mais aussi, du point de vue des intérêts des dirigeants de Moscou, modifier leur régime et leurs structures (tournant vers les cellules d'entreprises) dans l'objectif de donner un caractère réellement ouvrier à la direction de ces partis, tentant de régler ainsi la question de la

bureaucratisation possible des P.C. à la suite de celle, en cours, du parti bolchevique. Les méthodes et les hommes employés dans cette tentative l'ont disqualifiée : la « bolchevisation » a été un désastre. Les effectifs chutent, les cellules d'entreprises imposées ont été un échec et le P.C. a été contraint, très souvent, à rétablir les anciennes sections (héritées de la S.F.I.O.) aux côtés des rares cellules d'entreprise qui existaient réellement.

En février 1928, après avoir remplacé Zinoviev à la tête de l'I.C., Boukharine est chargé d'introduire la notion de « troisième période ». C'est à contre-cœur qu'il parle de la radicalisation des masses, des assauts qui se préparent dans le monde entier et de la déstabilisation capitaliste, que, pour sa part, il ne voit pas. Au VI^e congrès de l'I.C., Boukharine, encore formellement dirigeant, conduit les travaux du congrès en grande pompe, tandis que Staline et le reste de l'appareil tiennent, selon la formule de Trotsky, un « [...] congrès de « couloirs » — dans lequel on achevait le travail de préparation pour la chute de Boukharine et de toute l'aile droite en général »³. Le tournant à gauche dans le parti bolchevique, amorcé dès 1928, au moment de la crise du ravitaillement des villes et, par suite, de la crise du bloc centre-droite, entraîne, en juillet 1929 la destitution de Boukharine de l'I.C. et son remplacement par Molotov. C'est en fait le véritable début de la « troisième période », qui trouve sa consécration au X^e plenum de l'I.C., en juillet 1929, et dans la préparation de la « journée rouge », le 1^{er} août 1929, sur l'axe de la « conquête de la rue » et de l'édification de barricades dans les grandes villes du monde entier.

La théorie de la « troisième période » tient en quelques phrases, lourdes pourtant de conséquences : le postulat de départ est que le monde capitaliste est entré dans une ère de déstabilisation complète, due à une augmentation de la production et au rétrécissement du marché mondial qui provoquent le chômage et une exploitation accrue. La période de stabilisation du capitalisme n'est que relative en elle-même et est combattue par la radicalisation des masses, Molotov ayant déclaré au X^e plenum que l'on entrait dans une ère de grands événements révolutionnaires.

Les P.C. du monde entier ont des initiatives de grande envergure à prendre. C'est dans cet esprit que sont fixées des échéances à la mobilisation des masses : le traditionnel 1^{er} mai, transformé en journée de mobilisation révolutionnaire, auquel succède, selon la même recette, le 1^{er} août, « journée rouge » de conquête de la rue, barricades à l'appui. Mais l'aspect radical de ces initiatives est dûment complété d'une dénonciation de la social-démocratie, dans laquelle l'I.C. voit désormais son pire ennemi, qu'il convient de combattre en premier. La social-démocratie devient ainsi la sœur jumelle du fascisme et toute alliance, même tactique, est condamnable. Le front unique, stratégie élaborée par l'I.C. (lors des premiers congrès du vivant de Lénine) pour gagner les ouvriers encore sous la tutelle politique de la social-démocratie et pour combattre dans les situations de danger pour la classe ouvrière (guerre, fascisme, ...), est désormais condamné au profit d'une dénonciation permanente de la social-démocratie. Cette pratique, à défaut de profiter aux partis communistes, provoque la confusion et les violences dans le mouvement ouvrier, qui se présente désuni et affaibli alors que le danger fas-

ciste, outre l'Italie, est réel en Autriche et en Allemagne. Ce passage de la politique de front unique au « social-fascisme » est l'axe essentiel de la « troisième période ». Il aboutit à l'isolement total des P.C., donc les rend tout à la fois impuissants et entièrement dévoués à Moscou.

La question de la « troisième période » apparaît dans la correspondance de Trotsky au mois d'août 1929 — bien qu'il ait déjà consacré plusieurs articles et brochures au nouveau cours de l'I.C. sous Boukharine. La brochure *La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale communiste* est écrite d'octobre à décembre 1929, achevée le 8 janvier 1930. Elle paraît d'abord comme une série d'articles dans *La Vérité*, puis sous forme de brochure. Bien documentée, elle s'appuie sur des statistiques électorales de grèves et de nombre de grévistes. La brochure n'a pas le même caractère que la « Critique du projet de programme de l'I.C. », tant en volume qu'en ce qui concerne la démarche. Car Molotov, contrairement à son prédécesseur Boukharine, n'a même pas pris la peine d'écrire le moindre projet et s'est borné à un simple discours au X^e plenum du comité exécutif de l'I.C. Trotsky ne peut donc renouveler l'ample critique du texte de Boukharine et, à partir de celle du discours de Molotov, indique les éléments nécessaires de la méthode d'élaboration du programme de l'I.C. qu'il faut redresser. Le but pédagogique est tout entier dirigé vers l'Opposition, qui, en plusieurs occasions, a démontré des faiblesses sur les questions du mouvement révolutionnaire international. Il s'agit donc d'une poursuite de la politique de différenciation dans les rangs de l'Opposition, vis-à-vis d'une politique erronée et dangereuse.

Marxisme contre empirisme

La brochure de Trotsky s'ouvre avec cette constatation :

« La radicalisation des masses est devenue aujourd'hui un simple credo ».

Ce credo est insuffisant et après avoir souligné que la radicalisation « [...] n'est pas un principe, mais seulement une caractéristique de l'état des masses », il interroge :

« Est-elle juste ou fautive dans la période présente ? [...] Par quoi s'exprime-t-elle ? Qu'est-ce qui la caractérise ? Ces questions, la lamentable direction du Parti communiste français ne les pose même pas ».

Pourquoi ? Parce qu'en rupture avec la pensée dialectique, le schématisme des dirigeants de l'I.C. les conduit à un raisonnement *mécanique* :

« La social-démocratie, surtout avant la guerre, se représentait l'avenir sous la forme d'un accroissement incessant des suffrages jusqu'au moment de la prise totale du pouvoir. Pour le vulgaire ou pseudo-révolutionnaire cette perspective reste, au fond, en vigueur, seulement au lieu d'*accroissement incessant des suffrages*, il parle de la *radicalisation incessante des masses*. Le programme boukharino-stalinien de l'Internationale communiste a également sanctionné cette conception mécanique ».

A quoi Trotsky répond :

« Les réformistes ne voient que les montées de la route capitaliste. Les « révolutionnaires » formels ne voient que les descentes. Quant au marxiste, il voit la ligne

dans son ensemble, dans toutes ses courbes de conjonctures montantes et descendantes, sans pour cela perdre un seul instant de vue sa direction fondamentale aboutissant aux catastrophes guerrières, aux explosions révolutionnaires ».

De l'analyse détaillée de la courbe des grèves en France, il tire la conclusion suivante :

« On peut dire en toute certitude que la période de 1919-1927 forme en quelque sorte dans la vie du prolétariat français un cycle à part renfermant aussi bien un essor impétueux du mouvement ouvrier aussitôt après la guerre que des défaites et la décroissance de celui-ci, décroissance particulièrement vive après l'effondrement de 1923 en Allemagne. Dans sa forme la plus générale, ce cycle est caractéristique non seulement pour la France, mais pour l'Europe entière ; et dans une large mesure pour le monde entier. Ce qui est caractéristique pour la France comme telle, c'est l'amplitude relativement modérée entre les niveaux les plus hauts et les niveaux les plus bas du cycle : la France victorieuse n'a pas passé par une crise vraiment révolutionnaire. Dans le rythme du mouvement de grève français, les événements gigantesques qui se sont déroulés en Russie, en Allemagne, en Angleterre et dans les autres pays, n'ont eu qu'une répercussion atténuée ».

L'analyse des chiffres des grèves permet également de dégager les éléments suivants :

« Le nombre des grévistes et le nombre de journées de grève qui reviennent en moyenne à chaque grève a vivement fléchi à partir de 1922. En 1921, à chaque grève, il revenait en moyenne près de 800 ouvriers et plus de 14 000 journées. En 1925, la moyenne était déjà de moins de 300 ouvriers et d'un peu plus de 2 000 journées. On peut déjà supposer qu'en 1926-1927, ces moyennes en tout cas n'ont pas augmenté. En 1929, à chaque grève revenait déjà 400 ouvriers environ ».

Soulignant que les grèves en 1929 sont essentiellement le fait de l'industrie légère Trotsky note que les chiffres « [...] montrent que le développement du mouvement de grèves est encore très modeste et ne donne nullement l'impression d'un débordement impétueux qui permettrait de conclure à une période révolutionnaire, voire même pré-révolutionnaire ». Ainsi la différence entre les années 1928 et 1929 n'est pas visible. La composition sociale et politique du prolétariat a une influence réelle sur une « radicalisation » possible : l'hétérogénéité des couches sociales, le rôle conservateur joué par les ouvriers organisés, qui se sentent minoritaires et protégés, le rôle des ouvriers étrangers, qui jouent en France le même rôle que les nègres aux U.S.A. (peu intégrés, ils ne mènent, au plus, que des luttes économiques). Enfin, en ce qui concerne les caractéristiques de la radicalisation des masses, Trotsky récuse l'utilisation par Monmousseau du terme « offensif » pour caractériser les mouvements de grève en cours : il s'agit, tout au contraire, de grèves à caractère défensif (défense du pouvoir d'achat). Trotsky polémique contre deux syndicalistes de la C.G.T.U., l'un majoritaire, l'autre minoritaire, tant sur l'analyse que sur les prévisions qu'ils avancent. A propos de Chambelland, membre de la Ligue syndicaliste, Trotsky écrit :

« [Il] a exprimé au congrès l'idée, qui ne repose décidément sur rien, hormis sur les tendances réformistes de l'orateur, que la stabilisation du capitalisme se maintiendrait encore de trente à quarante ans. [...] Chambelland n'a fait valoir aucune raison sérieuse en faveur de ces délais fantastiques. Or, l'expérience historique de ces vingt

dernières années et l'analyse théorique de la situation actuelle se retourne entièrement contre les perspectives de Chambelland ».

Albert Vassart, membre du C.C. du P.C. et du courant majoritaire de la C.G.T.U., déclare dans sa réfutation de la position de Chambelland :

« Depuis 1850 jusqu'à 1910, il y a eu, environ tous les quatorze ans, une crise engendrée par le système capitaliste [...] ».

Trotsky note :

« [...] Par cette argumentation, Vassart, qui confond les crises de conjoncture avec la crise révolutionnaire de l'ensemble du capitalisme, ne fait que renforcer la fausse position de Chambelland ».

Jugeant les deux positions aussi erronées l'une que l'autre, Trotsky indique que, sur une période d'un siècle et demi, d'une crise à l'autre il ne s'est jamais écoulé plus de onze années, la durée moyenne étant de huit années et demi. De même, Chambelland ne peut pas « [...] tirer la négation de la radicalisation qui *commence*, du fait que les grèves n'ont pas encore englobé la masse principale des ouvriers français. [...] Chambelland, aussi bien que Vassart méconnaissent tout autant l'un que l'autre l'histoire vivante du mouvement ouvrier au nom de schémas inanimés ».

Constatant que, « pour la nouvelle génération des chefs, l'histoire de la pensée marxiste commence au V^e congrès, voire tout particulièrement à la X^e session du Comité exécutif de l'Internationale communiste », et que « dans la destruction mécanique de la tradition théorique réside un des principaux crimes de l'appareil bureaucratique et borné », Trotsky réfute la façon dont Vassart défend la « troisième période » et la radicalisation :

« [Vassart] établit tout simplement le parallélisme mécanique de l'exploitation et de la radicalisation. Comment peut-on nier la radicalisation des masses, s'écrie Vassart en s'indignant, si l'exploitation augmente de jour en jour ? C'est de la métaphysique enfantine, tout inspirée de Boukharine. [...] L'argument de Vassart, on peut sans peine le retourner dans l'autre sens. Il suffit de poser cette question : comment les capitalistes pourraient-ils augmenter de jour en jour l'exploitation si la radicalisation était là ? »

Trotsky souligne :

« [...] Les opportunistes « ultra-gauches » qui dirigent l'Internationale communiste craignent une période d'essor comme une « contre-révolution » économique. Leur radicalisme s'appuie sur un frêle pivot. Une progression ultérieure de la conjoncture industrielle porterait au premier chef un coup mortel à la naïve théorie de la « troisième et dernière période » ».

Or, pour Trotsky, « un important essor industriel serait, dans tous les cas, non pas un inconvénient, *mais* un immense avantage pour le communisme français en créant un puissant tremplin de grèves à l'offensive politique. Conclusion : les situations révolutionnaires ne feront pas défaut. Mais, en revanche, c'est l'aptitude à les exploiter ». Il conclut ainsi :

« Dans l'Internationale communiste, comme dans l'Internationale syndicale rouge, la tactique réside dans le zigzag du moment, et la stratégie dans la somme mécanique des zigzags. Voilà pourquoi l'avant-garde prolétarienne subit défaites sur défaites ».

Dans la troisième partie de sa brochure, intitulée « Quels sont les indices de la radicalisation politique des masses ? », Trotsky, après avoir fait le point de la situation dans le P.C., la C.G.T.U. et la classe ouvrière, aborde les perspectives et le problème de la prévision politique, de l'orientation à donner au mouvement communiste, et consacre un long développement à la critique des mots d'ordre avancés par l'I.C. et Molotov.

Trotsky note que la radicalisation dont ne cessent de parler les dirigeants du P.C. et de la C.G.T.U. est en régression constante. De plus, alors que la social-démocratie ne cesse de progresser, l'écart entre « [...] le rayon d'organisation et le rayon d'influence » du P.C.F. ne cesse de s'accroître, le poids du parti dans le corps électoral ne s'étant accru que de 1,33 % entre 1924 et 1928. Trotsky en conclut que « [...] le parti communiste français, de révolutionnaire, se transforme en parti parlementaire et municipal » et souligne la « [...] phénoménale « disproportion » entre les cris de victoire de la direction [après le 1^{er} août] et l'écho réel des masses » ainsi que la décadence des Jeunesses Communistes, pourtant prompts, comme toute la jeunesse, à se radicaliser. Enfin, il rappelle que « [...] l'ampleur actuelle du mouvement de grèves doit être considérée comme très modérée ».

Soulignant la difficulté de prévoir l'alternance des phases d'un cycle économique, Trotsky avance quatre variantes pour la période à venir :

— La crise boursière de Wall Street est un signe avant-coureur de la crise économique aux U.S.A. L'Europe entre en crise plus tard, sous l'effet de la concurrence des produits américains bradés sur les marchés européens. La crise en Europe, plus tardive, est aussi plus sévère.

— Le krach boursier ne provoque qu'une dépression momentanée suivie d'un redressement de la conjoncture, Trotsky soulignant les possibilités du capitalisme américain.

— Possibilité d'un essor en Europe, pendant un certain temps, car les U.S.A. ne pourraient pas, en cas de crise grave, se réorganiser pour déferler sur le marché mondial, en quelques mois.

— Possibilité que le cours réel de l'évolution passe entre les variantes évoquées et donne une « résultante » en forme de courbe brisée.

Rappelant que « l'évolution du mouvement ouvrier, surtout du mouvement de grèves, fut étroitement liée dans toute l'histoire du capitalisme à l'évolution des cycles de conjoncture », Trotsky souligne qu'il n'existe pas de « [...] lien d'une manière mécanique ». Bien que la crise soit inéluctable, « la tâche des communistes n'est pas de prédire tous les matins des crises, des révolutions et des guerres, mais de préparer les masses aux guerres et aux révolutions, en appréciant sensément la situation qui se crée *entre* les guerres et les révolutions ». Les prévisions en matière de conjoncture économique doivent permettre d'orienter la politique des partis communistes :

« L'art de la direction révolutionnaire est avant tout l'art d'une exacte orientation politique. [...] Un des grands points de l'orientation est de déterminer l'état d'esprit des masses, de préciser leur degré d'activité et de préparation au combat ».

Affirmant la nécessité pour les P.C. du monde entier d'avoir une réelle politique de prévision, Trotsky constate :

« Le centrisme qui dirige actuellement l'Internationale communiste ne se prête pas à la prévision historique de par sa nature même en tant que tendance idéologique purement parasitaire. [...] Comme au surplus on avait par avance déclaré que la marche du développement conduisait automatiquement à l'édification du socialisme dans un seul pays, cela dispensait par le fait même le centrisme de la nécessité d'une orientation à l'échelle mondiale ».

Et Trotsky de souligner le danger réel de cette situation :

« Fort capable de vivre longtemps des revenus d'un capital préalablement conquis par le pouvoir prolétarien, le centrisme bureaucratique est par contre absolument incapable de créer de nouveaux partis pour la conquête du pouvoir. Et c'est en cela que réside la contradiction la plus importante et la plus menaçante de l'Internationale communiste actuelle ».

Trotsky entame la critique du discours de Molotov au X^e plenum de l'I.C. en relevant l'enchaînement des erreurs et la faiblesse de l'argumentation, indignes d'un dirigeant de l'Internationale. Ainsi, à Molotov qui affirme que l'Allemagne, la France et la Pologne connaissent un « début de recrudescence révolutionnaire », Trotsky réplique :

« Sans se donner la peine d'aucun travail d'analyse politique ou économique, [...] Molotov se borne à cataloguer quelques grèves dans différents pays (Ruhr, Lodz, Nord de la France, Bombay, etc.) comme preuve suffisante de ce que nous voici entrés « dans une ère de grands bouleversements révolutionnaires ». Et voici comment on fabrique des périodes historiques ! »

Il relève également l'aveuglement et l'ignorance de Molotov :

« [...] Alors que de toutes les nations européennes, l'Autriche seule [...] avait traversé une crise qui, s'il s'y était trouvé un parti communiste assez puissant, aurait pu prendre un réel développement révolutionnaire, — l'Autriche seule n'était même pas nommée ».

A Molotov qui affirme que le développement industriel de l'U.R.S.S. est une des causes de la recrudescence révolutionnaire qu'il voit partout, Trotsky réplique que « [...] les cruelles conditions d'approvisionnement de Moscou et de Leningrad ne sont pas précisément faites pour inoculer l'élan révolutionnaire à des dizaines de millions d'ouvriers du monde capitaliste ».

Après avoir mis sur un même plan plusieurs grèves en cours dans divers pays, Molotov qui constate « [...] un certain aspect de dispersion fragmentaire [...] » de ces grèves, se propose de les unifier par la grève générale, « cet élément nouveau, fondamental et caractéristique, placé au centre même des problèmes tactiques du parti à l'heure actuelle ». Pour Trotsky la grève générale est « [...] l'avant-dernier acte de la lutte pour la conquête du pouvoir ». Les paroles de Molotov sur la grève générale — mondiale — ne peuvent donc avoir qu'une seule signification :

« Simultanément et dans le monde entier, la situation révolutionnaire est à tel point mûre, qu'elle place tous les partis communistes, au Nord et au Sud, à l'Est et à l'Ouest, devant la tâche d'une grève générale en tant que prologue d'un soulèvement armé également général ».

D'où la conclusion de Trotsky :

« Il suffit de formuler ainsi avec précision la stratégie de la « troisième période » à la Molotov pour en saisir toute l'absurdité ».

A propos du 1^{er} août, « journée rouge » de l'I.C., il écrit :

« Ce n'est pas nous qui dénierons au prolétariat le droit de « conquérir la rue » au moyen de barricades. Mais encore faut-il s'entendre sur ce que cela veut dire. [...] Il faut des buts politiques clairs [...] La conquête de la rue ne peut être un but en soi, indépendant de la lutte politique des classes et soumis au simple agrément bureaucratique de Molotov. [...] On ne peut pas tricher avec l'Histoire. [...] Quand il n'existe point de « troisième période », on peut évidemment l'inventer. On peut fabriquer des dizaines de résolutions. Mais l'on ne peut pas transposer la « troisième période » dans la rue, à date fixe. Sur cette voie-là, les partis communistes ne rencontreront que des défaites tantôt tragiques [soulèvement de Berlin] plus souvent stupides et humiliantes [arrestation préventive des 3/4 du C.C. du P.C.F., avant le 1^{er} août] ».

Enfin, Trotsky aborde l'une des conséquences les plus importantes de la « troisième période », qui va rapidement en devenir le fleuron, le « social-fascisme ». A Molotov qui déclare : « Plus que jamais la tactique de coalition entre les organisations révolutionnaires et les organisations réformistes est aujourd'hui inacceptable et nuisible », Trotsky réplique :

« « Plus que jamais ». Elle l'était donc — inacceptable — déjà précédemment ? Comment alors expliquer toute la politique des années 1926-1928 ? Et puis, pourquoi cette coalition — inacceptable en général — est-elle devenue particulièrement inacceptable maintenant ? »

Soulignant la nécessité de la tactique du front unique avec la social-démocratie, Trotsky y oppose les directives de l'I.C. :

« [...] Elles consistent tantôt à emboîter le pas à la social-démocratie (méthode Brandler 1926-1928), tantôt à vouloir confondre social-démocratie et fascisme, la méthode révolutionnaire faisant place à d'impuissantes bordées d'injures. D'où, comme résultat, les errements des six dernières années : renforcement de la social-démocratie et affaiblissement du communisme ».

Trotsky indique en outre que cette « troisième période » ne va pas pousser la social-démocratie vers le fascisme mais qu'au contraire elle va glisser pour un temps à gauche, s'opposer au fascisme et prendre la tête du mouvement ouvrier pour tenter de le dévoyer ensuite. C'est le cas en Autriche. Trotsky, dans un article intitulé « La crise autrichienne et le communisme », souligne l'inanité de la formule et de la conception du « social-fascisme » :

« [...] De tous les pays d'Europe, l'Autriche est celui où actuellement la situation est la plus révolutionnaire ; à ce sujet — et c'est le plus caractéristique — la position de DEPART d'un développement révolutionnaire éventuel est formée non par la lutte du communisme contre le « social-fascisme », mais par le conflit entre la social-démocratie et le fascisme. En présence de ce fait, l'infortuné Parti communiste autrichien est complètement refoulé dans une impasse ». 4

Il est pourtant nécessaire de composer, au travers d'accords pratiques avec les dirigeants réformistes ou tout au moins une partie d'entre eux, avec la social-démocratie quand elle dirige des grèves, ce qu'elle ne manque pas de faire au début d'une vague de conflits. Il en va de même pour la lutte contre la menace fasciste au sujet de laquelle Trotsky écrit :

« Cette dernière éventualité pourrait être plus proche qu'on ne croit, non seulement en Autriche, mais même en Allemagne ».

Abordant l'autre « credo » de la « troisième période », le « danger de guerre », Trotsky considère que Molotov ne l'avance que « pour mieux encore embrouiller les choses [...] ». Rappelant qu'il s'agit, comme pour la radicalisation, d'un phénomène dialectique qui ne saurait augmenter de jour en jour comme le prétendent les dirigeants de l'I.C., Trotsky dénonce le vrai danger :

« Le conflit sino-soviétique imposait la nécessité pressante de mobiliser les masses contre le danger de guerre et pour la défense de l'U.R.S.S. [...] Le malheur a voulu que ce conflit se déclarât en pleine préparation du 1^{er} août. Les agitateurs et les journalistes officiels firent tant de bruit autour du danger de guerre « en général » que le conflit international concret fut comme noyé dans ce bruit, ne touchant que faiblement la conscience populaire. Voilà comment, dans la politique actuelle de l'Internationale communiste, les vaches maigres des schémas bureaucratiques dévorent les vaches grasses de la réalité vivante ».

Concluant sa brochure sur la « troisième période », Trotsky définit la période présente :

« [...] L'histoire ne connaît pas que des guerres et des révolutions ; il y a des périodes intermédiaires au cours desquelles la bourgeoisie prépare la guerre pendant que le prolétariat prépare la révolution ».

Il faut préparer le prolétariat à l'accomplissement de ses tâches historiques. C'est le rôle de l'I.C. dont Trotsky craint qu'elle ne présente « [...] tous les problèmes [...] de façon à brouiller exprès l'entendement de l'avant-garde ouvrière ». Cette « crainte » donne toute la mesure de la tâche de l'Opposition de gauche internationale face à la « troisième période ».

L'Opposition face à la « troisième période »

Pour Trotsky, cette « troisième période » n'est qu'une étape dans les errements de l'I.C., qui « [...] vient régulièrement se casser le nez à chaque tournant d'une nouvelle étape, pour expier ensuite devant les masses en exécutant les uns après les autres les comités centraux des sections nationales ». Aussi Trotsky prévoit-il un nouveau tournant, les dirigeants en place des partis communistes devenant « [...] les boucs émissaires des théories et pratiques de la « troisième période » ». Le prochain tournant après cette période ultra-gauche sera, selon Trotsky, opportuniste et droitier :

« [...] Ces bureaucrates proclameront une « quatrième période » ou une « seconde phase de la troisième » et [...] tous les Molotov se déclareront prêts à entrer [...] dans la période d'expériences opportunistes genre « comité anglo-russe » ou « Guomindang ouvrier et paysan » ».

Le dernier paragraphe de la brochure, qui traite des groupements au sein du communisme, marque la volonté de Trotsky de poursuivre sa politique de différenciation dans les rangs de l'Opposition de gauche internationale :

« [...] En 1924 en France, nombreux furent ceux qui, virtuellement opportunistes, se camouflaient en oppositionnels russes. Beaucoup d'entre eux se vantaient jusqu'à ces derniers jours d'être d'accord avec nous « sans réserves ». Mais lorsque vint se poser les problèmes concrets de la lutte pour les idées de l'Opposition, on vit qu'un abîme nous séparait de ces oppositionnels de salon, qui nient d'autant plus

volontiers l'existence d'une conjoncture révolutionnaire qu'ils n'en ressentent aucune nécessité ».

Cette détermination politique a une double signification pour l'Opposition : il est nécessaire de se séparer de tous ceux qui refusent de prendre clairement position sur les questions fondamentales du mouvement communiste et il est indispensable de se livrer à une analyse approfondie de la politique de l'I.C. et des P.C. afin d'en tirer toutes les conséquences. De ce point de vue, il est essentiel de relever que la période de regroupement et de construction de l'Opposition internationale est une période où l'I.C. pratique une politique ultra-gauche et sectaire. L'Opposition doit comprendre et assimiler ce facteur qui trouble temporairement le mouvement communiste, et ce d'autant que, comme l'indique Trotsky, un nouveau tournant opportuniste est inéluctable. L'Opposition devra alors être armée pour faire face à cette nouvelle situation et agir en conséquence. Ainsi, la politique de différenciation au sein de l'Opposition n'est-elle plus une simple question de clarification des idées et des hommes, mais un enjeu du mouvement communiste : l'existence et la survie d'une opposition qui lutte pour conserver le caractère communiste et révolutionnaire de l'I.C. et la fermeté idéologique et organisationnelle pour tenter de contrecarrer les graves menaces que fait peser la politique de l'I.C. sur le mouvement ouvrier dans sa totalité.

Le caractère fouillé de la brochure et la volonté pédagogique d'éduquer des cadres marxistes au moment même où l'I.C. cherche à pervertir ceux des P.C. officiels, et y parvient, contrastent avec le quasi-mutisme de l'Opposition sur le problème théorique de la « troisième période ». Une condamnation générale de cette « troisième période » semble suffire à l'Opposition internationale qui se contente de quelques articles, le plus souvent sommaires. Parallèlement à ce manque d'analyse, l'Opposition n'est pas exempte de flottements sur les questions tactiques du type du 1^{er} août, ce qui a pour conséquence une tendance à l'adaptation aux mots d'ordre du P.C., notamment celui contre la guerre que le Leninbund, Treint et Paz ont repris en cœur. De ce point de vue, l'Opposition n'est pas immunisée contre la théorie du « social-fascisme » et une hostilité latente mais réelle à l'égard de la social-démocratie peut la conduire à des erreurs ultra-gauches, à des comportements sectaires, comme les P.C. Une tendance à une sorte de « national-oppositionnisme » dans certains pays, comme l'Allemagne, est sans doute le sous-produit d'une méconnaissance des problèmes du communisme mondial et des responsabilités de l'Opposition de gauche internationale, mais aussi le refus des les assumer, c'est-à-dire une forme de défaitisme politique qui conduit à renoncer, à plus ou long terme, au combat. Trotsky critique ainsi la direction du Leninbund :

« Vous reproduisez [...] ma critique du programme de l'I.C. Mais [...] vous avez choisi pour vos propres objectifs des choses qui étaient *neutres*, esquivant les problèmes les plus cruciaux ».⁵

Enfin, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, une partie de l'Opposition internationale va condamner la déclaration de Rakovsky sur la base de la

seule véritable faute commise dans ce texte, à propos de l'I.C., quand les signataires écrivent :

« Adoptant la nouvelle ligne de l'Internationale communiste dans la lutte contre le danger de droite, reconnaissant que sa tâche essentielle est la lutte contre la social-démocratie [...] nous estimons en même temps que la direction de l'I.C. n'est pas sortie de sa période de fluctuations idéologiques ». ⁶

Quoique la seconde partie de la phrase apporte une sérieuse réserve à la première, il est indéniable qu'il y a là une politique d'adaptation, de soumission à la politique erronée de la « troisième période ». Mais parmi ceux qui ont vivement critiqué ce passage, se trouvent les groupes qui se sont placés en marge de l'Opposition internationale pendant le processus de clarification et de différenciation, et dont nous avons vu qu'ils se sont eux-mêmes adaptés aux erreurs ultra-gauches de l'I.C. : Paz et son groupe, Urbahns et le Leninbund. A l'opposé de tout « national-oppositionnisme », il est vital pour l'Opposition, si elle veut se donner et conserver un caractère international, de résoudre les problèmes auxquels elle est confrontée, notamment l'absence d'informations, dont souffrent l'Opposition russe et ses militants déportés ou emprisonnés, sur la situation à l'étranger.

Ainsi, la mise en place du *Biulleten Oppositsii* et l'analyse de la « troisième période » sont-ils deux éléments d'un même dispositif politique, à l'initiative de Trotsky, dont l'Opposition doit tout à la fois assimiler la méthode et poursuivre la réalisation qui conduit à la construction d'une Opposition internationale cohérente et susceptible d'influencer le devenir du mouvement communiste.

NOTES

1. A. Ciliga, *Au pays du mensonge déconcertant*, op. cit., pp. 25-26.
2. Trotsky, *La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale communiste*, Paris, Librairie du Travail, 1930, 64 p. Des extraits ont été publiés par P. Broué dans *Le Mouvement communiste en France*, op. cit., pp. 291-314. Sauf indication contraire, toutes les citations reproduites dans ce chapitre sont extraites de cette brochure.
3. Trotsky, « Le visage a changé, le système demeure », 7 novembre 1929, A.H. T. 3253.
4. Trotsky, « La crise autrichienne et le communisme », 13 novembre 1929, in *Biulleten Oppositsii*, n° 7, novembre-décembre 1929.
5. Trotsky, *Où va le Leninbund ?*, lettre au Leninbund, 19 septembre 1929, A.H. 7911.
6. Rakovsky, Kossior, Okoudjava, « Déclaration au comité central et à la commission centrale de contrôle », 22 août 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, op. cit., pp. 78-86.

CHAPITRE VIII

VERS UNE NOUVELLE OPPOSITION ALLEMANDE

Le conflit sino-russe a aggravé les désaccords existant entre Trotsky et la direction du Leninbund. Les points de friction étaient déjà nombreux : absence de visiteur allemand à Prinkipo, absence de comptes des sommes collectées pour le Secours Trotsky, problème de la responsabilité de l'édition allemande d'*Opposition*, etc. Le silence pesant de la direction d'Urbahns aux lettres de Trotsky n'est rompu que par les prises de position du Leninbund sur le conflit sino-russe et notamment par la publication, sans commentaires, de l'article du korschiste Pächter. Cette évolution inquiétante va provoquer un changement de la nature et des enjeux du débat et une extension du conflit.

L'article d'Urbahns du 30 août sur le conflit sino-russe est un tournant, à bien des égards, dans la polémique avec Trotsky : outre la prise de position pour une défense *conditionnelle* de l'U.R.S.S., il avance une nouvelle définition de la nature de classe de l'Union soviétique, parlant de classe capitaliste dominante, d'Etat de « troisième type » et considérant Thermidor comme implicitement réalisé, malgré ses dénégations dans sa correspondance avec Trotsky. Le 19 septembre, dans une longue lettre à la direction du Leninbund, ce dernier se livre à l'étude point par point des désaccords et affirme son souci de parvenir à une discussion ouverte et sincère sur ces problèmes — que la direction du Leninbund aggrave en les niant contre l'évidence. Dans ce but, ne laissant aucun problème de côté, il interroge, critique et polémique contre la direction du Leninbund sur les rapports entre l'opposition allemande et les oppositions russe et internationale. Dénonçant les méthodes employées par la direction pour dissimuler ses désaccords, il rappelle les coupures pratiquées dans ses articles ou encore l'absence de publication dans *Volkswille* ou *Die Fahne des Kommunismus* d'autres textes, sans doute jugés embarrassants car polémiquant ou interrogeant la direction du Leninbund sur sa politique. Parmi la longue liste des problèmes abordés, Trotsky en souligne un qui a « [...] une signification décisive » :

« Dans vos publications, vous écrivez sur l'U.R.S.S., l'I.C. et le parti communiste allemand comme s'ils étaient totalement étrangers à vos préoccupations. Vous partez du fait que la république soviétique a été irrémédiablement détruite, que l'I.C. et avec elle le P.C. allemand ont péri, que toutes les organisations de l'Opposition ne vont pas assez loin et que vous seuls devez tout construire à nouveau. Vous ne l'exprimez pas toujours : parfois, sous l'influence des critiques, surtout, vous spécifiez même le contraire. Mais c'est précisément là le fondement de votre attitude. C'est un fondement sectaire. Il peut détruire le Leninbund » ¹.

Trotsky, à titre d'exemple de ce sectarisme, rappelle l'erreur de *Volkswille*, qui titra lors de l'interdiction de la *Rote Fahne* :

« Pendant l'interdiction de la *Rote Fahne* VOLKSWILLE est le seul journal communiste quotidien paraissant à Berlin ».

Et il commente :

« Quand la police a frappé *Die Rote Fahne*, il fallait, sans dissimuler les désaccords, prendre sa défense avec une indomptable énergie, ne pas s'arrêter de peur qu'on ferme *Volkswille* mais affronter consciemment ce danger. Au lieu de cela, la rédaction de *Volkswille* a imprimé une déclaration dont l'esprit était que, puisque *Die Rote Fahne* était fermée par la police, *Volkswille*, grâce à Dieu, était désormais le seul journal communiste. Je ne peux qualifier cette attitude autrement que de scandaleuse. Elle est la preuve d'une attitude fautive à l'égard du parti et d'une totale absence de sentiment révolutionnaire ».²

Concluant sa lettre, Trotsky indique qu'il faut éviter le danger d'une scission par un large débat pour lequel des « [...] garanties minimales de démocratie de parti » sont nécessaires, et que le Leninbund doit répercuter loyalement la voix de l'opposition internationale, dans ses rangs et dans sa presse.

La méfiance initiale d'Urbahns souhaitant garder ses distances vis-à-vis de Trotsky et créant par là-même de lourds malentendus, se transforme en un grave désaccord politique sur la « question russe », conditionnant dès lors l'évolution des rapports entre le Leninbund et l'opposition internationale mais aussi l'avenir du Leninbund lui-même, comme l'écrit Trotsky :

« Vous voulez faire croire que l'Etat russe sous Kerensky n'était pas un Etat bourgeois mais un Etat bourgeois-impérialiste, et que la république soviétique sous Staline n'est pas un Etat prolétarien ni un Etat bourgeois. C'est ahurissant d'un bout à l'autre et je m'interroge, plein d'inquiétude : où cette ligne va-t-elle vous conduire si vous persistez dans l'avenir ? »³

Face aux lourdes hypothèques que la direction d'Urbahns fait peser sur son organisation, Trotsky entreprend de regrouper ses partisans pour tenter de corriger la ligne et de sauver ce qui peut encore l'être, le conflit se déplaçant au sein même du Leninbund. En effet, la polémique qui a débuté sous la forme apparente d'un désaccord entre deux « personnalités » de l'opposition prend son véritable visage en s'incarnant dans de nouveaux protagonistes. Trotsky n'est pas suffisamment informé de la vie interne du Leninbund pour être en mesure de l'influencer efficacement et ne peut — ni ne veut — se substituer durablement à l'opposition russe et internationale dans la polémique publique avec l'opposition allemande. Aussi a-t-il demandé à l'Autrichien Kurt Landau d'aller à Berlin pour « tâter le terrain », selon sa propre formule. De leur côté, Urbahns et la direction du Leninbund ne sauraient être assimilés à l'ensemble de leur organisation. Urbahns n'est pas le Leninbund à lui seul mais son « autocrate », selon le jugement de Rosmer. Ainsi, la polémique se développe, dans le Leninbund, entre la direction liée à Urbahns et la minorité, proche des thèses de l'Opposition internationale et de Trotsky.

Une minorité dans le Leninbund

Kurt Landau est à Berlin depuis la mi-août 1929. Sa première tâche a été d'informer Trotsky. En effet ce dernier ne savait que peu de choses sur la vie interne du Leninbund et s'en était plaint auprès de la direction, soulignant que *Volkswille* ne reflétait pas assez la vie de son organisation. Landau entre en contact avec l'Opposition de Wedding et avec le petit groupe autour d'Anton Grylewicz, vieux militant de la gauche allemande et fondateur du Leninbund, et de l'Autrichien Josef Kohn, dit Joko, qui passe pour être le seul « trotskyste » du comité central dans lequel ils luttent contre la politique d'Urbahns. Landau s'emploie à établir des relations entre l'Opposition de Wedding et les militants proches des positions de Trotsky au sein du Leninbund. Les perspectives semblent suffisamment favorables dans l'immédiat pour que le bref séjour de Landau se voit rallongé de fait.

Dès le 6 septembre, Landau indique à Trotsky deux possibilités : créer une fraction dans le Leninbund ou scissionner ce qu'il appelle par raillerie la « Ligue Urbahns »⁴. La réponse de Trotsky est nette :

« En aucun cas ne s'orienter vers une rupture et encore moins l'imposer. Nos tâches : une activité propagandiste aussi longtemps que cela est possible. Jusqu'à présent, nous n'avons rien dit dans la presse contre ces braillards. Ce qui est nécessaire maintenant, ce sont des articles, des résolutions, des brochures. En aucun cas il ne faut se presser de tirer les conséquences organisationnelles ».⁵

Le 19 septembre, Trotsky insiste et précise :

« Ne s'orienter en aucun cas sur une scission. Si Urbahns veut une scission, il n'a qu'à en tirer ouvertement les conséquences. Mais je ne crois pas qu'Urbahns se décidera en faveur d'une scission ».⁶

Il suggère également une méthode de travail :

« Il est très souhaitable que les camarades qui sont sur nos positions se réunissent régulièrement, qu'ils rédigent des procès-verbaux, qu'ils formulent avec précisions leurs motions et leurs décisions et qu'ils nous tiennent au courant de leur travail. Il faut donner à la discussion un caractère systématique, compte tenu que le temps et les faits travailleront pour nous ».⁷

Enfin, et c'est significatif du rôle dévolu à Landau, Trotsky conclut :

« Je vous prie de transmettre cette lettre aux camarades partageant nos positions et je les prie de m'écrire comment ils voient la situation »⁸.

En effet, de son arrivée à Berlin jusqu'à la fin du mois de septembre, Landau sert d'intermédiaire quasi exclusif entre Trotsky et les opposants à Urbahns. C'est seulement à partir de la fin septembre que la situation évolue avec les échanges épistolaires avec Grylewicz, Joko et Richard Neumann, qui s'ajoutent à la correspondance plus ancienne avec le militant du K.P.D., Sacha Müller, responsable avec Hans Weber de l'Opposition de Wedding.

Les « minoritaires » du Leninbund n'ont pas été inactifs en septembre : le 13, Joko a publié dans *Die Fahne des Kommunismus* un article intitulé « La question russe. Quelques problèmes de fond du Leninbund » dans lequel il attaque les articles d'Urbahns sur le conflit sino-russe et ses conclusions erronées quant à la nature de l'U.R.S.S. C'est le début de la polémique

interne au Leninbund et la constitution d'une minorité organisée qui en appelle à toute l'organisation dans une lettre ouverte. Joko et Grylewicz informent les militants de l'échange de lettres entre Trotsky et la direction du Leninbund depuis le mois de juin, et dénoncent les méthodes d'Urbahns et sa duplicité, rappelant la publication de l'article de *Contre le Courant* (présenté comme la position officielle de l'opposition française) alors que les positions de Rosmer, des Américains de *Militant* et des Autrichiens n'étaient pas publiées. ⁹

Le 29 septembre, Grylewicz, au nom de la minorité, envoie à Trotsky un rapport détaillé sur la situation de l'opposition allemande et du Leninbund, et sur le travail déjà accompli lors de la discussion sur le conflit sino-russe. Le constat de la politique d'Urbahns est sévère :

« La situation est telle que les militants votent avec leurs pieds contre la politique d'Urbahns. Le Leninbund compte, au maximum, environ 2 000 membres, qui sont complètement passifs » ¹⁰.

Grylewicz souligne également l'endettement considérable de *Volkswille* auprès des imprimeurs. Le début de combat des minoritaires (interventions dans la direction, publication de la lettre ouverte aux militants) a permis de nouer des contacts avec les groupes locaux de Leipzig, Königsberg et des militants isolés de Frankfurt et Luckenwald et que la résolution de Grylewicz et Joko sur le conflit sino-russe, opposée aux articles d'Urbahns, obtienne douze voix contre soixante à la majorité. Cette résolution condamnait, outre les deux articles d'Urbahns, la conception du Leninbund comme « deuxième parti », réclamait l'ouverture d'une discussion entre la majorité et la minorité sous la direction de Landau comme représentant de l'opposition internationale, la publication interne de la lettre de Trotsky du 19 septembre. Grylewicz informe également Trotsky de la constitution d'une direction de la minorité, qui comprend Joko et Grylewicz, Albert — que nous n'avons pas identifié — et deux militants berlinois. Landau y siège à titre consultatif.

Le 30 septembre, Trotsky, écrivant à ses partisans allemands, souligne son accord avec la minorité du Leninbund sur les questions importantes, réaffirme que « le Leninbund devrait se sentir et fonctionner comme une fraction à l'intérieur du communisme allemand, et non comme un parti indépendant », aborde longuement la question russe, et note que les « théoriciens » du Leninbund considèrent Thermidor comme l'unique issue. Ce profond désaccord sur la nature de l'U.R.S.S. est capital dans la stratégie à adopter vis-à-vis de l'U.R.S.S. et du mouvement communiste, comme l'écrit Trotsky en réponse à ces « théoriciens » :

« [...] Les théoriciens prêchent la nécessité pour l'opposition allemande de se séparer de l'opposition russe et de ne « pas danser sur sa musique » etc. [...] Cela montre que certains théoriciens petits-bourgeois transforment leur lutte contre le bureaucratisme, la toute puissance et la direction administrativo-financière de l'I.C. en lutte pour la transformation de l'opposition allemande en fraction exclusivement nationale. [...] Il ne faut pas danser sur un air russe, mais sur un air marxiste » ¹¹.

Début octobre, la polémique prend un tour plus aigu en liaison étroite avec la crise de l'opposition russe et la déclaration de Rakovsky.

Urbahns contre l'Opposition russe

Loin de « danser sur la musique » de l'opposition russe, le Leninbund continue à prendre ses distances. Outre la publication des articles de Trotsky précédés de brèves introductions de nature à modifier ou limiter la portée du texte (quand il n'est pas plus aisé de pratiquer des coupures), la direction du Leninbund semble décidée à rééditer, sur une plus grande échelle, la publication d'articles contradictoires sans pour autant s'engager — tactique pratiquée tant que cela fut possible au moment du conflit sino-russe. Cette pratique ne saurait durablement masquer la ligne qui la sous-tend ; la longue liste des articles, thèses et lettres de Radek, publiés dans *Die Fahne des Kommunismus* au moment même où l'opposition russe traverse puis surmonte la grave crise de l'été et l'automne 1929, indique que le Leninbund — même s'il prétend publier les textes de Radek pour information — se réjouit de ce qu'il considère être le chant du cygne d'une opposition dont il partage de moins en moins les positions. La direction du Leninbund publie ainsi une lettre polémique de Radek :

« A propos de la lettre de Trotsky « aux ouvriers de l'U.R.S.S. » et de la position solidaire de la direction de l'opposition avec sa réponse, chaque opposant doit donner une réponse claire et sans ambiguïté : est-il ou non d'accord avec Trotsky ? Est-il ou non d'avis que dans la lutte contre Staline tout est autorisé ? Quand il répond oui, cet opposant est un homme politique perdu. Quand il répond non, il ose rompre avec ceux qui lui enseignent que le comité central du parti communiste d'Union soviétique est plus dangereux pour le prolétariat que [...] la presse de l'impérialisme mondial » ¹².

Dans une lettre à la direction du Leninbund, le 13 octobre, Trotsky souligne la gravité de ces faits :

« Vous écrivez [...] que vous avez publié ma brochure pour les mêmes raisons que vous publiez « les points de vue de Radek, Smilga, et Préobrajensky ». N'est-ce pas inouï ? Dans ma brochure, c'est la position de l'Opposition russe que je défends. Radek, Smilga et Préobrajensky sont des renégats, des adversaires acharnés de l'Opposition russe, Radek pour sa part ne reculant devant aucune calomnie. Et vous décidez de vous déclarer prêts à publier les positions de l'Opposition russe au même titre que celles de ces misérables traitres. Vous rendez-vous compte de ce que cela signifie ? Sur quelle voie menez-vous le Leninbund ? Sur la voie de la rupture avec l'opposition russe. Si, au niveau international quelques groupes, tous peu nombreux à l'exception de nos amis belges, ont, dans une certaine mesure, soutenu le camarade Urbahns dans son appréciation fautive du conflit soviéto-chinois, il ne se trouvera par contre aucun groupe de l'Opposition internationale pour soutenir ce cours louvoyant entre l'Opposition russe et les capitulars. Dans cette voie, la direction du Leninbund va s'isoler et mener l'organisation à sa destruction » ¹³.

Il y avait, à ce point de vue des opposants allemands, un vieux contentieux entre les oppositions russe et allemande : la déclaration du 16 octobre 1926. Pour Urbahns notamment, cette déclaration était une faute de l'opposition russe qui « offrait » la tête d'autres oppositions nationales, transformées en victimes expiatoires. Trois années se sont écoulées depuis, mais, pour Urbahns et la direction du Leninbund, le mauvais génie de l'Opposition russe frappe à nouveau : la déclaration de Rakovsky et de ses camarades est une

capitulation, un abandon des positions politiques antérieures. *Errare humanum est sed persevere diabolicum !* La direction du Leninbund condamne cette déclaration comme le passage de l'opposition russe au centrisme et au réformisme. Cette dénonciation se double de l'affirmation de mots d'ordre politiques pour l'Union soviétique : pour le « [...] vote secret, la conduite indépendante de grèves, etc. » Le problème de fond est l'attitude à adopter vis-à-vis du parti bolchevique. Urbahns considère comme une capitulation d'envisager de demander sa réintégration, et ce d'autant plus qu'il est lui-même engagé de plus en plus ouvertement sur la ligne d'un second parti :

« Mais si l'Opposition russe veut accomplir sa tâche historique, le rétablissement d'un parti communiste et d'une internationale communiste, alors elle doit se charger des fonctions d'un parti à côté de son travail de fraction du parti communiste russe ». 14

A propos de la lettre de Solntsev, la direction du Leninbund écrit :

« Cette lettre constitue évidemment une explication de la déclaration de Rakovsky. Il est annoncé dans cette lettre que I.N. Smirnov essaie de trouver une déclaration acceptable qui pourtant doit comporter ouvertement le même caractère capitulaire. Rakovsky, Mouralov, etc. se sont trouvés ensemble pour reproduire une déclaration au niveau le plus bas, dans le but évident d'arrêter les progrès de la décomposition de l'Opposition russe, avec ce pas tactique, pour conduire de nouveau les cadres décomposés au combat. Cela peut-il nous réussir ? Nous sommes d'avis qu'une telle démarche est impossible ». 15

Enfin, la direction du Leninbund tient tout à la fois à réaffirmer la maturité politique de l'Opposition allemande et son indépendance vis-à-vis de l'opposition russe :

« [L'opposition russe] ne doit pas oublier que les militants de l'opposition internationale ont aussi rassemblé dans les combats des dernières années quelque expérience, qu'ils ne doivent pas jeter par-dessus bord sans autre forme de procès si l'opposition russe le tient pour souhaitable ». 16

Le 19 octobre, dans une lettre à Josef Frey, Trotsky réplique :

« [...] Vous avez dû lire l'article d'Urbahns dans *Die Fahne des Kommunismus* n° 37. Après Iaroslavsky, c'est Urbahns qui reprend maintenant l'idée d'une destruction de l'opposition russe et qui voit dans cette déclaration une « capitulation ». Il est difficile de s'imaginer une chose plus stupide. Lorsqu'on capitule, on déclare : « Etant donné que nous reconnaissons avoir eu tort en tout, nous demandons à être repris dans le parti ». L'opposition, quant à elle, déclare : « Etant donné qu'il s'avère que nous avons eu raison en tout, nous exigeons d'être réintégrés dans tous nos droits de membres du parti ». 17

La réaction de la direction d'Urbahns à la déclaration de Rakovsky hâte le cours des événements au sein du Leninbund.

Le tournant du Leninbund

Le numéro 38 de *Die Fahne des Kommunismus*, le 18 octobre, contient un article de Grylewicz et Joko intitulé : « Combat en direction du noyau prolétarien du parti ou auto-isolément sectaire ? ». Polémiquant contre l'inter-

prétation d'Urbahns de la déclaration de Rakovsky, les deux minoritaires relèvent notamment une fausse traduction du texte de la déclaration. En effet, on trouve dans la version allemande :

« Ces différences [entre l'opposition et le centrisme stalinien] ne peuvent justifier notre absence des rangs du parti ».

Or, la traduction correcte est la suivante :

« Ces divergences d'opinion ne peuvent justifier le fait que nous soyons laissés hors des rangs du parti ».

Grylewicz et Joko concluent :

« Nous laissons là la question de savoir si cette déformation lourde de conséquences relève seulement d'une traduction hâtive ».

L'argument de la direction du Leninbund est qu'il n'est pas possible de rassembler les « cadres décomposés » pour les ramener au combat, idée qu'elle attribue faussement à Solntsev et à Rakovsky. De ce point de vue, la « traduction hâtive » présente la déclaration de Rakovsky comme une capitulation évidente : l'opposition est prête à passer par-dessus ses « différences » avec l'appareil pour pallier son « absence » du parti. Or, pour Rakovsky et ses camarades, il s'agit de démontrer que c'est l'appareil qui affaiblit le parti en maintenant l'opposition en dehors, en l'empêchant d'y occuper toute sa place et d'y développer ses positions propres, notamment par rapport à la droite qu'elle a toujours combattue. De même, le parallèle qu'établit Urbahns entre les déclarations du 16 octobre 1926 et du 22 août 1929 est pour le moins douteux :

« Le 16 octobre, l'opposition russe fut déjà contrainte, en très peu de temps, sous la pression de ses propres rangs, de proposer la tactique du 16 octobre ». 18

Ainsi, l'opposition russe et notamment sa direction, Rakovsky, Solntsev, etc., aurait été contrainte de capituler sous la pression des capitulaires... De fait, ce parallèle n'a de sens que pour Urbahns qui considère ces deux déclarations comme des capitulations.

La deuxième manœuvre d'Urbahns est encore plus grave : dans le numéro 38 de *Die Fahne des Kommunismus* paraît un article signé « N. » 19 et intitulé : « De la déclaration de l'opposition ». Et voici ce qu'écrit Léon Sedov, le 31 octobre, à la rédaction de *Die Fahne* :

« Dans le n° 38 de *Die Fahne des Kommunismus*, sous le titre « Une voix de l'U.R.S.S. » est publiée une lettre du camarade N. qui soumet à la critique quelques passages de la déclaration de Rakovsky et autres. La rédaction de *Die Fahne* présente cette lettre comme émanant de son correspondant, c'est-à-dire comme si ce camarade se plaignait de Rakovsky à Urbahns et comme si sa signature : « Avec mes meilleurs saluts, votre N. » s'adressait bien à la rédaction de *Die Fahne*. Tout cela du commencement à la fin est calculé pour tromper le lecteur. En fait, la lettre de N. est destinée au *Bulletin de l'Opposition bolchevik-léniniste* (russe).

Tout en indiquant les imperfections de la déclaration, provoquées pour la plupart exclusivement par les difficultés de l'élaboration d'un texte collectif par des dizaines de colonies de déportés séparées, l'auteur de la lettre, le camarade N., non seulement a signé la déclaration mais il blâme même le petit groupe de déportés [...] qui ne

l'a pas signée. Les critiques du camarade N. coïncident avec celles que contient la lettre ouverte du camarade Trotsky [...]. La lettre du camarade N. a été envoyée [...] par la rédaction du *Bulletin* [...] à tous les journaux oppositionnels afin de donner à l'opposition internationale une idée plus nette des diverses nuances de l'opposition russe. Mais le camarade Urbahns a soigneusement caché d'où et dans quelles conditions il avait reçu cette lettre et a laissé entendre que si le camarade N. critique la déclaration de l'opposition russe, c'est en accord avec sa position. Au contraire, nous avons déjà reçu une dizaine de lettres, du camarade N. et d'autres [...], où se manifeste [...] leur colère contre la politique d'Urbahns, qui, sur les questions les plus importantes, prend une position telle que les staliniens peuvent dans leur presse l'attribuer, de mauvaise foi, à l'opposition russe.

On doit le dire ouvertement : rien n'a causé tant de mal et n'en cause encore à l'opposition russe que les citations des articles irresponsables d'Urbahns ». ²⁰

La manœuvre apparaît ainsi dans le plus simple appareil et démontre clairement que, pour la majorité du Leninbund et Urbahns, tous les moyens sont bons contre l'opposition russe et Trotsky.

Au cours du mois d'octobre, Joko et Grylewicz apportent un élément d'information et d'explication de ce qu'ils appellent les « cris » d'Urbahns à propos de la déclaration de Rakovsky : les liens de plus en plus étroits qu'Urbahns tisse avec le groupe de Brandler. Le tournant du Leninbund vers une union avec la droite semble être préparé par la campagne contre Rakovsky et ses camarades. Mais il y a plus : Urbahns, selon Landau, se prononce pour un rapprochement rapide avec le groupe déciste de Sapronov en U.R.S.S. Il apparaît ainsi que la question russe au travers de ses différents aspects (conflit sino-soviétique, crise de l'opposition, déclaration de Rakovsky) sert de *révélateur* aux problèmes de l'opposition allemande, tant vis-à-vis de l'opposition internationale qu'en ce qui concerne sa vie propre.

Le 20 octobre, la réunion du comité national marque un tournant dans les débats au sein du Leninbund : la majorité approuve les thèses d'Urbahns et entérine ainsi les deux articles d'août 1929 consacrés au conflit sino-russe. Or, ces thèses sur l'Union soviétique signifient que, pour le Leninbund, l'I.C. et le K.P.D. ont cessé de jouer leur rôle, sont morts, et que le Leninbund doit mettre le cap sur un nouveau parti, un « deuxième » parti communiste :

« Dans ces conditions, le Leninbund a le devoir, outre son rôle de fraction pour influencer sur la classe ouvrière, de faire des propositions politiques autonomes et de prendre des mesures d'organisation pour les réaliser. La direction nationale est parfaitement consciente de ce que le Leninbund exerce ainsi partiellement les fonctions d'un parti. Elle considère cela, dans les conditions actuelles, comme juste et approuve donc également la participation indépendante aux élections communales. La direction nationale déclare qu'en prenant cette position, le Leninbund est à même de remplir sa mission historique, la construction d'un véritable P.C. C'est pourquoi la direction nationale refuse de se cantonner dans la fiction d'une fraction du parti ». ²¹

Dans le compte rendu du comité national (*Volkswille* du 23 octobre), on trouve la justification de la ligne politique de la majorité, c'est-à-dire le tournant vers un deuxième parti communiste mais également, en bonne place, l'état des rapports de force au sein du Leninbund : la minorité n'a que deux voix au sein de la direction nationale (Grylewicz et Joko) et deux parmi les représentants des vingt et un groupes locaux.

Cette démonstration de force de la part d'Urbahns ne peut avoir qu'un seul sens : impressionner la minorité. Quoique officiellement proclamée et reconnue — sa constitution est annoncée dans *Die Fahne* du 25 octobre —, elle est privée d'une importante possibilité d'expression par l'exclusion de Joko et Grylewicz de la direction. Cette politique d'intimidation est liée à la dérive du Leninbund : outre le net tournant vers un « deuxième » parti et la recherche d'une alliance avec les partisans de Brandler, ses positions fondamentales sur les problèmes cruciaux (« troisième période », front unique, tactique dans les syndicats, etc.) sont remises en cause par la direction qui s'aligne sur les anciennes positions ultra-gauches des zinoviévistes allemands, c'est-à-dire antérieures et contradictoires au Leninbund. La perspective d'un « redressement » s'estompe et la stratégie des partisans allemands de Trotsky va changer.

Pour un hebdomadaire de l'Opposition

Début octobre, alors que la polémique contre Urbahns est vive, Trotsky se prononce pour un « journal », dans une lettre à Richard Neumann :

« La discussion large vient à peine de commencer. Elle ne peut connaître un développement systématique que par un journal, dont cette première discussion prépare les bases idéologiques et organisationnelles. Quelles seront les relations officielles entre ce journal et le Leninbund, on ne peut le dire à l'avance, car cela dépend aussi des résultats pratiques de la première discussion. Cela dépend aussi du nombre de gens *extérieurs* au Leninbund que nous serons en mesure de regrouper dans la période préparatoire. Mais il faut disposer à tout prix d'un journal ». ²²

Le brutal tournant de la majorité du Leninbund, ainsi que la faiblesse de ses périodiques, révèlent la nécessité d'un journal solide pour les minoritaires, comme l'écrit Trotsky à Grylewicz, le 12 octobre :

« Ce qui manque aux éléments de gauche, c'est un organe théorique et politique sérieux, si possible hebdomadaire. C'est dans cette direction, me semble-t-il, qu'il faut concentrer l'attention et toute l'énergie des éléments d'avant-garde ». ²³

Inquiet pour la situation allemande, Trotsky l'est également pour l'opposition autrichienne, ou plus exactement pour ses différents groupes. Faisant d'une pierre deux coups, Trotsky écrit à Josef Frey pour lui demander conseil :

« On annonce de Berlin qu'Urbahns se dirige vers une union avec les sapronovistes, c'est-à-dire les korschistes russes. Cela implique qu'il est nécessaire de fonder à Berlin un organe des communistes de gauche, indépendamment du fait qu'Urbahns ira ou non jusqu'à la rupture avec l'Opposition internationale. Cela (mais pas seulement cela, bien sûr) rend également nécessaire la parution d'un hebdomadaire à Vienne. Quelle est votre opinion sur ces deux questions ? Quelle devrait, selon vous, être la composition de la rédaction de Berlin ? » ²⁴

Le 31 octobre, Frey répond :

« Fonder un organe des communistes de gauche à Berlin est en effet nécessaire. Un hebdomadaire à Vienne serait une excellente chose. La coopération de toutes les forces existantes de l'Opposition de gauche pour la création d'un tel hebdomadaire, je la tiens pour tout à fait possible, souhaitable et nécessaire ». ²⁵

Cette prise de position de Frey — même s'il ne se prononce pas sur la composition de la rédaction à Berlin — est un point d'appui appréciable. Les problèmes préliminaires étant apparemment en voie de règlement, Trotsky écrit à la minorité du Leninbund pour hâter la préparation de la revue :

« Les décisions de la direction nationale aggravent considérablement la situation, et nécessitent de la part de la minorité un travail uni, systématique et résolu.

Les résolutions de la direction nationale, qui constituent la répétition des articles d'Urbahns, sont une accumulation d'erreurs théoriques et politiques, témoignant du niveau théorique extrêmement bas du Leninbund. Cela est tout à fait compréhensible, si l'on considère qu'il n'existe pas d'organe marxiste sérieux. Nous sommes d'autant plus contraints de combler cette lacune. Il faut décupler les efforts pour créer à Berlin un hebdomadaire de l'opposition véritablement léniniste ». 26

De ces considérations politiques, Trotsky dégage deux axes de travail pour la minorité du Leninbund ; une échéance pour le lancement du journal et une réelle organisation du travail de la minorité :

« Il est probable qu'après les élections communales [mi-novembre 1929], une nouvelle période de crise s'ouvre dans l'organisation du Leninbund. Il faut l'utiliser pour préparer la base organisationnelle du journal. Il serait souhaitable que le journal commence à paraître au plus tard le 1^{er} janvier [1930]. La minorité est à présent chargée d'une tâche de responsabilité. Cela rend encore plus nécessaire l'organisation correcte du travail sur une base *strictement collective* avec répartition précise des fonctions et des responsabilités ». 27

Pour Landau, il va être possible de s'appuyer sur l'Opposition de Wedding pour lancer l'hebdomadaire. Le groupe du Palatinat, qui comporterait, selon lui, deux cents à trois cents membres, devrait être associé à ce travail. Cette position est logique puisque Landau, dès son arrivée à Berlin, s'est attaché à rapprocher les minoritaires du Leninbund et les petits groupes de l'Opposition de Wedding. D'emblée, Landau s'est lié au jeune dirigeant du groupe, Hans Schwalbach. Après avoir longuement travaillé au sein du Leninbund en liaison avec la minorité, Landau s'en écarte et rejoint, fin octobre, l'Opposition de Wedding qu'il tente de structurer, palliant ainsi les absences — pour raisons professionnelles — du dirigeant national de cette opposition, Hans Weber. Il existe une autre force, liée à la minorité du Leninbund, et qui est très active : il s'agit du groupe de Leipzig, groupe local du Leninbund depuis juin 1929 28, dirigé par Roman Well. Landau décrit ce groupe comme le plus développé parmi l'ensemble des groupes défendant les positions de Trotsky. Le meilleur exemple de leur activité est la diffusion des brochures de Trotsky dont ils ont vendu à eux seuls plus que tous les autres groupes locaux du Leninbund réunis. La troisième force militante pour l'hebdomadaire allemand est bien entendu la minorité du Leninbund qui tente d'étendre son influence dans tous les groupes locaux.

L'addition de l'ensemble de ces forces devrait permettre le rassemblement de l'opposition allemande, très affaiblie par la politique d'Urbahns. Or, par un singulier défi à la dialectique marxiste, dont tous ces militants se réclament, qui considère le tout comme supérieur à la somme des parties, le « tout » des forces potentielles d'une opposition allemande favorable à Trotsky et à l'opposition internationale se révèle *inférieure* à la somme des trois

groupements. En effet, contre la perspective d'un regroupement rapide et efficace de ces courants, pèsent de vives luttes fractionnelles, des antagonismes personnels. Ces avatars de la lutte politique se transforment ainsi, d'épiphénomène, en phénomène qui compromet gravement l'avenir de l'opposition allemande.

L'« affaire Landau »

Il ne serait pas difficile d'écrire l'histoire de l'opposition allemande autour des « petites histoires » sordides de luttes fractionnelles, des animosités personnelles. La correspondance entre les militants allemands et Trotsky, mais aussi des militants entre eux, fait une large place à ces querelles. Il apparaît ainsi que ces difficultés fractionnelles ont empoisonné le climat de l'opposition allemande au point que l'on pourrait de bonne foi, et *a fortiori* de mauvaise foi, confondre les méthodes et la politique. Il est pourtant nécessaire de tenter de comprendre pourquoi ces querelles aux méthodes douteuses ont pris le pas sur les questions politiques et, sans s'attarder sur l'aspect factuel de ces querelles, de dégager les faiblesses politiques des opposants qui ont permis le développement de problèmes, politiques quant au fond mais dominés par la forme, c'est-à-dire les méthodes employées.

Les premiers signes de l'existence de problèmes de personnes apparaissent fin septembre 1929, soit quatre semaines seulement après l'arrivée de Landau à Berlin. Ce sont, tour à tour, Richard Neumann et Josef Kohn qui écrivent à Trotsky pour se plaindre de Landau. Pour Neumann, il relève des compétences d'un psychiatre. Joko aborde les problèmes sous un angle plus politique :

« Pour les questions pratiques et politiques, Landau est naïf comme un nouveau-né. Pour ce qui est des questions théoriques, je vous laisse évidemment le soin de juger par vous-même. Ces faiblesses s'expliquent par le fait que Landau a, hélas, acquis sa formation au cours des funestes combats de cliques de fractions autrichiennes. Sa tactique dans le Leninbund varie non seulement d'un jour à l'autre, mais d'une heure à l'autre. Elle oscille depuis une politique de provocation jusqu'à un total crétinisme légaliste. Résultat : rien de déterminant n'a été entrepris jusqu'à présent, ni sur la ligne de la politique de la provocation, ni sur une quelconque autre ligne ». 29

Ces accusations ne manquent pas de gravité mais ne constituent pas des attaques *ad hominem*. Joko réclame une intervention de Trotsky :

« J'écris ces lignes avec le souhait que vous interveniez énergiquement auprès de Landau, pour empêcher que sa présence ne constitue pour notre cause un lourd handicap ». 30

La situation s'aggrave rapidement courant octobre avec la volonté de Neumann et de Joko de se retirer du travail de la minorité tant que Landau en sera partie prenante. Joko justifie sa décision en déclarant qu'il « [...] ne souhaite plus supporter ce fardeau qu'est Landau » et qu'il lui « [...] est politiquement presque impossible d'être co-responsable d'un groupe dans lequel Landau, grâce à l'autorité que vous lui avez conférée, ne fait qu'accumuler les catastrophes ». 31

Un argument de Joko mérite une attention particulière : il s'agit de « l'autorité » qu'aurait conférée Trotsky à Landau. Ce problème provoque une controverse entre la minorité du Leninbund et Landau, ce dernier se présentant comme le mandataire de Trotsky et de l'opposition internationale. Dès lors les relations entre la minorité et Landau vont se dégrader au point que ce dernier va rejoindre l'Opposition de Wedding. Le conflit de personnes, entre Joko, Neumann et Landau est donc devenu une polémique — privée — entre les dirigeants de la minorité et le militant envoyé par Trotsky pour organiser le redressement du Leninbund. La controverse sur le rôle de Landau et sur l'autorité que lui aurait conférée Trotsky est l'exact reflet des faiblesses de l'opposition allemande. Elle est également une controverse pour les historiens du mouvement trotskyste. Une lettre de Jakob Frank à Landau, du 13 août 1929, prouve que c'est à la demande de Trotsky que Landau s'est rendu à Berlin et que Trotsky le prit matériellement en charge :

« La situation du Leninbund est très mauvaise en raison de la politique d'Urbahns [...]. Nous ne connaissons personne dans le Leninbund (précisément parce que nous avons attendu trop longtemps). C'est pourquoi il vous échoit une lourde mission : vous rendre à Berlin aussitôt que possible et sonder sur place les possibilités de redressement du Leninbund. A propos des dépenses occasionnées par le voyage et le séjour : empruntez l'argent auprès de R[ai]ssa A[dler] pour le voyage. A Berlin, rendez-vous chez Mme Alexandra Pfemfert [...] où vous trouverez l'argent pour le séjour, le voyage retour et le remboursement de l'emprunt à R. A[dler] ». ³²

Un problème reste à résoudre : Trotsky a-t-il donné à Landau quelque pouvoir ou quelque autorité que ce soient pour régler les problèmes de l'opposition allemande ?

Trotsky, en demandant à Landau de se rendre à Berlin, quelque temps, afin de rassembler les éléments susceptibles de combattre la ligne erronée d'Urbahns, a confié une mission politique à un militant dont la position claire sur le conflit sino-russe l'avait convaincu de ses capacités. Trotsky a confié là à Landau une mission qu'il s'avait ne pouvoir mener à bien dans le cadre de sa correspondance avec Urbahns. Cette mission ne peut avoir qu'un seul sens, politique : Trotsky mandate Landau pour poursuivre la tâche sur le terrain et le renseigner sur la situation exacte du Leninbund dont il pense être mal informé. Il est également nécessaire de souligner une constante dans l'attitude de Trotsky : mener la discussion aussi loin que nécessaire et ne jamais utiliser « l'argument de l'appareil », qui dans le cas de l'opposition serait plutôt l'argument d'autorité. De ce point de vue, le meilleur élément de réponse est encore l'attitude de Trotsky face aux accusations contre Landau, comme dans cette lettre à Neumann :

« Je dois avouer que votre dernière lettre m'a fort étonné. Je ne parviens pas à comprendre qu'un révolutionnaire puisse abandonner une tâche importante et urgente pour la seule raison... qu'il considère que certains autres camarades sont dans un état pathologique. Je ne connais personnellement ni le camarade Landau ni vous-même. Pour ma part, je suis disposé à travailler avec vous deux. C'est du point de vue politique et non psychanalytique que je juge le travail du camarade Landau. C'est la seule méthode acceptable. Landau est désireux de collaborer avec vous. [...] A mon avis, c'est un devoir pour vous d'accepter cette collaboration, si vous restez à Berlin ». ³³

A Joko, Trotsky explique qu'il ne soupçonnait pas l'existence d'une minorité marxiste au sein de la direction du Leninbund et justifie l'appel à Landau :

« Comme vous ne vous exprimiez pas de façon indépendante dans la presse, et comme c'est le camarade Landau qui avait publié dans la *FdK* [*Die Fahne des Kommunismus*] l'article sur le conflit soviéto-chinois, il était naturel que je m'adresse à lui en lui demandant de voir sur place ce qu'il en était, et de prendre contact avec les éléments marxistes du Leninbund ». ³⁴

Il aborde aussi l'organisation du travail de la minorité et donc le rôle de Landau :

« Il est évident que le travail de la minorité du Leninbund ne peut être dirigé que collectivement. [...] Je pense que vous n'avez en aucun cas le droit de vous retirer de la participation au travail de direction, à égalité de droits avec les autres membres du groupe. C'est également en ce sens que je me suis adressé au camarade Neumann. Seule une organisation du travail correcte, c'est-à-dire collective, permettra de régler les conflits psychologiques individuels, les erreurs, etc. ». ³⁵

Le 29 octobre, Trotsky écrit à la minorité du Leninbund afin de clarifier les rapports entre le groupe, les militants et lui-même :

« Seul un collectif ferme et conscient de ses responsabilités est en mesure d'éviter que des frictions personnelles ne viennent désorganiser le travail. Conformément à ce qui précède, je mènerai ma correspondance avec le groupe dans son ensemble et n'accorderai de valeur officielle qu'aux lettres émanant du groupe. Bien entendu, ces dispositions ne peuvent empêcher que certains camarades échangent des lettres d'ordre personnel. En ce qui me concerne, sachez que toute lettre émanant de l'un quelconque des membres de votre groupe me sera une joie ». ³⁶

L'insistance avec laquelle Trotsky place le groupe devant ses responsabilités est en soi une indication de son opinion sur l'« affaire » Landau, qu'il considère comme un sous-produit des faiblesses du groupe. En outre, l'insistance que met Landau à répéter qu'il dispose d'un « pouvoir » rappelle les mœurs zinoviévistes de l'I.C. Il est pour le moins paradoxal que des militants qui combattent, au moins théoriquement, la dégénérescence de l'I.C. et des P.C., ne soient pas capables, dans leurs propres rangs, de combattre ces « poisons hérités du Comintern » selon la formule de Trotsky. De ce point de vue, les menaces de démission brandies par Joko et Neumann sont un aveu de faiblesse sans équivoque. Seul le groupe peut empêcher le développement de tels phénomènes et par là même former des cadres expérimentés. Malheureusement, il apparaît que ce sont les « méthodes » de Landau — imputables à son manque de formation et à un apprentissage du combat fractionnel en Autriche qui l'a marqué — qui prennent le pas sur la volonté politique du groupe. Mais ses « méthodes » prennent aussi le pas sur sa propre politique.

Recherchant à tout prix — et par tous les moyens, c'est-à-dire y compris en utilisant l'argument de l'autorité de Trotsky et de l'opposition internationale à défaut de parvenir à convaincre — le rapprochement des minoritaires du Leninbund et des militants de Wedding, Landau aboutit à l'opposé. Et les minoritaires, qui s'opposent si violemment à lui, l'aident bien involontairement à aboutir à ce résultat qui pénalise lourdement l'opposition allemande

et amoindrit ses perspectives. Par là même, c'est un rude coup porté à l'opposition internationale. Les protagonistes sont-ils conscients de ce dramatique résultat ? On peut répondre par l'affirmative dans le cas de Landau, tout autant internationaliste que fractionniste inlassable. Dans le cas de ses adversaires, l'attention semble concentrée sur les querelles internes et une tendance au « national-oppositionnisme » n'est sans doute pas étrangère aux préventions contre Landau, perçu comme un militant parachuté, une sorte de délégué de l'I.C. à la Zinoviev en mission à l'étranger. Là encore, la faiblesse des opposants allemands n'a pu que faciliter le développement d'une situation anormale.

Les querelles vont reprendre de plus belle au cours du séjour à Berlin de Jakob Frank, de la mi-décembre 1929 au début janvier 1930. La « personnalité » de Frank joue ici un rôle décisif : Lithuanien d'origine, il a été de juin à novembre 1929 le secrétaire de langue russe de Trotsky à Prinkipo. Il s'est rendu ensuite, de novembre à la mi-décembre 1929, à Vienne pour contribuer au lancement d'un hebdomadaire et à une tentative d'unification des groupes autrichiens. Mais il est impossible de « laiss[er] complètement de côté la question de son appartenance au G.P.U. »³⁷ comme l'écrit Jean van Heijenoort à propos de la définition de Frank comme « économiste trotskyste » par Deutscher. Pierre Broué écrit également que Jakob Frank est « [...] fort suspect [...] d'avoir été « agent » ». ³⁸ Il va de soi que cet aspect prend une importance capitale dans la crise de l'opposition allemande dont Frank est un acteur tout au long de son séjour à Berlin.

Trotsky, dans le feu de l'action, s'en remet à la politique et refuse la suspicion envers qui que ce soit — principe dont il ne se départira pas — et a, à l'évidence, toute confiance en Jakob Frank. Aussi les longues lettres qu'il reçoit de Berlin l'obligent-elles à reconsidérer la ligne politique des opposants allemands, ainsi qu'il l'écrit à Marguerite Rosmer, le 24 décembre :

« Je crois qu'il ne peut être question pour le moment de créer un hebdomadaire : les conditions les plus élémentaires y font défaut. Le camarade Landau serait maintenant plus utile en Autriche. Ce serait plus raisonnable à tous points de vue. C'est dans ce sens que j'écris à Berlin [...] ». ³⁹

Mais à Berlin, tout va très vite : la rupture entre Jakob Frank et Landau est consommée, suite à la décision de la direction de la minorité, à l'initiative de Frank, de demander à Trotsky de rappeler Landau et d'arrêter son travail dans l'opposition allemande. Ce dernier écrit à Frank qu'il s'agit d'une provocation et parle dans une lettre à Trotsky de campagne contre lui. Il demande également à Trotsky la permission d'abandonner son travail à Berlin. C'est dans ce contexte qu'un agent du G.P.U. — qui n'est alors pas prêt d'être démasqué — s'attribue le rôle d'arbitre : Roman Well, écrivant à Trotsky le 7 janvier 1930, distribue bons et mauvais points, parle des méthodes de « commissaire à la Zinoviev-Staline » employées par Landau — à qui il reconnaît des qualités personnelles — et de l'intolérance de Joko et Neumann à l'égard de Landau. Il propose une réorganisation de la fraction, avec du « sang frais », c'est-à-dire avec les représentants des groupes locaux récemment gagnés à la cause de la minorité au sein du Leninbund. Il se place du

même coup en position de force, pour ses propres intérêts, qui ne sont pas ceux de l'opposition allemande mais ceux de Staline. C'est un des résultats de la crise au sein des partisans allemands de Trotsky.

C'est Trotsky qui va clore cette pénible affaire, en deux temps. Le 7 janvier 1930, il écrit à Landau :

« Le cours que prennent les choses en ce qui vous concerne me trouble au plus haut point. [...] Je comprends très bien le camarade Grylewicz lorsqu'il se prononce contre les « fondés de pouvoir ». De cela, il ne peut et n'a jamais pu être question entre nous. [...] Votre travail à Berlin ne pouvait se concevoir sur la base de directives formelles, mais seulement sur la base d'un accord volontaire des camarades concernés. Cet accord n'existe plus. Je comprends donc votre décision de vous retirer de la direction. Je ne doute pas un seul instant que vous ayez fait tout ce qui vous paraissait souhaitable et possible dans l'intérêt de la cause ». ⁴⁰

A Grylewicz, il précise, le 11 janvier :

« Je n'ai jamais considéré le camarade Landau comme mon « fondé de pouvoir ». Quel sens pourrait d'ailleurs avoir ici ce terme ? Je ne m'imaginai son travail à Berlin qu'en collaboration volontaire avec vous. Puisque tel n'est *pas* ou n'est *plus* le cas, je n'ai pas à « destituer » le camarade Landau. Les faits parlent d'eux-mêmes dans cette affaire ». ⁴¹

L'affaire étant close, il n'en reste que les conséquences, qui sont lourdes : retard dans le lancement de l'hebdomadaire, reporté *sine die*, pas d'élaboration réelle de la nécessaire plate-forme, climat pour le moins mauvais dans les relations entre militants, ce qui profite à Roman Well, c'est-à-dire au G.P.U., qui place ses pions en attendant de les utiliser au mieux. Enfin, l'une des conséquences les plus graves est l'affaiblissement des opposants face à Urbahns, qui n'est pas resté inactif et prépare ouvertement la scission du Leninbund.

Scission et regroupement

Deux circulaires de la direction nationale annoncent la tenue d'une conférence du Leninbund le 23 février 1930. Sa dérive politique, les accusations dirigées contre la minorité, tout indique qu'Urbahns veut mettre un terme au travail des opposants et se séparer de l'opposition internationale. Dès le 6 février, Trotsky écrit une « Lettre ouverte à tous les membres du Leninbund » où il souligne l'isolement international d'Urbahns, relève que le bloc avec Treint et Paz s'est créé sur la base de leur condamnation commune de la déclaration de Rakovsky et critique les préoccupations exclusivement « nationales » du Leninbund qui sont dûment complétées par une politique d'alliance au niveau international avec n'importe quels groupes de « gauche ». Et Trotsky place chaque membre du Leninbund devant ses responsabilités :

« [...] Nous représentons une tendance idéologique définie et nous nous construisons sur la base de principes clairs et des traditions. Si dans ces conditions les membres de l'opposition internationale ne peuvent pas trouver de place dans le Leninbund, alors, par là même, le Leninbund déclare qu'il ne désire pas de place dans les rangs de

l'opposition internationale. [...] Vous voyez, camarades, que ces questions sont beaucoup plus importantes que les petites chamailleries sur lesquelles le procureur Urbahns base son accusation. Le sort de votre organisation est en jeu. Chaque membre du Leninbund doit comprendre qu'à la suite de la scission du Leninbund l'organisation se transformera complètement en Ligue Urbahns, c'est-à-dire une minuscule secte nationale, sans aucune importance, sans le moindre avenir, sans perspectives ».⁴²

Il n'est donc plus question de tenter la moindre conciliation avec la direction d'Urbahns. Le sort du Leninbund est tout entier aux mains des militants qui seuls peuvent empêcher la scission, synonyme de destruction à terme de l'organisation. A défaut d'empêcher cette scission, ceux-ci doivent rejoindre les rangs de l'opposition internationale, c'est-à-dire la minorité du Leninbund et l'Opposition de Wedding.

Du côté des opposants, les mois de janvier et février, en dépit de la grave crise autour du rôle de Landau, ont été mis à profit pour étendre les organisations et les groupes. L'Opposition de Wedding est parvenue à unifier ses différents groupes et s'appelle désormais *Opposition unifiée de Wedding et du Palatinat*. Quant à la minorité du Leninbund, elle a étendu son influence à de nombreux groupes locaux dont les représentants participent désormais au travail de la direction : Gustav Plep pour Königsberg, Ludwig Dörr pour Bruchsal, Emil Heckel pour Frankfurt am Main, Paul Zenker pour Frankfurt am Oder, Wilhelm Kühnast pour Luckenwald et Adam Ebner pour Neu-Isenburg. Le travail de la direction de la minorité fait régulièrement l'objet de comptes rendus à Trotsky. On trouve dans ces textes, outre le combat pied à pied contre Urbahns, le souci d'une réelle orientation politique, notamment en direction du K.P.D. dont Urbahns a coupé les opposants. Dès la mi-février, une réunion commune des deux groupes fait les premiers pas vers une unification qui s'annonce difficile. L'Opposition unifiée de Wedding et du Palatinat, qui comprend dans sa délégation Landau, est très favorable à cette unification mais les dirigeants de la minorité du Leninbund sont plus réticents. Très vite, des problèmes de représentation des groupes vont apparaître et bien qu'une commission d'unification soit mise en place, les difficultés politiques et les questions « techniques » contribuent à faire traîner les choses dans un climat tendu. Ce temps-là travaille contre les opposants, pour Urbahns.

Le 23 février 1930, la conférence du Leninbund exclut la minorité. Dans une « Réponse ouverte au camarade Trotsky », la direction nationale justifie cette mesure comme une riposte à la tactique scissionniste de ce qu'elle appelle le « groupe Grylewicz », qu'elle accuse de tenter de mettre sur pieds, avec l'Opposition de Wedding et du Palatinat, le « groupe des bolcheviks-léninistes, communistes de gauche ». De plus, la direction proteste contre les accusations de Trotsky et le « prétendu nationalisme du Leninbund ».

Roman Well, dans un article intitulé « La scission au sein du Leninbund », publié par *La Vérité* du 21 mars 1930, écrit :

« Voici plus d'une demi-année [...] que la direction, évitant toute discussion ouverte, s'efforce d'élaborer un « programme d'action » sans y réussir jusqu'à ce jour. Au dernier plénum, du 23 février dernier, Urbahns a dû avouer lui-même que la direction était incapable d'édifier un programme politique. Il n'y a qu'une seule chose que

le groupe Urbahns n'a pas eu grand-peine à apprendre, c'est à appliquer les méthodes de Zinoviev. A ce point de vue, les élèves semblent même avoir dépassé leur maître. Etouffant petit à petit toute idée politique au sein du Leninbund, esquivant les discussions et canalisant systématiquement l'attention des membres des organisations vers des questions insignifiantes et de détail, le groupe Urbahns est finalement arrivé à exclure du Leninbund l'Opposition de gauche ».

Lors de la scission, les minoritaires entraînent la moitié des militants de Berlin et des pans entiers du Leninbund, avec le passage dans la minorité de nombreux groupes locaux, gagnés en totalité comme le groupe de Bruchsal dirigé par Dörr, ou partiellement comme celui de Leipzig dirigé par Well, et son frère cadet Abraham Sobolevicius — agent comme son aîné mais de second ordre —, qui sont épaulés par un ancien des Jeunesses communistes, Erwin Ackercknecht, exclu du K.P.D. pour « sympathies brandlériennes », alors qu'il est en réalité l'un des fondateurs de la Bolschewistische Einheit à l'automne 1928, et Otto Schüssler. D'autres groupes de province rejoignent peu à peu le groupe Grylewicz, issu de la scission, ce qui contribue à lui donner une assise nationale, en dépit de la relative faiblesse de la plupart des groupes locaux. En revanche, l'implantation dans les quartiers ouvriers de Berlin est le point fort de ce groupe, son véritable bastion. De son côté, l'Opposition de Wedding et du Palatinat compte plusieurs groupes à Ludwigshafen, Kaiserslautern, Karlsruhe, Mannheim, Neustadt, etc.

Pour les opposants, il faut désormais jeter les bases d'une nouvelle organisation, en unifiant l'ensemble des partisans de Trotsky en Allemagne.

NOTES

1. Lettre de Trotsky au Leninbund, 19 septembre 1929, A.H. 7911.
2. *Ibidem*.
3. *Ibidem*.
4. Lettre de Landau à Trotsky, 6 septembre 1929, A.H. 2539.
5. Lettre de Trotsky à Landau, 8 septembre 1929, A.H. 8779.
6. Lettre de Trotsky à Landau, 19 septembre 1929, A.H. 8780.
7. *Ibidem*.
8. *Ibidem*.
9. Grylewicz et Joko : « An die Mitglieder des Leninbundes » (Aux membres du Leninbund), n.d., A.H. 15718.
10. Lettres de Grylewicz à Trotsky, 29 septembre 1929 et 4 octobre 1929, A.H. 1091 et A.H. 1717.
11. Lettre de Trotsky à Grylewicz, 30 septembre 1929, A.H. 8385.
12. *Die Fabne des Kommunismus*, n° 31, 23 août 1929.
13. Lettre de Trotsky au Leninbund, 13 octobre 1929, A.H. 7912.
14. Urbahns : « Eine natürliche Etappe... » (Une étape naturelle...) in *Die Fabne des Kommunismus*, n° 17, 11 octobre 1929.
15. *Ibidem*.
16. *Ibidem*.
17. Lettre de Trotsky à Frey, 19 octobre 1929, A.H. 8200.
18. Urbahns : « Une étape naturelle », in *Die Fabne des Kommunismus*, n° 17, 11 octobre 1929.
19. « N. », voir sur ce point les explications et les hypothèses de Pierre Broué, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, op. cit., p. 129.

20. N. Markine : « Une manœuvre d'Urbahns à propos de la déclaration de Rakovsky », in *La Vérité*, n° 9, 8 novembre 1929, p. 2.
21. Résolution du comité du Reich, in *Die Fahne des Kommunismus*, n° 39, 25 octobre 1929.
22. Lettre de Trotsky à Neumann, 3 octobre 1929, A.H. 9363.
23. Lettre de Trotsky à Grylewicz, 12 octobre 1929, A.H. 8386.
24. Lettre de Trotsky à Frey, 24 octobre 1929, A.H. 8201.
25. Lettre de Frey à Trotsky, 31 octobre 1929, A.H. 1304.
26. Lettre de Trotsky à la minorité du Leninbund, 29 octobre 1929, A.H. 8387.
27. *Ibidem*.
28. Cf. Wolfgang Alles, *Zur Politik und Geschichte der deutschen Troztkisten ab 1930* (De la politique et l'histoire des trotskystes allemands à partir de 1930), 1978, Université de Mannheim, p. 19.
De plus les lettres de Roman Well, à l'entête de *Bolschewistische Einheit* (Linken Kommunisten), portent la mention : « Seit Juni 1929 Ortsgruppe des Leninbundes » (Groupe local du Leninbund depuis juin 1929).
29. Lettre de Joko à Trotsky, septembre 1929, A.H. 2092.
30. *Ibidem*.
31. Lettre de Joko à Trotsky, 18 octobre 1929, A.H. 2093.
32. Lettre de Jakob Frank à Landau, 13 août 1929, A.H. 11959.
33. Lettre de Trotsky à Neumann, 22 octobre 1929, A.H. 9364.
34. Lettre de Trotsky à Joko, 29 octobre 1929, A.H. 8582.
35. *Ibidem*.
36. Lettre de Trotsky à la minorité du Leninbund, 29 octobre 1929, A.H. 8387.
37. Jean van Heijenoort, *Sept ans auprès de Léon Trotsky*, Paris, Les Lettres Nouvelles - Maurice Nadeau, 1978, p. 221.
38. P. Broué : « La thèse de Maurice Stobnicer... », *op. cit.*, p. 6.
39. Lettre de Trotsky à Marguerite Rosmer, 24 décembre 1929, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 103-105.
40. Lettre de Trotsky à Landau, 7 janvier 1930, A.H. 8789.
41. Lettre de Trotsky à Grylewicz, 11 janvier 1930, A.H. 8388.
42. Trotsky : « Lettre ouverte à tous les membres du Leninbund », 6 février 1930, in *Writings*, 1930, *op. cit.*, pp. 87-95.

CHAPITRE IX

L'AFFAIRE BLUMKINE

En U.R.S.S. des bouleversements sont en cours à la fin de l'année 1929. Le plenum du comité central (10-17 novembre) a vu la capitulation et l'auto-critique des dirigeants de la droite, Boukharine étant exclu du bureau politique. Du côté de l'Opposition de gauche, Smirnov, Bogoulavsky et quelques centaines de déportés ont fini par capituler fin octobre. Mais ce n'est pas dans le parti, qui ne canalise plus les batailles politiques, que se situe l'enjeu de l'hiver 1929-1930. C'est dans les campagnes, pour la « liquidation des kou-laks », et dans les usines, pour la réalisation coûte que coûte du plan quinquennal, que l'avenir économique et surtout politique de l'U.R.S.S. se joue.

Staline semble maître du parti bolchevique puisqu'il contraint les dirigeants « droitiers » à se renier et certains capitulards de gauche à ramper. Mais il n'a pas brisé les forces sociales incarnées par ses adversaires dans le parti, qu'ils soient de « droite » ou de « gauche ». Bien que l'écrasante majorité des opposants soit en exil, dans les camps, il n'a pas mis un terme définitif au travail clandestin des opposants de gauche russes encore en liberté et n'a pas réussi à les isoler, à les priver de tout lien avec le parti. La destruction de tout travail oppositionnel relève plus que jamais de la répression policière. La politique économique d'ailleurs ne peut se placer que sous le signe de la coercition qui a marqué la collectivisation des campagnes et la réalisation du premier plan quinquennal. Et cette politique sur une grande échelle dicte du coup la nécessité de développer la répression, c'est-à-dire d'en développer les *moyens*. Le G.P.U., véritable cheville ouvrière de la collectivisation en lieu et place du parti, est ainsi appelé à des responsabilités de plus en plus larges.

C'est dans ce contexte politique, économique et social difficile où le parti de Staline devient véritablement le parti de la bureaucratie et le G.P.U. son bras armé, qu'éclate l'affaire Blumkine. Il s'agit de l'exécution à Moscou en décembre 1929 de Iakov Blumkine. L'information qui paraît le 29 décembre, dans un journal d'émigrés blancs à Paris, est laconique :

« Ces jours-ci, le légendaire Blumkine, le meurtrier de Mirbach a été arrêté. Blumkine a été accusé d'entretenir des relations secrètes avec Trotsky. Conformément à la sentence du G.P.U., Blumkine a été fusillé ». ¹

L'exécution d'un héros

L'homme ainsi exécuté à Moscou a eu un destin hors du commun en liaison avec celui de la révolution russe. Né en 1899 d'une famille bourgeoise,

après avoir poursuivi des études supérieures, Iakov G. Blumkine est à dix-huit ans à la fois militant du parti socialiste révolutionnaire de gauche (S.R.) et membre de la Tcheka à Moscou. Il est déjà appelé à de lourdes responsabilités qu'il va pleinement assumer : les S.R. de gauche, souhaitant une reprise des hostilités avec l'Allemagne, décident de la provoquer en assassinant l'ambassadeur allemand von Mirbach et confient cette tâche à Blumkine et un de ses camarades. L'attentat réussit, mais Blumkine est arrêté, condamné à mort. Trotsky le visite dans sa cellule et s'attache à le convaincre. Blumkine, secrètement gracié, va être admis dans les rangs du parti bolchevique qu'il sert dans des « missions impossibles » pour le G.P.U. et le service de renseignements de l'armée. Il se couvre de gloire pendant la guerre civile où il accomplit des missions dans les lignes blanches au compte des bolcheviks puis dans des voyages à des fins militaires au Moyen-Orient et en Mongolie. Il est à la fin de la guerre une figure de légende, l'as du contre-espionnage, collaborateur de Trotsky, servant dans son secrétariat personnel et l'aidant à l'édition des *Écrits militaires*.

Lié à Trotsky et à Radek, Blumkine est partisan de l'Opposition dès 1923. Ses activités professionnelles l'éloignent pourtant du combat et le placent dans une position difficile après l'exclusion de l'Opposition unifiée des rangs du parti. Il expose alors à ses supérieurs hiérarchiques, Menjinsky (successeur de Dzerjinsky à la tête du G.P.U.) et Trilisser (vice-président du G.P.U.) ses positions favorables à Trotsky et à l'Opposition qui sont désormais difficilement conciliables avec ses activités au sein du G.P.U., déjà chargé d'appliquer l'article 58 contre les opposants. Pour les deux responsables du G.P.U., il n'est pas question de perdre Blumkine qu'ils autorisent à conserver son poste dans la mesure où, du fait de son travail et de ses responsabilités, il ne peut avoir aucune activité en liaison avec l'Opposition. Ses activités passées au service de la Tcheka lui valent de toute évidence la confiance de ses supérieurs et ses convictions ne sauraient l'altérer. Blumkine, bien qu'opposant, est irremplaçable au service de l'Union soviétique. Cela reste vrai jusqu'en 1929.

Dès le bannissement de Trotsky, le contact est pris avec Blumkine. Le 2 avril, il est à Prinkipo, rédigeant à la demande de Trotsky une notice nécrologique concernant son camarade Efime Dreitser — jeune intellectuel, oppositionnel dès 1923, conseiller militaire en Chine, arrêté à son retour et que l'on croit mort — et la signant du pseudonyme de « Svoj »². A l'été, revenant d'une mission aux Indes, il est de nouveau chez Trotsky — qui ne reconnaîtra que cette visite-là. A-t-il été chargé d'une mission particulière dont nous ne savons rien ? N'a-t-il eu à porter que la lettre anodine d'instructions dont la copie se trouve dans les Archives de Trotsky à Harvard³ ? Selon les affirmations ultérieures de Trotsky, Blumkine l'aurait interrogé sur la compatibilité de ses tâches au G.P.U. avec ses idées oppositionnelles, comme il l'avait fait quelques années auparavant auprès de ses supérieurs. Le G.P.U. défendant l'Etat ouvrier et l'Opposition s'étant prononcée — notamment lors du conflit sino-soviétique — pour la défense de l'U.R.S.S. contre les agressions impérialistes, il n'y a pour Trotsky aucune contradiction ou incompatibilité et c'est un devoir pour les opposants de tenir leur rôle.

Les circonstances du retour de Blumkine à Moscou sont évidemment mal connues et une controverse s'est développée autour des conditions de son arrestation par le G.P.U. Il existe cinq versions différentes des événements qui l'ont précédée. Leur dénominateur commun est Karl Radek. Il est en effet formellement accusé par un opposant clandestin de Moscou (« N. ») d'avoir trahi Blumkine pour prouver à Iaroslavsky et Staline son repentir sincère⁴. Victor Serge, lui, affirme que Radek conseilla à Blumkine d'entrer en rapport avec Ordjonikidzé, président de la commission centrale de contrôle, afin d'exposer sa situation. Seul Deutscher blanchit Radek en reprenant l'hypothèse avancée par d'autres sur le rôle joué dans l'affaire par une maîtresse de Blumkine, agent elle aussi du G.P.U., qui l'aurait dénoncé. Or cette version est incontestablement la moins détaillée mais plus favorable à Radek que celle de l'ex-agent du G.P.U., Orlov, dans son livre *The Secret History of Stalin's Crimes* (L'histoire secrète des crimes de Staline), selon laquelle Elena Zubilina — qu'il mentionne comme « Lisa G. » — agent du G.P.U., avait été placée dans l'entourage de Blumkine pour lui soutirer des informations à la suite de la dénonciation de Radek. Il est en tout cas difficile de connaître le rôle exact de ce dernier — dont la culpabilité n'est pas prouvée malgré les fortes présomptions convergentes qui pèsent sur lui — et du même coup les circonstances exactes de l'arrestation de Blumkine. Relevons seulement que, pour Trotsky, Radek a fait verser le sang de son ami.

Victor Serge, dans *Destin d'une révolution*, indique que Blumkine, après sa condamnation, aurait demandé et obtenu un sursis pour écrire ses mémoires. Son travail achevé, il est exécuté le 25 décembre 1929.

Le 5 janvier 1930, Trotsky écrit une longue lettre aux Rosmer où il leur fait part de l'exécution de Blumkine et s'emploie à donner des faits la version qu'il veut imposer : un seul entretien, suite à une rencontre de « hasard » entre Blumkine et Léon Sedov dans Constantinople. Rappelant que les auteurs des attentats contre Lénine et les autres dirigeants bolcheviques n'avaient pas été exécutés, il écrit :

« Mais si on ne l'a pas fusillé en 1918 pour sa participation dirigeante à l'insurrection armée contre le pouvoir des Soviets, on l'a fusillé en 1929 pour cette raison que, servant courageusement la Révolution d'Octobre, il ne partageait pas sur les questions importantes, les idées de la fraction stalinienne et considérait de son devoir de répandre les idées des bolcheviks-léninistes (Opposition) ».⁵

Trotsky en tire les conclusions politiques suivantes :

« Blumkine est fusillé [...] sur l'arrêt du G.P.U. Un fait pareil n'a pu avoir lieu que parce que le G.P.U. est devenu l'organe personnel de Staline. [...] Le rôle principal dans le G.P.U. est joué par Iagoda, un carriériste détestable qui a lié son sort à celui de Staline et qui est prêt à accomplir sans réfléchir et sans discuter n'importe quel ordre de ce dernier. [...] Le bureau politique n'existe pas. Boukharine a raconté que Staline tient dans ses mains les membres du soi-disant bureau politique à l'aide de dossiers accumulés contre eux par le G.P.U. Dans ces conditions, l'exécution de Blumkine est une affaire personnelle de Staline ».⁶

Soulignant que le meurtre de Blumkine révèle la peur de Staline face à l'Opposition de gauche, Trotsky écrit :

« Par l'exécution de Blumkine, Staline veut dire à l'Opposition internationale des bolcheviks-léninistes qu'il possède à l'intérieur du pays des centaines et des milliers d'otages qui auront à payer de leur tête les succès du vrai bolchevisme sur l'arène mondiale. [...] Après les exclusions du parti, après les condamnations de familles à la famine, après les emprisonnements, les déportations, etc., Staline essaie d'effrayer l'Opposition par le dernier moyen qui lui reste entre les mains : le meurtre ». ⁷

Cette ligne de sang entre la fraction stalinienne et l'Opposition a été tracée délibérément par Staline et marque un tournant dans l'histoire du combat entre elles : il y avait certes déjà eu des morts parmi les opposants, à la suite de grèves de la faim ou de passages à tabac, ou encore de maladies en déportation. On peut considérer qu'il s'agissait de « bavures » dans lesquelles le G.P.U. avait évidemment une responsabilité certaine mais pas de politique délibérée d'assassinat. Mais dans le cas de Blumkine, il s'agit d'une exécution de sang froid. La décision n'en est que plus grave. Cette ligne de sang est donc annonciatrice de temps nouveaux : il n'est plus question pour Staline de tolérer les complicités agissantes dont bénéficie l'Opposition. Une telle radicalisation ne peut se justifier qu'en présence d'un ennemi de taille. C'est là le meilleur indice que la crise de l'Opposition russe a été surmontée et que Staline craint le développement de l'opposition internationale et les travaux politiques et littéraires de Trotsky.

Dans un texte intitulé « Le meurtre de Blumkine », Trotsky aborde l'affaire sous deux nouveaux angles. Et tout d'abord celui du rôle de Radek :

« Le sort personnel de Radek révèle avec un maximum de clarté le sort misérable des capitulards. La première étape du centrisme : « Après tout le centrisme n'est pas aussi mauvais que nous l'avions pensé ». La seconde : « Il faut nous rapprocher des centristes pour les aider dans leur lutte contre la droite ». La troisième : « Il nous faut payer pour le droit de lutter contre la droite en reconnaissant que le centrisme a raison ». Puis la dernière : « Le capitulard livre un oppositionnel bolchevique aux mains du G.P.U., le vouant ainsi à l'extermination ». ⁸

S'interrogeant sur le rôle de Smirnov et de Préobrajensky, Trotsky considère que, de toute façon, « ils ont assumé devant le parti et le prolétariat international la responsabilité de toute la pourriture de la bureaucratie stalinienne » et qu'ils « [...] ne peuvent être affranchis de toute responsabilité dans cette affaire ».

L'autre aspect de l'affaire Blumkine est lié à la déclaration de Rakovsky. Trotsky note en effet que « l'exécution de Blumkine a eu lieu après un intervalle significatif à la suite de l'envoi de la déclaration de Rakovsky, Kossior et Okoudjava ». Après avoir stigmatisé le rôle honteux des opposants qui ont condamné la déclaration comme une capitulation, Trotsky conclut :

« Blumkine a été fusillé parce qu'il était attaché à la cause de l'Opposition russe, celle-là même qui a signé la déclaration de Rakovsky et autres. Et ceux qui dénoncent ces derniers si sévèrement — il faut le dire à haute voix — n'ont pas même levé le petit doigt pour aider les oppositionnels russes en prison ou en exil. Au contraire, en la personne d'Urbahns, ils ont tout fait pour rendre cette aide impossible ». ⁹

Cette condamnation extrêmement sévère des capitulards et des « ultra-gauches » (Urbahns, Paz, etc.) révèle en fait la véritable intention de

Trotsky : l'Opposition pour venger ses morts et protéger ses militants russes doit engager une formidable bataille et, pour cela, se débarrasser des « opposants de salon ».

L'affaire Sacco-Vanzetti de l'Opposition de gauche

Le 5 janvier 1930, Trotsky expose aux Rosmer le type de campagne qu'il envisage pour l'Opposition internationale :

« Il faut immédiatement ouvrir une campagne internationale, dans laquelle chaque oppositionnel doit faire la besogne qui, dans d'autres conditions, se répartirait sur les épaules de trois, cinq ou dix camarades ». ¹⁰

L'objectif de cette campagne est clair :

« Avant tout il faut porter [le meurtre de Blumkine] à la connaissance de tous les communistes et exiger de la direction officielle du parti la confirmation ou le démenti du fait. [...] Il faut créer une telle atmosphère que de Paris, Berlin, Vienne, Prague, New York, on exige des explications de Moscou ». ¹¹

Il évoque une campagne de tracts brefs, distribués sans relâche, interrogeant les P.C., les harcelant. Afin d'être certain d'avoir été entendu, il écrit :

« L'affaire Blumkine doit devenir l'affaire Sacco-Vanzetti de l'Opposition communiste de gauche. La lutte pour le salut de nos amis de l'U.R.S.S. doit devenir en même temps la vérification des rangs de l'Opposition dans les pays d'Occident. Après avoir accompli une campagne à la manière révolutionnaire, c'est-à-dire avec la plus haute tension des forces et avec le dévouement suprême, l'Opposition s'élèvera d'un coup d'une tête entière. Cela nous donnera le droit de dire que Blumkine n'a pas donné sa vie en vain ». ¹²

Le 28 janvier, Trotsky rejette l'assertion d'un organe menchevique selon laquelle Blumkine était son émissaire depuis longtemps en écrivant :

« [...] Blumkine travaillait durant ces années en Mongolie, en Europe où je n'avais pas besoin d'un émissaire secret ». ¹³

La campagne de l'Opposition internationale va se faire essentiellement par voie de presse. Le 31 janvier, *La Vérité* publie la lettre de « N. » de Moscou, en première page, accompagnée d'une « Note de la rédaction du Bulletin de l'Opposition russe » — identique au texte intitulé « Le meurtre de Blumkine » — dans laquelle on peut lire :

« La presse stalinienne se tait. Elle ne sait pas comment « expliquer » l'assassinat du camarade Blumkine. Devant ce crime abominable qu'elle sait bien pourtant ne pouvoir étouffer, elle hésite, elle cherche encore. Chaque grave mesure prise contre l'Opposition a toujours été précédée d'une « préparation » habile et méthodique destinée à tromper les ouvriers. Pour prévenir le sursaut de révolte que les déportations des meilleurs ouvriers de la Révolution d'Octobre devait provoquer, Staline et le G.P.U. échafaudèrent le « complot » de l'Opposition avec un ancien officier de Wrangel — qui était un agent du G.P.U. Aujourd'hui, devant le cadavre du camarade Blumkine, Staline et ses exécuteurs restent à court d'imagination ».

La revue de l'Opposition aux Etats-Unis, *The Militant*, publie le 8 février 1930 un article intitulé « Qu'est-il arrivé à Blumkine ? Que Staline et les dirigeants du parti américain répondent ! » dans lequel la rédaction, après avoir

repris des passages de la lettre de Trotsky aux Rosmer au sujet de l'affaire Blumkine, s'adresse aux dirigeants du P.C. américain :

« Si l'information de l'exécution de Blumkine est fautive, alors faites une déclaration publique en ce sens dans la presse du Parti ! Si ce crime abominable a réellement été commis, en endossez-vous la responsabilité en commun avec Staline, devant la classe ouvrière révolutionnaire ? Si vous assumez la co-responsabilité de cet assassinat, ferez-vous une déclaration en ce sens dans la presse du Parti ? Nous attendons la réponse des dirigeants du Parti, car il y a encore beaucoup à dire à propos de cette effroyable action ».

C'est le signal d'une longue et opiniâtre campagne de l'Opposition américaine.

En Allemagne, la situation de l'Opposition va rendre cette campagne difficile. Le 28 janvier, Grylewicz adresse à Trotsky quelques tracts de ses partisans allemands au sujet de l'assassinat de Blumkine et signale que la direction officielle n'a toujours rien publié, alors qu'elle est informée. De leur côté, la minorité du Leninbund et l'Opposition de Wedding ont créé en commun une direction de trois personnes pour mener la campagne sur Blumkine. Cinq mille exemplaires du tract élaboré par cette direction seront distribués aux militants du K.P.D., dans les réunions, etc. Le 29 janvier, *Volkswille* publie enfin l'information de l'assassinat de Blumkine :

« Nous appelons tous les travailleurs à protester contre les mesures de terreur de Staline contre l'opposition russe. Nous invitons tous les travailleurs à interroger l'organe de Staline en Allemagne : pourquoi le camarade Blumkine a-t-il été fusillé ? [...] Nous savons que des milliers de membres du K.P.D. ne sont pas d'accord avec les mesures politiques et organisationnelles prises par leur bureaucratie contre les opposants. Nous demandons à ces militants du K.P.D. de nous aider dans le combat contre le cours stalinien, qui brise la Révolution d'Octobre ».

Le 12 février, *Volkswille*, sous le titre « Staline fait fusiller des révolutionnaires », publie la lettre de « N. » de Moscou mais pas la « Note de la rédaction du *Biulleten Oppositsii* ». En revanche, la rédaction de *Volkswille* en cite de brefs passages et se livre à une longue critique. Elle parle d'une intervention sans fondements de la rédaction du *Biulleten* et accuse :

« La rédaction du *Biulleten* continue ouvertement les méthodes du stalinisme et demande avec une autorité absolue et entière d'être d'accord ou d'être désignés comme « faux amis » et « traîtres » ». ¹⁴

Accusé par le *Biulleten* de ne pas avoir levé « le petit doigt » pour défendre l'opposition russe, Urbahns répond qu'en dépit des divergences politiques, le Leninbund a toujours été son défenseur — comme Paz :

« Nous tenons pour irresponsable l'attaque de la rédaction du *Biulleten*. Car elle ne peut qu'entraîner de la confusion dans les rangs de l'Opposition internationale, et servir uniquement également au régime stalinien, au moment où les travailleurs refusent les méthodes de terreur de Staline contre les représentants de l'opposition russe ». ¹⁵

Cette polémique ne peut évidemment permettre de développer la campagne que *Volkswille*, dans son édition de la fin janvier, semblait pourtant préparer. La différenciation se déroule comme un processus irréversible, Urbahns provoquant la scission du Leninbund le 23 février.

De son côté, *La Vérité* poursuit sa campagne et le 17 février, Trotsky écrit à Marguerite Rosmer :

« *L'Humanité* ne veut toujours pas répondre à la question Blumkine. C'est maintenant un point d'honneur pour *La Vérité* de lui forcer la main ». ¹⁶

Mais *l'Humanité* ne répondra pas. Aux Etats-Unis, *The Militant*, le 15 février, interpelle publiquement le principal dirigeant du P.C. américain, William Z. Foster qui revient précisément de Moscou :

« Blumkine a-t-il été assassiné ? Pourquoi ? William Z. Foster [...] doit savoir. Assume-t-il la responsabilité avec Staline de ce crime inouï ? [...] Et les autres dirigeants du Parti ? Qu'ils s'expriment publiquement ! Ou veulent-ils que l'affaire Blumkine devienne l'affaire Sacco-Vanzetti du mouvement communiste ? OUI OU NON ! BLUMKINE A-T-IL ÉTÉ ASSASSINÉ ? RÉPONDONS-NOUS, FOSTER ! ET DIS-NOUS POURQUOI ! »

The Militant du 22 février annonce une « réponse » du parti communiste américain et publie la lettre de Moscou accompagnée de la note de la rédaction du *Biulleten Oppositsii*. La réponse du journal du P.C.A., *Daily Worker*, est un « torrent de vitupérations et de calomnies » ainsi que l'écrit la rédaction du *Militant* :

« [Le *Daily Worker*] a déclaré que nous sommes dans le camp contre-révolutionnaire avec le Pape, [...] avec la réaction française [...] et le reste. Il dit que nous avons lancé le vieux cri de guerre de la réaction contre les soviets. « Le seul changement qu'il a subi depuis les journées de 1917 » écrit le *Daily Worker*, « est que « Lénine l'assassin » est maintenant devenu « Staline l'assassin » ». Pas du tout, Messieurs. [...] Lénine était l'instrument de la révolution prolétarienne contre la classe ennemie. Staline est l'instrument des éléments thermidorien contre l'avant-garde prolétarienne. Là est la différence ».

Ainsi l'insistance du *Militant* a contraint le *Daily Worker* à aborder ce sujet tabou et obligé le P.C. à utiliser à nouveau la calomnie et les mensonges les plus grossiers pour éviter de répondre sur le fond de l'affaire Blumkine :

« Ils ne peuvent pas démentir parce qu'ils savent que Blumkine a été tué. Ils n'osent pas défendre cet acte publiquement et franchement parce que tout travailleur honnête reculerait d'horreur devant eux ».

De semaine en semaine, *The Militant* poursuit sa campagne sur l'affaire Blumkine, employant des moyens adaptés : grands encarts en caractères gras en page de couverture, publication de tous les documents parvenant de Trotsky, articles réguliers, etc.

Après le *Daily Worker*, c'est la *Rote Fahne* de Vienne qui est à son tour contrainte de s'exprimer sur l'affaire Blumkine, à la suite d'une polémique avec la presse social-démocrate qui « [...] n'a pas raté une telle occasion de rehausser son image de marque » ¹⁷ alors qu'elle est responsable des assassinats des dirigeants spartakistes en janvier 1919, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg et de milliers de révolutionnaires. Trotsky, dans son article intitulé « Oui ou non ? Une première réponse sur le meurtre de Blumkine », polémique contre les déclarations de la *Rote Fahne* de Vienne :

« Que dit en substance la *Rote Fahne* viennoise ? Elle considère la rumeur de l'exécution de Blumkine comme « un grossier mensonge que n'importe quel imbécile

démasque au premier coup d'œil ». Cela semble être une réfutation décisive. [...] Malheureusement, toutefois, la réfutation devient considérablement moins catégorique ensuite ». 18

Soulignant que la *Rote Fahne* a attendu six semaines pour s'exprimer dans cette affaire, Trotsky relève le double jeu sinistre qu'elle pratique :

« Mais après un début si catégorique, la *Rote Fahne*, dans les lignes suivantes, imperceptiblement transforme son démenti. La « calomnie » est maintenant que Blumkine a été fusillé « simplement parce qu'il était trotskyste, ce légendaire Blumkine ». [...] Le journal stalinien de Vienne laisse clairement la porte ouverte pour deux versions : le démenti catégorique du fait lui-même, c'est-à-dire le meurtre de Blumkine par Staline, et la reconnaissance de ce fait, mais sur un « jour » différent et pas encore au point pour le moment ». 19

Pour Trotsky, il est clair que la *Rote Fahne* attend de connaître la version choisie par le responsable de cet assassinat. La « réponse » du *Daily Worker* et la difficile manœuvre de la *Rote Fahne* indiquent l'embarras dans lequel Staline a placé ses propres troupes à l'étranger. Le G.P.U. est un « syndicat du crime » en U.R.S.S. mais il n'est enore qu'une simple agence de renseignements à l'étranger. Seul Jacquemotte, dirigeant du P.C. belge, osera répondre à un opposant dans un meeting que Blumkine était un contre-révolutionnaire qui luttait pour le renversement du régime des soviets. 20

L'Opposition internationale ne parvient pourtant pas à donner à cette campagne tout le relief et l'ampleur nécessaires. On peut trouver un élément d'explication dans ce que Rosmer écrit à Trotsky, le 7 mars 1930 :

« Notre action en réponse à l'assassinat de Blumkine est insuffisante. Il faut dire qu'il y a eu des résistances dans notre propre groupe et de la part des camarades habituellement les plus actifs et les plus entreprenants, qui objectaient que le moment était défavorable, toute la presse étant déchaînée contre l'Union soviétique et les « Jeunesses patriotes » manifestant dans la rue et se dirigeant en bandes vers l'ambassade. Il a fallu remonter ce courant, et notre action s'en est forcément ressentie ». 21

Cette explication est insuffisante par rapport à la faiblesse relative des résultats de la campagne menée par l'Opposition internationale. Cependant cette « faiblesse des résultats » ne saurait justifier à son tour l'appréciation d'Isaac Deutscher :

« Le sort de Blumkine ne suscita même pas la plus minime fraction de l'indignation qui avait été provoquée par l'exécution de Sacco et Vanzetti. Il était beaucoup plus facile d'éveiller la conscience de la gauche contre une erreur judiciaire commise par la justice d'un Etat bourgeois que de la mobiliser contre une *Justizmord* commise dans un Etat ouvrier ». 22

Il y a là manifestement une interprétation erronée des buts politiques de Trotsky et de l'Opposition internationale. Comme fraction internationale de l'I.C. et des P.C., c'est à « l'opinion publique » de ces P.C. que l'Opposition s'est adressée. Elle ne pouvait dans cette affaire en appeler à aucune autre force politique qu'au mouvement communiste lui-même et en son sein au noyau prolétarien des P.C., aux militants susceptibles de combattre la dégénérescence incarnée par la bureaucratie. L'affaire Blumkine n'échappe pas aux données objectives du mouvement communiste mondial, redressement

ou dégénérescence des P.C., et aux nécessités subjectives de l'Opposition, clarification et différenciation de ses rangs. Il apparaît que l'Opposition ne sort pas significativement de cette campagne, puisqu'elle n'a pas influencé sensiblement les militants des P.C. mais elle a agi comme une force en train d'émerger au niveau international, avec une cohésion réelle. Et c'est un fait d'une grande importance du point de vue de ses perspectives. Il n'en demeure pas moins vrai qu'elle n'a pas « [...] réussi à entamer l'indifférence de pierre » 23, selon la formule de Deutscher, des militants des P.C. qu'elle tente de gagner à sa cause. Mais ce problème-là dépasse largement le cadre de l'affaire Blumkine et représente en fait une constante depuis 1923.

Zigzags économiques et répression en U.R.S.S.

Dans sa « Lettre ouverte aux membres du parti bolchevique », Trotsky insiste sur la signification de l'exécution de Blumkine :

« La déclaration du camarade Rakovsky [...] était une application du front unique à l'égard du parti officiel. La direction centriste y a répondu en aggravant les rigueurs de la répression. L'Opposition ayant sincèrement proposé d'atténuer la *rigidité d'organisation* de sa lutte en faveur d'une ligne purement marxiste, l'appareil y a répondu en faisant fusiller Blumkine ». 24

Cette répression accrue contre l'Opposition intervient au moment où Staline, sur une ligne ouvertement ultra-gauche, se prononce pour la « collectivisation intégrale » et l'accélération à outrance de la réalisation du plan quinquennal. La ligne de Staline est désormais « Au diable la N.E.P. » titre de son discours du 27 décembre 1929. Après avoir sous-estimé le rythme de l'industrialisation (dénonçant comme super-industrialiste l'Opposition qui avançait un chiffre de 15 à 20 % d'accroissement annuel), Staline décide la liquidation du koulak en tant que classe et la collectivisation intégrale (suppression de vingt-cinq millions de petites fermes privées) et la réalisation du plan prévu pour cinq ans en quatre puis en trois et enfin en deux ans et demi ! Cet « aventurisme économique » ainsi que le caractérise Trotsky provoque un gigantesque bouleversement économique et social de l'U.R.S.S. De nombreuses lettres en provenance d'Union soviétique indiquent l'inquiétude des opposants devant ce cours de Staline dont ils considèrent qu'il fait courir les plus graves dangers au régime des soviets. Trotsky, au cours de l'hiver 1929-1930, consacre de nombreux articles aux problèmes économiques de l'U.R.S.S. A propos des rythmes d'industrialisation, il souligne les progrès fantastiques de l'économie russe qu'il convient d'attribuer non pas à Staline mais aux capacités dégagées par la Révolution d'Octobre et l'industrialisation socialiste dont Trotsky écrit qu'elle a « [...] des possibilités infinies » 25. En revanche, il critique le nouveau cours de Staline :

« Le pari sur l'industrialisation et la collectivisation intégrale découle entièrement de la théorie du socialisme dans un seul pays. [...] La collectivisation intégrale signifie l'introduction dans les fermes collectives de toutes les contradictions de la campagne. L'industrialisation sur la base des facteurs subjectifs [...] est en train de préparer une très sévère crise ». 26

Cette crise ne tarde pas à arriver tant le rythme de la collectivisation dépasse largement les possibilités matérielles, notamment en matière d'outillage agricole. Les kolkhozes sont pour la plupart artificiels et comme l'écrivit Trotsky « la destruction de la classe des koulaks en dehors des kolkhozes est non seulement impuissante à régénérer la trame économique de la classe paysanne mais ne peut pas non plus empêcher la naissance du koulak à l'intérieur des kolkhozes »²⁷. Le 2 mars 1930, Staline dénonce publiquement le « vertige du succès » et les excès de la collectivisation. C'est le signal d'une retraite qui tourne dans bien des cas à la débandade, à la décollectivisation massive. Ce virage, cette reculade de Staline, rappellent le caractère aventuriste de sa politique et la possibilité d'une « néo-N.E.P. » est envisagée par les opposants. Ainsi un tournant brusque à droite, juste complément d'un cours ultra-gauche prolongé, est de nouveau possible. L'Opposition de gauche se doit d'intervenir dans cette situation pour exprimer ses positions politiques en défense de l'Etat ouvrier en pleine crise. C'est ainsi que ses principaux dirigeants préparent une nouvelle déclaration en vue du XVI^e congrès du parti bolchevique. Cette déclaration reprend et réaffirme nombre de positions défendues dans la précédente déclaration du 4 octobre 1929. Rakovsky et Kossior auxquels se sont joints Mouralov et Kasparova abordent notamment les conséquences du rythme effréné de la collectivisation et de la réalisation du plan quinquennal :

« La question est posée devant le parti : que faire pour que la retraite ne se transforme pas en fuite désordonnée, en *catastrophe* ? La gravité de la situation atteint un degré qu'on n'a jamais connu depuis la fin de la guerre civile ».²⁸

Leur diagnostic politique de la nature de l'Etat soviétique est lourd de conséquences :

« D'un Etat prolétarien à déformations bureaucratiques — comme Lénine définissait la forme politique de notre Etat — nous sommes en train de passer à un Etat bureaucratique à survivances prolétariennes communistes ».²⁹

Les signataires de la déclaration proposent une série de mesures pour mettre un terme à cette situation difficile et dangereuse, et notamment :

« Abolition formelle de la collectivisation intégrale, arrêt de la dékoulakisation en masse et de l'expulsion des koulaks des campagnes [...] ».

Cette opposition qui combat le cours stalinien dans les pires conditions de répression présente un visage sensiblement différent de celui de 1929, avant la vague de capitulations. Elle compte encore trois dirigeants de premier plan : Rakovsky, Sosnovsky et Mouralov, signataires de la déclaration au XVI^e congrès. Ils sont entourés de militants moins connus hors d'Union soviétique et de « jeunes » issus de la génération de 1917. Ce sont ces militants qui assurent la continuité de l'Opposition de gauche. Les conditions de son combat n'ont pas cessé de s'aggraver pendant l'hiver 1929-1930 en liaison avec le zigzag économique de Staline. Le transfert de Rakovsky à Barnaoul, l'assassinat de Blumkine sont destinés à intimider l'Opposition. Quelques mois après, cette affaire connaît un indéniable prolongement dans l'exécution d'un officier du G.P.U., Rabinovitch, et d'un journaliste sans-parti, Silov, tous deux accusés d'un prétendu « sabotage dans les chemins de fer » mais

dont le véritable « crime » est d'avoir informé l'Opposition de l'exécution de Blumkine. Les exécutions de Silov et Rabinovitch confirment la volonté de Staline de s'assujettir définitivement le G.P.U. et de couper l'Opposition de tout lien, aussi ténu soit-il, avec lui. Dans de telles conditions de violence répressive, d'isolement, déportés dans les camps, les opposants russes ne peuvent plus jouer de rôle quant à la construction de l'Opposition internationale dont ils ne sont que peu informés. En revanche, le maintien d'une section russe et la poursuite de son combat idéologique et politique est d'une importance capitale pour l'Opposition internationale, qui en est le prolongement historique et pour qui la question russe demeure un des problèmes décisifs.

NOTES

1. Cité par Trotsky dans une lettre aux Rosmer, 5 janvier 1930, in Broué, *Correspondance*, op. cit., pp. 111-117.
2. Voir l'article de P. Broué : « Compléments sur les trotskystes en U.R.S.S. » in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 24, décembre 1985, pp. 63-72.
3. Trotsky, « Message confié à Blumkine », août 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, op. cit., pp. 83-85.
4. « N. » : « Lettre de Moscou », 25 décembre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, op. cit., pp. 129-132.
5. Lettre de Trotsky aux Rosmer, 5 janvier 1930, in Broué, *Correspondance*, op. cit., pp. 111-117.
6. *Ibidem*.
7. *Ibidem*.
8. Trotsky, « Le meurtre de Blumkine », décembre 1929, in *Biulleten Oppositsii*, n° 9, février-mars 1930.
9. *Ibidem*.
10. Lettre de Trotsky aux Rosmer, 5 janvier 1930, in Broué, *Correspondance*, op. cit., pp. 111-117.
11. *Ibidem*.
12. *Ibidem*.
13. Lettre de Trotsky aux Rosmer, 28 janvier 1930, A.H. 9855.
14. « Stalin läßt Revolutionäre erschießen » (Staline fait fusiller des révolutionnaires), in *Volks-wille*, n° 16, 12 février 1930, p. 1.
15. *Ibidem*.
16. Lettre de Trotsky à Marguerite Rosmer, 17 février 1930, A.H. 9921.
17. Trotsky, « Oui ou non ? Une première réponse sur le meurtre de Blumkine », 1^{er} mars 1930, in *Writings*, 1930, op. cit., pp. 120-122.
18. *Ibidem*.
19. *Ibidem*.
20. D'après *The Militant*, n° 16, 19 avril 1930, p. 2.
21. Lettre d'A. Rosmer à Trotsky, 7 mars 1930, in Broué, *Correspondance*, op. cit., pp. 128-130.
22. I. Deutscher, *Trotsky*, tome V, op. cit., pp. 133-134.
23. *Ibidem*.
24. Trotsky, « Lettre ouverte aux membres du parti bolchevique », 23 mars 1930, A.H. T.3315.
25. Trotsky : « L'aventurisme économique, ses conséquences et ses dangers », 13 février 1930, A.H. T.3112.
26. Trotsky : « Lettre à un militant d'U.R.S.S. », 7 février 1930, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, op. cit., pp. 149-150.
27. Trotsky : « Lettre ouverte aux membres du parti bolchevique », 23 mars 1930, A.H. T.3315.
28. Rakovsky, Kossior, Mouralov, Kasparova : « Déclaration en vue du XVI^e congrès du P.C.U.S. », 12 avril 1930, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, op. cit., pp. 90-103.
29. *Ibidem*. Comme le relève P. Broué (in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, op. cit., p. 97, note 6), ce passage va provoquer ultérieurement une vive polémique dans les rangs de l'Opposition russe.

NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS INTERNATIONAUX

Dans la foulée des périodes de clarification et de différenciation politiques, l'Opposition de gauche internationale tend à présenter un profil plus net, une plus grande cohésion, résultats des combats passés (conflit sino-russe, déclaration de Rakovsky, « troisième période », affaire Blumkine, etc.). Elle se structure autour de deux pôles qui sont politiques avant d'être géographiques : *La Vérité* en France et *The Militant* aux Etats-Unis, l'hebdomadaire français jouant le rôle d'organe international. Mais cela ne saurait faire oublier le rôle de Trotsky et de Léon Sedov à Prinkipo.

Les nouveaux contacts de *La Vérité*

En France, se constitue selon Rosmer, « [...] un vaste front unique qui va du parti aux anarchistes en passant par les diverses variétés de syndicalistes [...] »¹ contre *La Vérité*. Pourtant l'opposition progresse. *La Lutte de Classes* change de format et de périodicité tandis que *La Vérité* fait l'objet de commentaires élogieux de la part de Trotsky :

« [...] Le numéro 16 de *La Vérité* me plaît beaucoup. La « Vérité » est en marche ; rien ne l'arrêtera ».²

Cette appréciation est complétée ainsi :

« Je vous ai déjà communiqué hier l'impression que m'avait faite le numéro 16. Je l'ai lu après attentivement et mon impression s'est encore renforcée. Vraiment le communisme français n'avait pas encore une édition qui soit faite si solidement et si honnêtement. [...] Avec un instrument pareil, nous ne pouvons pas ne pas réussir ».³

Les vieux contacts de *La Vérité* et de Rosmer avec la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche se renforcent malgré les difficultés rencontrées dans ces pays. La situation de l'Opposition belge, après avoir été des plus encourageantes, est très préoccupante : une grave crise (divergences d'interprétation du conflit sino-russe, griefs entre militants) casse littéralement en deux l'opposition entre d'une part, le groupe de Bruxelles dirigé par van Overstraeten et le secrétaire à l'organisation, Adhémar Hennaut, et d'autre part, le groupe d'ouvriers de Charleroi dirigé par un des fondateurs du P.C. belge et de son opposition de gauche, Léon Lesoil, conducteur de travaux dans les mines. Les militants de la fédération de Charleroi refusent de vendre l'organe de l'opposition belge, *Le Communiste*, dont ils jugent la ligne fautive. Rosmer se rend en Belgique courant décembre 1929 pour rapprocher les points de vue

et obtenir du groupe de Charleroi qu'il vende de nouveau *Le Communiste*. La cassure de l'Opposition belge est profonde et la tâche de Rosmer délicate.

La conséquence immédiate en est le marasme de l'opposition belge puisque le groupe le plus actif, celui des mineurs et métallurgistes de Charleroi, refuse de travailler avec le C.C. de Bruxelles et prive indirectement l'opposition de moyens financiers en ne vendant plus les neuf cents exemplaires — sur un total de mille six cents pour toute l'opposition belge — du *Communiste* qu'ils vendaient habituellement. Cette grave crise connaît une accalmie avec le retour des militants de Charleroi au travail commun avec ceux de Bruxelles, Trotsky ayant écrit aux premiers pour les assurer de son soutien politique (sur l'analyse du conflit sino-russe et concernant les erreurs de la direction de l'opposition belge sur ce point) mais également pour les enjoindre à ne pas rompre avec Bruxelles :

« Vous n'êtes pas seuls, camarades de Charleroi ; vous devez vous aligner sur l'opposition internationale. Continuez à défendre votre point de vue, qui est juste. Faites tout ce qui est possible pour éviter la scission ». ⁴

Mais Trotsky envisage cette dernière éventualité et précise dans une lettre à Marguerite Rosmer, le 8 janvier 1930 :

« Si on ne parvient pas à éviter la scission, il faut qu'il ait scission Bruxelles-Charleroi mais aussi entre deux groupes de Bruxelles ». ⁵

La scission n'intervient pas mais la tension latente laisse présager de nouveaux problèmes. Le 24 mars, van Overstraeten annonce sa démission et se retire de l'opposition. L'aspect le plus préoccupant est qu'il a également cessé de correspondre avec Rosmer, le privant de toute possibilité d'intervenir. Cette grave crise met un terme aux excellentes perspectives de l'opposition belge et l'empêche de jouer le rôle de phare qui aurait dû être le sien au plan international.

Les mois de novembre et décembre 1929 sont tout de même fastes pour le travail international des opposants français qui aident à la constitution d'un groupe juif et au lancement de sa revue *Klorkheit* (Clarté) et d'un groupe d'opposants hongrois. Le « Groupe juif » compte une vingtaine de membres, issus du groupe de langue juive du P.C. Les perspectives hongroises sont également excellentes : outre le groupe hongrois aux U.S.A. autour de Louis Basky et du journal *Proletár*, c'est au cours du mois de décembre 1929 que les militants de *La Vérité* ont réussi à recruter un noyau de Hongrois membres du P.C.F. à la tête duquel se trouve un militant émigré du nom de Karoly Szilvassý. Par Hynek Lénorovič, qui a, avec son collaborateur Karoly Terebessý, une base chez les Hongrois de Bratislava, on a réussi à établir un contact avec différents groupes d'opposition à l'intérieur du P.C. et des J.C. en Hongrie. Un voyage de Szilvassý à Vienne permet de faire le point et de nouer le lien : le groupe « hongrois » de Hongrie intitulé Jövö est constitué d'un peu plus d'une centaine de militants des Jeunesses, un groupe très ouvrieriste mais parfaitement soudé et très combatif que dirige le jeune Hartstein. Des plans sont préparés pour la publication en Hongrie d'un organe clandestin de l'opposition, qui viendrait doubler la presse déjà existante de l'exil.

Les perspectives de l'Opposition de gauche en Espagne, où le parti officiel a été complètement désarticulé par la politique dictée à Moscou, semblent très favorables. Andrés Nin, qui fut membre de l'Opposition unifiée, est toujours en U.R.S.S. où il végète après avoir été exclu du parti bolchevique et de ses responsabilités à l'Internationale syndicale rouge. Mais sa présence à Moscou a été fort utile. D'une part, il semble bien que ce soit lui qui ait gagné aux idées de l'Opposition le syndicaliste noir de Cuba, l'ouvrier Sandalio Junco. D'autre part, c'est par son intermédiaire que les pionniers du communisme en Espagne ont été informés de ce qui se passait réellement en U.R.S.S. et des idées de l'Opposition. Luis García Palacios, l'ancien secrétaire général des J.C., a affirmé son accord avec cette dernière et l'a manifesté en applaudissant — seul dans la salle — une intervention de Trotsky au plenum de l'exécutif de l'I.C. qui a décidé son exclusion. Il est alors reparti en Espagne.

Pendant plusieurs années, Francisco García Lavid, dit Henri Lacroix, ouvrier du bâtiment, cadre du P.C.E., a également séjourné en U.R.S.S., et collaboré à *Inprekorr* (Correspondance internationale). Il a milité avec l'Opposition russe, affirmé des divergences d'ailleurs avec Nin, qu'il juge « opportuniste » et salué le courage de García Palacios. A sa sortie d'U.R.S.S. en 1928, il va travailler au Luxembourg, d'où il est expulsé après le 1^{er} août 1929. Il va alors en Belgique où il devient le responsable des groupes communistes de langue espagnole de Belgique et du Luxembourg, qu'il va entraîner avec lui dans le soutien à l'Opposition et au comité central du P.C. belge inspiré — à l'époque — par van Overstraeten. Il est en contact dès 1928 avec le groupe de *Contre le Courant*. En 1929, il se met à la tâche de la construction d'une section espagnole de l'opposition, prend contact par lettre avec des pionniers du parti en Espagne, Esteban Bilbao et Juan Andrade.

Parallèlement, en décembre 1929, un fonctionnaire du P.C.E. qui venait de passer plusieurs années à Moscou, récemment exclu de ce parti, Julián Gómez García dit Gorkin, prenait contact avec les oppositionnels français et commençait à collaborer à *La Vérité*. Quand se tient à Liège, le 28 février 1930, la première conférence de l'Opposition de gauche, organisée par le groupe García Lavid, les perspectives sont bonnes de la constitution rapide d'une opposition « à l'intérieur » avec, dans toutes les régions, des militants chevronnés et une influence réelle à la direction du parti aux Asturies. C'est dans ce but que Lacroix s'est rendu en Espagne, d'où il commence à écrire pour *La Vérité* au mois de mars 1930. A Trotsky qui espère beaucoup du retour en Espagne de ces militants, Rosmer annonce le 7 mars qu'ils « [...] sont déjà sur place depuis une semaine » ⁶, et le travail politique amorcé.

L'attitude des opposants italiens bordiguistes est plus que réservée et prudente à l'égard de l'opposition internationale, dans l'attente de la libération de leur dirigeant et théoricien, Amadeo Bordiga, fondateur et principal dirigeant du P.C.I., critiqué par Lénine pour ses conceptions ultra-gauches (cf. *La maladie infantile du communisme : le « gauchisme »*), éliminé de la direction du P.C.I. en 1926 et arrêté, fin 1926, déporté en Sicile puis dans les îles Lipari. Les opposants italiens en émigration sont toujours sans nouvelle de lui, plusieurs semaines après la date de libération prévue. Les groupes bordi-

guistes, qui regroupent l'émigration italienne, publient un journal, *Prometeo* (Prométhée), et sont en contact avec Rosmer. Le 25 septembre 1929, Trotsky avait, dans une « Lettre aux communistes de gauche italiens partisans du camarade Bordiga »⁷, souligné la proximité de vues entre ces opposants et l'opposition internationale et souhaité un rapprochement. Mais quoique Rosmer ait signalé à Trotsky de bonnes relations avec les bordiguistes de Paris au mois de janvier 1930, des divergences politiques séparent les opposants italiens des opposants français avec qui ils sont en contact. La véritable difficulté ne réside pas tant dans ces divergences que dans le refus des opposants italiens de prendre nettement position en l'absence de Bordiga. Trotsky, inquiet de l'absence de nouvelles claires sur le sort personnel de Bordiga, s'irrite de cette attitude des groupes bordiguistes et l'écrit à Rosmer :

« La question italienne (bordiguiste) reste pour moi tout à fait énigmatique et par cela même inquiétante. [...] Je ne crois pas que nous puissions continuer à les traiter dorénavant comme on l'a fait jusqu'à ces temps-ci. Ces camarades restent sur le plan étroitement national. Ils ont peur de s'approcher des autres. Ils ne participent pas à la vie internationale. Ils se forment sur beaucoup de questions des idées bizarres. Si l'on continue à le tolérer passivement, ils nous joueront, et à eux-mêmes aussi, un mauvais tour, du genre d'Urbahns. [...] Il faut leur forcer la main coûte que coûte... Nous ne pouvons pas attendre avec eux le moment où Bordiga aura la possibilité de se prononcer. S'il y a la confusion et l'indécision dans leurs rangs, il faut provoquer la différenciation. En somme, nous avons besoin d'avoir des amis décisifs dans la classe ouvrière italienne ».⁸

L'attitude très ouverte de Trotsky à leur égard, la volonté d'ouvrir la discussion sur le fond des divergences afin de rapprocher ces opposants de l'ensemble de l'opposition internationale, les contacts avec Rosmer, ne permettent pourtant pas d'envisager des perspectives favorables avec un groupe plus soucieux de démocratie interne poussée à l'extrême que d'activité réelle, sans véritable perspective en Italie même. Même en ce qui concerne l'Italie, l'Opposition de gauche internationale va trouver de nouveaux contacts.

En effet, en avril 1930, c'est *via* Rosmer — avec qui le contact a été pris et qui retransmet loyalement au groupe — que les oppositionnels de Paris prennent un contact qui apparut alors aussi précieux que significatif. Trois des dirigeants historiques du parti communiste d'Italie en exil, l'ancien bordiguiste Pietro Tresso qui fit partie du triangle de direction du parti clandestin, l'ancien collaborateur d'Antonio Gramsci — un des principaux dirigeants du P.C.I., en prison depuis 1926 — et directeur du journal *Ordine nuovo* (Ordre nouveau), Alfonso Leonetti, et le dirigeant syndical Paolo Ravazzoli — en termes clandestins Blasco, Feroci et Santini — trois des dirigeants les plus connus du parti clandestin prennent contact avec l'Opposition de gauche et acceptent de donner à *La Vérité* les informations sur le conflit dans le P.C. d'Italie : la bataille fait rage autour du « tournant » décidé à Moscou et qui engage dans la politique de la « troisième période » un parti déjà épuisé et exsangue. Les « trois » se battent depuis plusieurs mois mais le conflit au comité central de mars 1930 a été particulièrement violent et laisse prévoir une exclusion prochaine. Ce sont Leonetti et Ravazzoli qui vont rendre visite à Rosmer début avril 1930 et, du coup, apporter à l'Opposition de

gauche ce renfort de poids — au moins moralement — puisque les « trois » représentent une période historique du P.C.I. vécue en Italie même et non pas à Moscou, et finalement au moins pour deux, le courant de Gramsci qui, depuis son arrestation, a été systématiquement rejeté dans l'ombre par une équipe qui n'a pas besoin d'un maître à penser dans la mesure où elle est réduite au rôle d'exécutante. En outre, avec les « trois », ce sont des communistes différents, des hommes d'une sensibilité nouvelle dans les rangs de l'opposition internationale où la Nuova Opposizione Italiana (Nouvelle Opposition Italienne) va constituer l'aile la plus « opportuniste » — sans connotation péjorative. Ils ne sont d'ailleurs pas seuls et amènent avec eux d'autres militants eux aussi représentatifs, comme la militante ouvrière Teresa Recchia ou encore « Giacomini », Mario Bavassano, formé à Moscou comme spécialiste des questions militaires.

C'est de Paris, à travers ce qu'on appelle à l'époque « l'Indochine » que vient le symptôme peut-être le plus encourageant d'une sorte de développement spontané des militants communistes vers l'Opposition de gauche, lorsque l'étudiant en mathématique Ta Thu Thau et ses camarades prennent en décembre 1929 contact avec Rosmer. Comme le souligne Daniel Hémerly dans sa thèse, le trotskysme vietnamien « ne résulte pas d'un travail « colonial » de militants européens, mais de la démarche, de sens inverse, de révolutionnaires vietnamiens vers le trotskysme ».⁹ Des étudiants nationalistes, passés au marxisme en 1927 ont fondé à Paris à cette époque le Viet Nam Doc Lap Dang (Parti de l'indépendance du Vietnam familièrement appelé P.A.I.) qu'animent Ta Thu Thau et l'étudiant en droit Huynkh Van Phuong. C'est lui qui parvient à contrôler les principales organisations étudiantes, notamment l'Association générale des Etudiants indochinois de Paris dirigée par Tran Van Tach et Pham Van Chanh. Ta Thu Thau, Huynkh Van Phuong et Pham Van Chanh prennent contact avec les militants de *La Vérité* parce qu'ils ressentent le besoin de la théorie révolutionnaire, idée que Ta Thu Thau commence à développer dans une série d'articles pour *La Vérité* en avril 1930.

Enfin, en Angleterre, les espérances sont encore bien faibles. La Marxian League (Ligue marxiste), dirigée par Francis A. Ridley et l'Indien Chandu Ram — de son vrai nom Hans Aggarwala — qui se constitue en fin 1929 et au début 1930, compte dans ses rangs des militants ou des sympathisants qui seront plus tard connus dans le mouvement de l'Opposition de gauche ou la IV^e Internationale, comme Hugo Dewar ou les étudiants de Ceylan Leslie Simon Goonewerdene et Colvin de Silva. Cette ligue a des contacts épisodiques avec Alfred Rosmer et les Américains du *Militant*. Mais elle s'oppose par un certain nombre de positions très nettes à l'Opposition de gauche qui ne la reconnaîtra jamais comme membre.

Problèmes de l'Opposition américaine

Le congrès constitutif de la section américaine de l'Opposition de gauche, la Communist League of America, s'est tenu à Chicago les 17, 18 et 19 mai 1929 : trente et un délégués et dix-sept suppléants, représentant une centaine de membres répartis dans douze organisations de villes, y désignent une

direction formée d'hommes connus et éprouvés du mouvement communiste américain : James P. Cannon, Max Shachtman, Martin Abern, Arne Swabeck, le militant ouvrier d'origine suédoise Carl Skoglund, organisateur du noyau oppositionnel de Minneapolis et le Canadien Maurice Spector. Ces opposants ont réussi à conserver à l'intérieur du parti un groupe de militants travaillant en fraction organisée sous la direction de « Young », pseudonyme d'un des plus durs des organisateurs ouvriers, Edward Oler, connu dans le parti sous le nom d'Hugo Oehler et dirigeant de la grève de Gastonia.

La C.L.A. progresse lentement, n'arrivant pas à doubler ses effectifs en une année mais continuant à gagner moins des cadres communistes que des éléments actifs des Jeunesses. A la différence de bien des sections européennes, elle est composée en majorité de militants ouvriers, formés dans les partis communistes à l'époque de Lénine et de Zinoviev, habitués au travail d'organisation et peu portés sur les débats théoriques. Elle reflète avec beaucoup de fidélité l'orientation déterminée par Trotsky sur les questions cruciales comme le 1^{er} août, la défense de l'U.R.S.S., le conflit sino-russe. Elle rompt des lances contre les sections étrangères qui s'opposent à Trotsky et proclame une solidarité sans faille avec l'Opposition russe, en particulier Rakovsky. L'indice le plus net de sa progression, quantitative mais surtout politique, est le passage du *Militant* d'un tirage bi-mensuel à hebdomadaire.

La progression de l'organisation est entravée par les difficultés liées à la quasi-inactivité de Cannon, principal dirigeant de la C.L.A. et éditeur du *Militant*. D'après une lettre d'Albert Glotzer à Trotsky — datant du 5 avril 1932 — Cannon aurait connu en 1929-1930, des problèmes d'ordre personnel qui l'auraient affecté, accentuant un phénomène de lassitude et peut-être de démoralisation. Le fonctionnement de la direction, qui reposait en grande partie sur ses épaules est de plus en plus inadapté et insuffisant par rapport aux tâches de l'organisation et la taille du pays. Shachtman est alors nommé éditeur du *Militant* à la place de Cannon, sur proposition de ce dernier et Abern devient secrétaire de la Ligue. Ce retrait de Cannon des tâches de la direction ne l'empêche pas d'être toujours considéré comme le dirigeant de la Ligue. C'est pourquoi, à l'époque, rien n'a filtré de ces difficultés. Aux critiques de ses camarades, Cannon répond, selon Glotzer, par des accusations de travail fractionnel et va jusqu'à rompre avec celui qui est considéré comme le théoricien de la Ligue, le Canadien Maurice Spector, qui retourne dans son pays, en raison des problèmes politiques et de difficultés financières.

Préparé dès mars 1929, c'est-à-dire avant la constitution de la Ligue, l'hebdomadaire réclame des moyens financiers et techniques trop importants pour la jeune organisation. Malgré l'aide d'Eastman et des Canadiens groupés autour de Spector, ce n'est que fin 1929, après une longue souscription que les militants américains parviennent à transformer *The Militant* en hebdomadaire. La semi-retraite de Cannon a, semble-t-il, pesé dans cette lutte difficile et longue.

Glotzer va plus loin encore dans son exposé à Trotsky. Selon lui, au cours de la période de lancement de l'hebdomadaire, au moment où les difficultés se sont accrues, Cannon était totalement absent. La dernière péripétie survient lorsque la direction de la Ligue, à l'initiative de Shachtman et Abern,

décide de demander une aide à l'opposition internationale pour tenter de sortir l'hebdomadaire des difficultés financières. Cannon, résolument hostile à cette proposition, se serait trouvé totalement isolé sur sa position de refuser toute aide et de revenir à un bi-mensuel.

Ces difficultés de la direction de l'organisation américaine sont liées à l'ampleur des tâches que doivent accomplir les militants. Après la vigoureuse impulsion des débuts du petit groupe qui va créer les bases de la Ligue, les perspectives semblaient excellentes pour cette solide section. La phase suivante de construction de l'organisation, notamment le passage à l'hebdomadaire, s'est révélée plus difficile, plus laborieuse quoique les perspectives soient toujours aussi bonnes. Ainsi le premier numéro de l'hebdomadaire contient une lettre de Trotsky intitulée « Salut au *Militant* hebdomadaire » qui indique la nécessité de préparer le futur journal quotidien de l'opposition américaine :

« La tâche essentielle de la Gauche communiste américaine consiste à agir directement sur les éléments révolutionnaires de la classe. La lutte pour gagner les ouvriers qui appartiennent au parti officiel ou qui se sont égarés en rejoignant la droite n'a pas une grande importance. Cela signifie que la Communist League of America a toutes les préconditions nécessaires pour se développer en parti indépendant. Dans ces conditions, l'hebdomadaire peut et doit constituer un pas en avant vers le quotidien ».¹⁰

Le groupe de militants canadiens travaille en liaison avec la C.L.A. et *The Militant*. Maurice Spector contribue lui-même au travail de l'hebdomadaire, en écrivant de nombreux articles sur les problèmes internationaux. En dépit des problèmes de la direction et de l'inactivité de Cannon, cette section américaine, armée d'un hebdomadaire qui publie tout à la fois les articles de Trotsky et de Rakovsky, les articles et lettres des opposants européens et des articles consacrés aux luttes de la classe ouvrière américaine, a tout pour constituer un pôle de construction de l'Opposition internationale. Toutefois, en dehors de quelques contacts épistolaires avec Rosmer et la lointaine Chine, la section américaine est relativement isolée et joue plus un rôle de symbole de l'opiniâtreté de l'aile révolutionnaire du mouvement communiste dans le temple du capitalisme que de pôle de regroupement et de construction de groupes dans l'ensemble du continent américain.

Premiers jalons en Amérique latine

La situation d'isolement, dans le continent américain, de la section des Etats-Unis n'est pas définitive. L'Opposition n'est pas encore ancrée en Amérique Latine, mais tout indique qu'elle s'y prépare. Cet « ancrage » sera le résultat des contacts noués hors de l'Amérique Latine. C'est ainsi que les opposants européens vont jouer, d'une certaine manière, le même rôle qu'a joué l'Opposition de gauche en U.R.S.S. au temps de la semi-légalité : nouer le maximum de contacts avec les militants étrangers, former des cadres qui formeront, dans leurs pays respectifs, de nouveaux groupes. Ainsi, comme le note Pierre Broué, dans son article sur le mouvement trotskyste en Amérique Latine, « de façon générale [...] ce sont les voyages d'intellectuels ou séjours

d'étudiants en Europe qui ont apporté le plus de liens »¹¹. On peut ainsi relever que deux Brésiliens au moins qui ont des responsabilités dans le parti communiste, le critique d'art Mário Pedrosa et l'enseignant Rodolfo Coutinho, fondateur du P.C. brésilien et délégué à Moscou en 1924, ont pris des contacts, le premier avec Pierre Naville et le second en U.R.S.S. Ces contacts déboucheront, en avril 1930, sur la publication de *A Lucta de Clase* (La Lutte de Classes) par le groupe d'opposition constitué par Pedrosa, le Groupe communiste Lénine. C'est également Naville, au travers d'une brève correspondance avec le Péruvien José Carlos Mariateguï, qui met en contact ce pionnier du marxisme au Pérou, fondateur du P.C. péruvien à la fin 1928, avec les idées de Trotsky et de l'Opposition internationale.

Au Mexique, l'Américain Russel Blackwell, dit Rosalio Negrete et le représentant de l'Internationale des jeunes communistes, l'Ukrainien Abraham Golod recherchent le contact avec l'Opposition internationale et le trouvent auprès de l'Opposition américaine. Le 22 février 1930, *The Militant* annonce la formation d'un groupe d'opposition au Mexique en ces termes :

« Le camarade Negrete était à New York il y a quelques temps pour le parti, et vint discuter avec les militants de la Ligue Communiste (Opposition). Des plans furent préparés pour engager un travail sur la base des principes de l'Opposition internationale au Mexique. [...] Il est intéressant de noter que le camarade Diego Rivera, un des dirigeants les plus connus du mouvement communiste en Amérique Latine depuis des années, a publié une déclaration en faveur de l'Opposition de gauche internationale dirigée par le camarade Trotsky [...] ».

Negrete, exclu du P.C.M., est expulsé du Mexique en mars 1930, Golod également. Il semble que le dirigeant cubain Julio Antonio Mella ait eu des sympathies pour eux, peu avant d'être assassiné, début janvier 1929.

Les seuls liens véritables et solides sont noués avec un groupe qui milite en Argentine et s'est organisé autour de Roberto Guinney, organisateur en 1925 d'une scission du P.C. argentin (dont il était secrétaire de la branche russe et ukrainienne), le P.C.R.A. au sein duquel il constitue en 1929 le comité communiste d'opposition qui devient en mars 1930 la Izquierda comunista argentina et publie *La Verdad* (La Vérité). Guinney envoie quelques lettres sur la situation en Argentine au *Militant* au cours de la fin de l'année 1929 et indique qu'un « camarade américain » est venu en Argentine informer son groupe de la situation aux Etats-Unis. Aux côtés de Guinney, se trouvent un ouvrier de Bahia Blanca, d'origine russe, qui signe ses lettres Pedro Manulis et ses articles Dvorine, et un ancien du P.C. espagnol, Camilo Lopez.

Ce début d'ancrage de l'Opposition en Amérique Latine est encore fragile dans la plupart des cas et les contacts entre la Communist League of America et ces groupes latino-américains sont peu fréquents et insuffisants pour combler le retard dans le développement de ces groupes, qui est le sous-produit du faible développement des P.C. officiels.

Rôle et contacts de Trotsky

Quoiqu'excentré à Prinkipo, Trotsky est, nous l'avons vu, en contacts avec beaucoup de militants à qui il adresse périodiquement des textes politi-

ques ou des articles, pour les débats internes d'un groupe ou pour son organe de presse. Trotsky a naturellement un contact privilégié avec l'Union soviétique. L'ensemble de ce « travail russe » est le domaine de Léon Sedov¹² qui accomplit une rude besogne : contacts avec les opposants russes, recherche de nouveaux contacts, confection du *Biulleten Oppositsii*, correspondance avec les militants qui s'occupent de la réalisation technique et de l'édition du *Biulleten* (Henri Molinier notamment) et de sa diffusion (Raymond Molinier s'occupant de la centralisation, des expéditions des exemplaires à vendre). Trotsky est donc dégagé d'un travail qui demande une grande attention, et beaucoup de temps. Cela lui permet de suivre de plus près sa correspondance avec les militants des autres pays et la vie des différents groupes. Nous avons vu, lors de la crise allemande, l'attention portée par Trotsky aux problèmes politiques des opposants et l'augmentation sensible du volume de la correspondance. En l'absence de toute instance régulière de l'opposition internationale, Trotsky *volens nolens* joue un rôle « d'éclairage politique » plutôt que d'arbitre. Il n'intervient que dans le but d'indiquer et de tenter de régler les questions politiques qui font obstacles à la progression du groupe.

En dehors des groupes français et allemands, avec qui la bataille politique pour un hebdomadaire, contre Paz et Urbahns, nécessitait une correspondance suivie, Trotsky n'a de véritables liens qu'avec les militants d'un pays : la Tchécoslovaquie. Le contact a été très vite établi par Wolfgang Salus qui est parti de sa propre initiative proposer ses services à l'exilé et qui est resté plusieurs mois auprès de lui. Jiří Kopp, son ami très proche, l'a rejoint et ces jeunes gens gardent le contact avec leur ami Jan Frankel, mais établissent également les liaisons avec d'autres militants tchécoslovaques de plus d'envergure dont certains, comme Michalec, connaissent déjà Trotsky. Lenorovič, qui regroupe derrière lui à Bratislava un noyau solide de militants slovaques et hongrois, entretient également une correspondance régulière avec Trotsky. Ces liens expliquent sans doute la qualité de l'information de ce dernier.

C'est à propos de la Tchécoslovaquie que, dès le mois de mars 1929, Trotsky met en garde ses camarades contre le danger qu'il y aurait à confondre les dirigeants de la droite et les militants communistes qui les ont rejoints, parce qu'on ne frappe pas du premier coup à la bonne porte. Le 1^{er} juillet 1929, dans une lettre à Lenorovič, en pleine « exploration », il a essayé de tracer les grandes lignes de ce que serait, selon lui, une politique révolutionnaire dans le P.C.T., en rupture résolue avec la politique « centriste » d'Artur Pollak et du groupe d'étudiants qu'il anime et avec Neurath « en train de glisser vers la droite ». Dans le même temps, Neurath, après avoir conclu une alliance avec un groupe de députés en opposition au « régime » bureaucratique du parti, lance à Reichenberg (Liberec) le journal de l'opposition unie, *Arbeiterpolitik* (Politique ouvrière) qui constitue, pour une année à venir, l'unique cas d'un organe de presse exprimant les vues d'un bloc de communistes se réclamant les uns de la « droite » et les autres de la « gauche » dans une opposition commune au « centrisme » stalinien.

L'ancienne opposition autour de *Rudý Prapor* a explosé, mais Trotsky appuie les efforts de regroupement du petit noyau autour des éléments les plus jeunes, Salus, Frankel, Kohout, que va bientôt rejoindre Lenorovič,

autour de l'édition d'un bulletin qui porte le nom symbolique de *Jiskra* (L'Étincelle). Il envisage aussi de gagner à une étape ultérieure le noyau de militants pragoïses restés à l'écart des nouveaux regroupements et à l'intérieur du parti sous la direction d'Otto Friedmann, ainsi que les groupes de militants ouvriers constitués à Brno autour de Vlastimil Burian, revenu après son exclusion du P.C. à Vienne, et à Plzen autour du mineur Jušković, ex-membre du B.P. du P.C.T. en 1927. Curieusement, l'Opposition tchécoslovaque, profondément divisée, est l'une de celles qui conserve et conservera des années durant les liens les plus solides avec les membres du parti.

La correspondance de Trotsky avec le Hollandais Henk Sneevliet marque une dégradation des relations politiques entre les deux hommes. Ce dernier a en effet suivi Urbahns dans son appréciation erronée du conflit sino-russe et l'avait secondé lors de la création du Secours Trotsky, à la conférence d'Aachen. La détérioration de leurs relations s'accroît avec l'annonce de la publication d'un article de Sneevliet dans *La Lutte de Classes*, annonce aussitôt démentie par *La Vérité*, arguant que le Hollandais est membre de l'Internationale II et demi. L'article avait été publié en Hollande dans la revue *De Nieuwe Weg*, éditée par l'une des fondatrices du P.C. hollandais, Henriette Roland-Holst, poète et écrivain qui avait rompu avec ce parti en 1927. Trotsky écrit à Sneevliet au sujet de l'éventualité de la publication de cet article, avant la décision de *La Lutte de Classes*, et souligne qu'il n'est pas en mesure de se prononcer sur le fond, faute de traduction, mais qu'il émet des réserves à propos de Roland-Holst :

« J'ai gardé pour elle ma vieille sympathie personnelle mais elle a déserté le marxisme et politiquement elle se situe entre la II^e et la III^e Internationale qu'elle veut unir. Nous appartenons par conséquent à deux camps irréconciliables ». ¹³

Sneevliet réplique en traitant *La Lutte de Classes* et Trotsky de sectaires. Appuyant la décision de *La Vérité* de refuser la publication de l'article, Trotsky répond sèchement :

« [...] Vous considérez comme sectaires tous ceux qui tracent une ligne de séparation intangible entre le socialisme démocratique et le communisme révolutionnaire. Dans ce cas, je fais partie de ces sectaires. [...] Nous n'avons vraiment pas rompu avec Staline, Boukharine et Zinoviev pour entrer en collaboration avec Roland-Holst. Sur ce terrain, il ne peut y avoir de compromis ». ¹⁴

L'article de Sneevliet portait sur le mouvement révolutionnaire en Indonésie (alors colonie hollandaise) qu'il connaît pour avoir été un des ses pionniers et avoir peut-être conservé des contacts. Dans la lettre à Trotsky, accompagnée de la copie de l'article, il évoque Tan Malaka, l'un des dirigeants du P.C. indonésien, qui avait participé au IV^e congrès de l'I.C., était resté presque un an à Moscou ensuite et avait été chargé par l'I.C. des questions relatives à l'Asie du Sud-Est :

« [...] Le camarade Malaka était un des militants les plus dévoués et les plus capables du mouvement indonésien ». ¹⁵

Ce militant se serait, selon Sneevliet, opposé à la politique de la « troisième période », tout comme « Alfonso », le délégué indonésien au

VI^e congrès de l'I.C. Pourtant, à cette époque, il n'y aura apparemment pas d'autre lien plus concret avec ces militants indonésiens.

En Bulgarie, le contact a été pris par lettre dès l'arrivée en Turquie avec un petit noyau qui s'est toujours considéré comme « trotskyste » depuis 1923 et que dirigent Stephan Manov et Sider Todorov, tous deux exclus du P.C. dès cette époque pour avoir dénoncé le caractère putschiste de l'insurrection de septembre 1923, et qui sont de vieilles liaisons de Rakovsky. Les racines sont profondes dans le mouvement bulgare : au même moment, on ignore encore que la scission se réalise, en prison, entre staliniens et « trotskystes », ces derniers animés par Dimitar Gatchev, ancien responsable de l'appareil militaire du parti, condamné à mort et emprisonné depuis 1926 et qui ne renouera les contacts qu'à sa libération en 1932.

Enfin, il ne semble pas que Trotsky ou l'un de ses camarades ait réussi, à cette époque, à nouer le contact qui sera établi plus tard avec un autre noyau datant lui aussi de 1923, celui du dirigeant J.C. yougoslave Mikola Popović, ni avec l'un des deux principaux groupes d'opposition de Grèce, le groupe Spartakos, né à la fin des années vingt tandis que le contact établi avec le groupe des Archives du marxisme n'a pas encore débouché sur un rapprochement avec l'opposition internationale. Il n'y a pas encore de contacts avec l'opposition née à Varsovie en 1929, sous l'impulsion de militants juifs liés au parti russe. Il n'y a pas de contacts non plus avec la Roumanie et l'Albanie.

Les luttes fractionnelles en Autriche

Bien des « commentateurs » mal intentionnés ou simplement ignorants ont raillé les incessantes luttes fractionnelles internes des groupes d'opposition de gauche. Pourtant cette indéniable faiblesse ne peut et ne doit pas être considérée comme une donnée, un phénomène interne au mouvement oppositionnel. Dans le cas des groupes et sections que nous allons étudier — l'Autriche et la Chine — d'autres phénomènes, des conditions politiques de l'époque, expliquent partiellement au moins ces difficultés et ces luttes internes : la clandestinité, le manque de contacts avec l'Opposition internationale, le rôle méconnu mais souvent très meurtrier des agents provocateurs infiltrés par le G.P.U. L'imposture atteint alors sa pleine dimension : il n'est que trop aisé pour le G.P.U. et ses agents de souligner les incessantes luttes fractionnelles qu'ils ont le plus souvent avivées le plus possible... Il reste que la faiblesse de l'Opposition est d'avoir involontairement présenté un terrain favorable. Il serait anormal du même point de vue de ne pas souligner que cette faiblesse de l'Opposition est aussi le reflet de sa force politique, c'est-à-dire de l'extrême rigueur de ses militants sur les principes politiques de leur mouvement et de leur vigilance à l'égard de ceux dont ils craignent qu'ils ne les remettent en cause.

Début 1930, la situation de l'Opposition en Autriche révèle une crise très grave qui risque, d'une certaine façon, d'éclabousser l'Opposition internationale tout entière. On connaît l'extrême tension des relations entre les deux groupes de l'Opposition en Autriche, pour simplifier, l'« antagonisme Frey-Landau » fortement teinté d'opposition personnelle en raison du tempé-

rament bagarreur, mais également pour le moins rancunier et égocentrique de Frey, qui se poursuit par personnes interposées. A la fin de 1929, aucun de ces deux groupes ne se déclare désireux de rejoindre l'Opposition internationale et ils échangent condamnations et déclamations hostiles. Mais l'approche de la conférence internationale, d'autres facteurs moins connus peut-être vont provoquer l'explosion de la crise dont l'agent — probablement volontaire — sera le groupe appelé « Groupe interne du parti », en réalité formé d'éléments exclus des deux groupes rivaux et surtout animé par l'ancien secrétaire de Trotsky à Prinkipo, Jakob Frank, militant ici sous le nom de Max Gräf, et utilisant le prestige que lui vaut sa fonction passée pour tenter de forcer les décisions par l'argument d'autorité.

Au mois de février 1930, le « groupe interne » soumet aux deux autres organisations oppositionnelles une plate-forme d'unification. Soulignant la nécessité de ne pas « partir des traditions autrichiennes de lutte fractionnelle », il propose comme base de l'unification :

« 1. L'accord avec le programme de l'Opposition de gauche russe et le rejet de toute analyse de l'U.R.S.S. proche de celles de Korsch ou Urbahns.

2. Le rejet symétrique de la théorie stalinienne de la « troisième période » et du thème droitier de la « stabilisation ».

3. Une caractérisation de la situation autrichienne par une crise structurelle profonde, le danger fasciste, la défaite du prolétariat, une dissolution idéologique et politique, bien que pas organisationnelle de la social-démocratie, une faillite totale du parti communiste, et, comme conséquence de cette situation, une réelle passivité de la classe ouvrière ». ¹⁶

Le « groupe interne », écartant le « faux problème du second parti », propose une unification de l'Opposition en une organisation solide fonctionnant sur la base du centralisme démocratique et qui constituerait la colonne d'un parti révolutionnaire. Or ce sont ces propositions — après tout, discutables — qui mettent le feu aux poudres. Dans une lettre également envoyée au groupe brandlérien dirigé par l'ancien rédacteur en chef de la *Rote Fahne* de Vienne, exclu en 1929, Willi Schlamm, le groupe *Mahnruf* répond par la condamnation formelle de toute illusion sur la possibilité de redresser le P.C. autrichien et l'affirmation du caractère erroné en Autriche du mot d'ordre « Sauvez l'Internationale communiste ». Tout en se prononçant pour la défense de la dictature du prolétariat en U.R.S.S. et en rejetant la perspective de la construction du « socialisme dans un seul pays », il ajoute pourtant que c'est « un non-sens et un contre-sens que de vouloir obliger les communistes autrichiens à faire leurs textes de l'Opposition russe » ¹⁷ qu'ils ne peuvent vérifier dans leur expérience quotidienne. Les anciens camarades de Landau assurent en conclusion qu'ils sont hostiles à l'adhésion de l'Opposition autrichienne, tant qu'elle n'est pas elle-même une organisation, à ce qu'ils appellent « un groupe étranger organisé »...

On peut alors penser que la situation est en train de se simplifier et que l'unification peut se réaliser au moins entre deux des trois composantes. Mais ce serait mal connaître l'ardeur fractionnelle des opposants autrichiens. Le groupe de Frey n'a pour sa part aucune réserve sur les principes énoncés. Mais il juge nécessaire de faire la lumière sur le passé et, avant d'aller à l'unifica-

tion, pose des conditions tant à l'Opposition russe qu'au « groupe interne du parti ». Prêt à reconnaître qu'il a eu tort dans le passé quand il soutenait la direction de l'I.C. et condamnait l'Opposition russe, il exige en revanche de ses futurs partenaires dans l'unification qu'ils reconnaissent que leur propre « lutte fractionnelle et subjectivement dans l'intérêt du léninisme » était en réalité « objectivement et subjectivement dans l'intérêt du parti et du Comintern » ¹⁸. Et il ajoute que l'Opposition russe doit commencer par condamner publiquement l'exclusion du P.C. autrichien de la fraction Frey qu'elle a prétendument « approuvée » en son temps.

Le « groupe intérieur » répond par le refus de toute autocritique sur un passé auquel il n'a pas été mêlé et exprime ses réserves sur les exigences du groupe Frey. Le 9 avril 1930, dans une lettre d'une extrême violence verbale, Frey qualifie l'attitude du « groupe interne » de « stupide, ridicule et arrogante », et assure que Gräf n'est que la projection, dans les affaires autrichiennes, de Trotsky, en réalité responsable de la lettre du 25 mars « politiquement aussi mensongère que provocante » ¹⁹. Et, pour faire bonne mesure, il passe à l'attaque publique dans les colonnes d'*Arbeiterstimme*, traitant de clowns les dirigeants du groupe et assurant en même temps qu'« il semble vraiment que Trotsky est derrière eux et les considère pour ainsi dire comme « son » groupe en Autriche... » ²⁰.

Ainsi, non seulement on n'a pas avancé vers l'unification, mais encore on a reculé considérablement sa perspective. Le traditionnel fractionnisme autrichien n'est probablement pas seul en cause : après avoir contribué à l'aggravation des luttes fractionnelles — ce qui n'était apparemment pas très difficile — le « groupe interne » se fera le champion de la... capitulation devant le stalinisme.

Force et faiblesses de l'Opposition chinoise

La situation de l'Opposition chinoise est par bien des aspects au moins aussi confuse que celle de l'opposition autrichienne. Mais il y a encore plus de contingences historiques et géographiques. Nous avons déjà signalé les débuts à Moscou de contacts d'étudiants chinois avec l'Opposition de gauche, qui débouchent sur la constitution de groupes d'opposition qui rentrent en Chine, par vagues successives, au cours de l'année 1929 — les derniers opposants de Moscou étant arrêtés et déportés en Sibérie. Il existe, en 1929, trois groupes différents parmi les étudiants de retour de Moscou, ce qui va créer une certaine confusion et morceler l'Opposition.

Le premier groupe, *Notre Parole*, est composé d'une dizaine de militants connus pour leurs opinions « trotskystes » et qui ont été exclus du parti chinois en 1928. Dès leur retour en Chine, ils créent de petits groupes d'opposition à Shanghai, Hong Kong et Pékin : à Hong Kong, Ou Fang et Chen Yimou sont implantés parmi les dockers et à Pékin, leurs camarades sont très actifs parmi les étudiants. Ils publient une revue à l'échelle nationale, qui porte le nom du groupe. Ils sont en liaison avec l'opposition chinoise de Moscou, dirigée par l'étudiant Wang Wenyuan ²¹, et publient des documents de l'opposition russe.

En septembre 1929, le groupe dirigé par Wang Wenyuan rentre en Chine et rejoint *Notre Parole* à Shanghai. Conformément à l'orientation définie à Moscou, les militants du groupe signalent leur retour au C.C. du parti et demandent à reprendre leur travail militant. Wang Wenyuan devient ainsi à Shanghai le bras droit d'un des principaux dirigeants du P.C. chinois, Zhou Enlai. Ces militants vont travailler clandestinement dans et hors du parti au compte de l'Opposition et notamment infiltrer tout le département consacré à la propagande du P.C.C. Beaucoup occupent des postes importants dans l'appareil en tant que cadres formés à Moscou. Ce groupe demeure clandestin jusqu'en 1930. Toutefois, à l'instar de Liu Renjing, quelques étudiants refusent de réintégrer le parti et forment un nouveau groupe, *Octobre*, qui compte rapidement plus de cinquante militants et publie un éphémère journal, le *Journal du groupe Octobre*.

Le dernier groupe, constitué fin 1929, s'appelle *Militant*. Ses membres sont tous d'anciens opposants qui ont travaillé dans le parti avant d'être exclus. Comptant environ trente militants, c'est le plus faible et le moins influent des trois groupes constitués par les « étudiants » de retour de Moscou. Ces groupes n'ont que peu de contacts avec Trotsky et l'Opposition internationale. Seul Liu Renjing, au cours de son voyage de retour de Moscou, est passé par l'Allemagne et Paris, où il a rencontré Rosmer, avant de se rendre à Prinkipo où il a passé plusieurs jours avec Trotsky qui en a profité pour rédiger un projet de programme des bolcheviks-léninistes chinois que Liu ramène en Chine.

La multiplicité des groupes est un obstacle au développement d'une forte opposition en Chine. Mais c'est aussi un indice de la combativité des communistes chinois malgré la défaite de la révolution de 1925-1927. L'opposition russe avait prêché dans le désert pendant cette révolution mais elle trouve une juste revanche quand, fin 1929, deux ex-dirigeants éminents du P.C.C., Chen Duxiu et Peng Shutzi respectivement ancien secrétaire général et ancien secrétaire à l'organisation, se tournent spectaculairement vers l'Opposition de gauche. C'est la lecture de documents de l'Opposition russe traduits et remis par les opposants chinois de retour de Moscou aux deux hommes qui les ont convaincus. *La question chinoise après le VI^e congrès et Bilan et perspectives de la révolution chinoise* ont été une véritable révélation pour Chen Duxiu de son propre rôle pendant la révolution et du jouet qu'il a été entre les mains de Staline.

La nouvelle du passage de Chen à l'Opposition fait sensation et provoque une crise dans le parti, notamment dans l'appareil. Chen, qui se lance dans la bataille, rallie de vieux cadres comme Peng Shutzi, Zheng Chaolin, ex-rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire du parti, l'ancien dirigeant étudiant Ho Tzushen, Yin Kuan, dirigeant du P.C. d'Anhui pendant la révolution de 1925-1927 et Ma Yufu. C'est le début d'un nouveau et authentique courant politique d'opposition dans les rangs du parti. On signale des branches entières de partisans de Chen dans le parti, comme dans le comité de Shanghai-Est, composé exclusivement de « Chen-istes ».

Né en 1879, comme Trotsky, Chen Duxiu, après des études de littérature chinoise et des langues française et anglaise, devient vite un intellectuel révolutionnaire de tout premier plan. Harold R. Isaacs l'évoque ainsi :

« Dans les rangs clairsemés des intellectuels révolutionnaires de 1911, émergeait la personnalité de Chen Duxiu, fils d'une famille de mandarins de l'Anhui, qui le premier posa les termes d'une façon plus audacieuse, plus claire et plus courageuse. [...] La nouvelle génération, proclamait Chen Duxiu, devait combattre le confucianisme, la vieille tradition des rites et de la vertu, la vieille morale et la vieille politique, les vieux enseignements et la vieille littérature. Il voulait les remplacer par les matériaux neufs de la Démocratie et de la Science ». ²²

Chen, professeur à l'Université de Pékin, a un grand rayonnement comme intellectuel et comme révolutionnaire, proportionné à l'influence de la revue nationale qu'il dirige, *La Nouvelle Jeunesse*. Il est l'un des principaux dirigeants du mouvement du 4 mai 1919 contre le gouvernement japonais de Pékin, et après son emprisonnement, il se tourne vers l'Ouest, notamment la France et l'Angleterre, à la recherche d'idées nouvelles, étudie la nature de l'Etat et commence à combattre pour l'unification de la Chine. Définitivement acquis au marxisme en 1920, il est élu secrétaire général du parti communiste chinois lors de sa fondation en 1921. Chen poursuit parallèlement ses activités dans les domaines universitaires et culturels, garde des contacts avec plusieurs mouvements culturels chinois et publie un manuel sur l'histoire et la littérature chinoise. Lee Feigon, son biographe, résume ainsi son influence :

« A l'exception possible de Mao Zedong, il serait difficile de trouver quelqu'un dont les idées et les actions eurent une importance plus grande, pour l'histoire de la Chine moderne, que celles de Chen Duxiu. Ses contributions englobent tout, de l'introduction de la ponctuation dans l'écriture chinoise à la fondation du parti communiste chinois ». ²³

Comme secrétaire général du P.C.C., il dirige de 1925 à 1927 les communistes chinois pendant la révolution, en appliquant la politique et les consignes de Moscou. La défaite et la campagne de calomnies l'accusant d'être personnellement responsable vont beaucoup l'affecter. Il ne réapparaîtra pas avant d'être à même de combattre ses calomniateurs et anciens camarades. Sa spectaculaire évolution vers l'Opposition de gauche et la constitution de sa propre fraction au sein du P.C.C. sont une réponse éclatante à ses adversaires.

Ceux-ci déclenchent alors une grande campagne pour tenter de le discréditer, attaquant sans relâche le « centre liquidateur Trotsky-Chen ». On tente ensuite de le convaincre d'aller à Moscou pour discuter. En vain ! Le silence forcé de Chen après son éviction du secrétariat général du parti et la campagne menée contre lui par ceux qui partageaient ses responsabilités au C.C. n'ont pas beaucoup entamé son prestige aux yeux des vieux cadres et de la masse des militants du parti. Aussi, son passage à l'opposition et la campagne de dénonciation ébranlent-ils le parti à tous les niveaux. C'est une crise en profondeur qui va forcer les dirigeants à exclure des centaines de militants favorables à Chen ou supposés l'être. C'est une grande purge, « à la russe ». Les opposants sont exclus du C.C., des comités provinciaux, de la Ligue de la Jeunesse communiste... Le journal du parti, *Le Drapeau rouge*, publie chaque semaine la liste des exclus dont Chen lui-même, le 15 novembre 1929. Il riposte, le 10 décembre, en publiant une *Lettre ouverte à tous les camarades du parti*. Cinq jours plus tard, quatre-vingt-un vieux communistes, ayant eu

ou ayant encore des responsabilités dans le parti, rendent public un texte intitulé *Notre position politique*, dans lequel ils prennent ouvertement position en faveur de Trotsky :

« Si nous avons eu la direction politique de Trotsky avant 1927, nous aurions peut-être été capables de diriger la révolution chinoise sur la voie de la victoire ». ²⁴

Les signataires sont le noyau dirigeant de la fraction de Chen, la *Fraction prolétarienne*, basée essentiellement à Shanghai. Ses cadres sont tous des intellectuels de haut niveau et formés depuis de nombreuses années au combat politique avec le parti. La fraction, qui compte alors plusieurs centaines de militants, se développe rapidement et construit des branches à Pékin, Tianjin, Wuhan, Sichuan, Ningpo et dans le Shandong et l'Anhui, des cellules à Hong Kong et Macao. Chen est secrétaire général, Peng Shutzi responsable de la propagande et Ma Yufu et Liu Renjing, secrétaires exécutifs.

Le passage à l'Opposition de gauche d'un groupe de cadres connus, et, en particulier, de Chen Duxiu qui avait une stature et une notoriété internationales, changeait les données mêmes du développement de l'opposition. Dans l'immédiat cependant, l'apparition de cette nouvelle donnée allait provoquer une confusion supplémentaire puisqu'aux rivalités entre les trois groupes nés des étudiants du « retour » venait se superposer l'hostilité générale, bien qu'à des degrés variables, des ex-étudiants à celui qu'ils ont jusque-là considéré comme un « vieil opportuniste ». Menace pour les « petits chefs », il porte aussi le fardeau de la défaite de 1925-1927 quand il était officiellement dirigeant du parti. La réunion des opposants chinois de Moscou, de vieille souche déjà et ceux de Chine, recrutés récentes, des jeunes gagnés dans les universités russes et des vieux cadres qui se rallient à Chen, est-elle possible ?

Le congrès de *Notre Parole*, en septembre 1929, semble de mauvais augure : querelles, scissions, exclusions. Même d'accord sur une formule, les « B.L. » chinois ne peuvent s'entendre sur son contenu comme le montre leur discussion sur l'assemblée constituante et la lettre interrogeant Trotsky sur ce point ²⁵. Va-t-on vers l'éclatement ? La conférence des groupes qui se réclament de l'Opposition, en novembre 1929, n'est guère rassurante non plus. Le ton y monte très vite et les attaques personnelles rendent bientôt toute confrontation d'idées impossible : le jour même de l'exclusion de Chen du parti, le groupe *Notre Parole* écrit à Trotsky pour dénoncer son « opportunisme », l'accuser d'avoir appliqué en 1927 la politique de Martynov (ancien menchevik rallié à Staline et défenseur de la politique chinoise de l'I.C.), et affirmer la détermination du groupe à le combattre en priorité. De son côté, Liu Renjing, ayant rompu avec Chen, cherche à accréditer la thèse selon laquelle ce dernier approuverait toujours la politique de Staline et représenterait « l'opposition droitiste sous le masque de la phraséologie de gauche ».

L'Opposition de gauche chinoise semble bel et bien dans l'impasse. Pourtant, on cherche encore, et à l'issue de la conférence, les opposants ont mis en place un « comité consultatif » comprenant des représentants des différents groupes. Il s'agit de discuter des divergences, voire de publier des textes sur les questions majeures : Constituante, nature de la révolution, leçons de la défaite de 1927. Mais les documents publiés sont rares et les incidents

fréquents. Chaque groupe s'affirme attaché à l'unification et utilise l'argument pour essayer d'obtenir la caution personnelle de Trotsky, qui s'en garde bien et se contente de répéter que l'important est d'avancer vers l'unification.

Dans sa « Réponse aux opposants chinois », Trotsky fait montre d'espoir et de réserve, clés de son attitude vis-à-vis de Chen :

« En ce qui concerne le groupe Chen Duxiu, je connais très bien la politique qu'il a suivie pendant les années de la révolution : c'était la politique Staline-Boukharine-Martynov, c'est-à-dire une politique par essence de menchevisme de droite. Le camarade N[iel Sih] m'a cependant écrit que Chen Duxiu, sur la base de son expérience de la révolution, s'était considérablement rapproché de nos positions. Il va sans dire qu'on ne peut que s'en réjouir. Vous démentez catégoriquement dans votre lettre l'information du camarade N[iel Sih]. Vous prétendez même que Chen Duxiu n'a pas rompu avec la politique de Staline qui est un mélange d'opportunisme et d'aventurisme. Mais jusqu'à présent, je n'ai lu qu'une seule déclaration programmatique de Chen Duxiu et ne suis donc pas en position de m'exprimer sur cette question ». ²⁶

Il ne change pas de position avant d'avoir enfin en mains un document de Chen et de pouvoir juger sur pièces : ce ne sera le cas qu'au cours de l'été 1930, date à partir de laquelle il appuie totalement Chen, dans la perspective d'une unification qui n'interviendra en fait qu'en 1931. Les perspectives de cette opposition chinoise sont donc favorables malgré la terreur blanche que fait régner le Guomindang et l'éloignement de la Chine qui pèse lourd dans ses relations avec l'Opposition internationale.

Ces nouveaux développements et contacts internationaux de l'Opposition de gauche font apparaître une hétérogénéité des situations, en liaison avec les caractères propres de chaque situation nationale — situation du mouvement ouvrier en général, du parti communiste et des opposants — mais également avec la nature et la qualité des contacts établis avec l'ensemble de l'opposition internationale. Il est significatif qu'au cours de cette période bien des contacts aient été noués par hasard, par des rencontres entre militants au cours de voyages, par la lecture de journaux de l'opposition. De même, l'absence de contacts avec de petits groupes ou noyaux, comme c'est le cas de la Grèce (groupe Spartakos) ou la Pologne (opposition de Varsovie), relève d'un « hasard » inverse, de la faiblesse organisationnelle de l'opposition au plan international.

L'absence d'organisation centralisée de l'opposition internationale ne permet pas, à cette étape, de franchir un pas supplémentaire de son développement et c'est dans le cadre du réseau de contacts autour de Rosmer et de Trotsky que se tissent les liens principaux. De même, l'absence d'organe international est un handicap considérable, que *La Vérité* et *The Militant* tentent de combler. L'éloignement géographique de certaines sections, comme la Chine, pose des problèmes financiers et matériels pratiquement insolubles. Pourtant, ces difficultés n'ont que peu — ou pas — de répercussions sur la ligne politique et la fermeté des opposants, qui, bien qu'ils soient dans certains cas isolés ou coupés de Trotsky et de ses camarades, luttent « à leurs côtés ». Mais l'élargissement de ce réseau de contacts, le développement à l'échelle internationale de l'opposition, nécessitent une homogénéisation et une centralisation politiques que seule une conférence internationale de

l'ensemble de ces sections nationales, groupes et noyaux — voire des militants isolés — peut permettre d'obtenir.

NOTES

1. D'après la lettre d'A. Rosmer à Trotsky, [décembre 1929], in Broué, *Correspondance*, op. cit., pp. 94-95.
2. Lettre de Trotsky à Marguerite Rosmer, 31 décembre 1929, in Broué, *Correspondance*, op. cit., pp. 106-109.
3. Lettre de Trotsky à Marguerite Rosmer, 2 janvier 1930, A.H. 9914.
4. Lettre de Trotsky à la fédération de Charleroi, 25 décembre 1929, A.H. 7812.
5. Lettre de Trotsky à Marguerite Rosmer, 8 janvier 1930, A.H. 9916.
6. Lettre d'A. Rosmer à Trotsky, 7 mars 1930, in Broué, *Correspondance*, op. cit., pp. 128-130.
7. Trotsky : « Lettre aux communistes de gauche italiens partisans du camarade Bordiga », 25 septembre 1929, in *Biulleten Oppositsii*, n° 6, octobre 1929.
8. Lettre de Trotsky à A. Rosmer, 28 février 1930, in Broué, *Correspondance*, op. cit., pp. 125-127.
9. Daniel Hémerly : *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine*, communistes, trotskystes, nationalistes à Saïgon de 1932 à 1937, Paris, François Maspéro, 1975, 524 p.
10. Trotsky : « Salut au Militant hebdomadaire », 19 octobre 1929, publié in *The Militant*, n° 18, 30 novembre 1929, p. 1.
11. P. Broué : « Le mouvement trotskyste en Amérique Latine », in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 11, septembre 1982, pp. 13-30.
12. Sur la vie et l'activité de Sedov, voir les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 13 et 14, mars et juin 1983.
13. Lettre de Trotsky à Sneevliet, 10 février 1930, A.H. 10381.
14. Lettre de Trotsky à Sneevliet, 18 juillet 1930, A.H. 10382.
15. Lettre de Sneevliet à Trotsky, 21 février 1930, A.H. 5167.
16. D'après le rapport sur la situation de l'opposition autrichienne dans le *Bulletin International* de l'Opposition communiste de gauche, n° 1, fin août 1930, p. 14.
17. *Ibidem*, p. 15.
18. *Ibidem*.
19. Lettre de Frey à Trotsky, 9 avril 1930, A.H. 1306.
20. D'après le *Bulletin International*, n° 1, op. cit., p. 15.
21. Wang Wenyan a écrit sous le pseudonyme de Wang Fanxi, ses mémoires : *Chinese revolutionary*, memoirs 1919-1949, Oxford University Press, 1980, 282 p.
22. H.R. Isaacs, *La tragédie de la révolution chinoise*, op. cit., p. 85.
23. Lee Feigon : *Chen Duxiu*, founder of the chinese communist party, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 1983, 279 p., p. 3. Sur Chen Duxiu, on peut lire également : Wang Hongmo : « Chen Duxiu : An evaluation of his life's work » in *Social Sciences in China*, hiver 1985, pp. 9-38. (Traduit de la revue *Zhongguo Shehui Kexue*, 1985, n° 5, par Feng Shize).
24. Cité par R.C. Kagan, *The Chinese Trotskyist Movement and Ch'en Tuhsiu* : culture, revolution and polity, London, University of Pennsylvania, 1969, p. 65.
25. Lettre de *Notre Parole* à Trotsky, 15 novembre 1929, in *Biulleten Oppositsii*, n° 9, février-mars 1930, ainsi que la réponse de Trotsky (22 décembre 1929).
26. Trotsky : « Réponse aux oppositionnels chinois », 22 décembre 1929, A.H. T.3261.

ÉLÉMENTS DE CRISE

La progression de l'Opposition au plan international mais également les problèmes internes de certains groupes, rendent nécessaire une réelle structuration, un pas en avant dans le regroupement de l'opposition autour d'organismes dirigeants et d'instances régulières. L'époque des contacts informels entre groupes et du rôle de centre dévolu à *La Vérité* est désormais révolue. Trotsky l'a écrit à Rosmer le 13 octobre 1929 :

« Je vous ai déjà écrit mon opinion sur la nécessité pour le comité provisoire [1] (ou peut-être pour le bureau d'information — titre plus modeste, par conséquent plus sage) de se présenter devant les différents groupements et de commencer son travail. Aujourd'hui j'apprends par une lettre de Landau qu'Urbahns, de connivence avec Paz, prépare quelque chose comme une conférence internationale. Des groupements qui hier se détestaient, se coalisent aujourd'hui, poussés par des considérations tout à fait en dehors de la politique révolutionnaire. Ils ne peuvent créer par cela que la confusion. Il faut immédiatement prendre l'initiative, ou, pour mieux dire, soutenir et continuer l'initiative prise il y a quelques mois. Je vous envoie ci-joint le projet d'une lettre-circulaire du bureau international d'information. Si les Belges soutiennent l'initiative, comme je l'espère, on pourrait lancer cette lettre avec trois signatures : G. Gourou, pour l'opposition russe ; la vôtre pour *La Vérité* ; van Overstraeten, pour les Belges. Ce serait un bon pas en avant. J'attendrai votre réponse avec la plus grande impatience ». ²

Il va pourtant s'écouler plusieurs mois avant que cette initiative ne trouve une suite à travers l'appel de *La Vérité*, seule, pour la constitution d'un bureau international de l'opposition. Au cours de cette période, pendant laquelle Rosmer reste muet sur l'initiative et où Trotsky d'abord inquiet, est ensuite exaspéré par le silence et l'inaction de Rosmer, les éléments de crise s'accumulent dans les rangs de l'opposition, privée de tout organe qui puisse « gérer » ces conflits : la crise allemande, les problèmes fractionnels en Autriche et en Chine, le séparatisme national des militants bordiguistes italiens et la grave crise de l'opposition belge ont des répercussions sur la vie de l'Opposition internationale. De nouveaux éléments de crise apparaissent dans les relations au sein du groupe de *La Vérité* et la question syndicale. L'accumulation de ces problèmes va provoquer une grave crise entre deux hommes qui sont partie prenante de ces conflits : Rosmer, qui agit en lieu et place du bureau international qu'il n'a pas créé, et Trotsky qui suit de près l'évolution des conflits soulignant à chaque étape que les difficultés rencontrées sont les conséquences de l'absence d'organe capable de les résoudre, l'absence de

bureau international. Pour Rosmer, ce sont ces difficultés qui empêchent, pour le moment, la constitution d'un tel bureau. Il s'instaure donc un véritable dialogue de sourds, aux conséquences très lourdes.

Les projets de Trotsky

Trotsky, dans sa lettre du 13 octobre, situe le travail de constitution du bureau international dans la droite ligne de ce qu'il appelle « un petit conciliabule privé » entre cinq militants de pays différents, tenu à l'été 1929 à Prinkipo, qui créa le Comité international provisoire de l'Opposition communiste de gauche, le 10 juin 1929. Dans le projet de lettre-circulaire qu'il adresse à Rosmer, Trotsky propose de « [...] faire un pas en avant par la réalisation d'un bureau d'information internationale, qui sans prétendre à des droits administratifs prendrait sur lui d'être le trait d'union entre les différents groupes d'opposition, d'assurer l'échange des matériaux et des documents et la parution d'un bulletin d'information »³ ; il suggère la constitution du bureau avec un membre de l'opposition russe (Trotsky), un du groupe *La Vérité* (Rosmer) et un de l'opposition belge (van Overstraeten) — tout en demandant aux groupes les plus importants de déléguer un représentant — et aborde les problèmes de la centralisation de l'opposition :

« La question de la liaison internationale de l'Opposition communiste de gauche représente pour celle-ci la question de vie ou de mort. Nous ne nous cachons pas cependant un seul instant toutes les difficultés qui se trouvent sur la voie vers ce regroupement. [...] Dans ces conditions, le rassemblement ne peut être atteint d'un seul coup. Il doit être préparé sur la base des idées comme sur celle de l'organisation ».⁴

L'appel proposé est ambitieux et nullement limité à la constitution du bureau, qui n'est qu'une étape dans la centralisation de l'opposition :

« La base commune des idées comme les formes d'organisation de ce regroupement doivent être réalisées par les méthodes démocratiques. C'est la conférence internationale qui pourra seule créer les bases incontestables de l'unité de l'opposition. Nous croyons que malgré les obstacles qui se dressent sur sa route elle est tout à fait réalisable et que nous devons employer surtout nos efforts à la réunir le plus tôt possible ».⁵

La *préparation idéologique* (élaboration de plates-formes, de projets de résolution, soumis à une large discussion dans la presse de l'Opposition internationale) et la *préparation pratique* (liste des organisations souhaitant et pouvant participer à la conférence, élaboration de principes statutaires, représentation des groupes, modes de vote, etc.) doivent être les préoccupations immédiates des différents groupes de l'opposition. Aussi est-il demandé aux groupes, éditions, organisations se réclamant de la gauche communiste de répondre le plus rapidement possible à un certain nombre de questions comme celles-ci :

« Quelle voie et quels pas pratiques immédiats trouvent-ils les plus utiles pour la préparation du rassemblement des forces de l'Opposition ? Quels documents, projets, résolutions, thèses vont-ils mettre en discussion devant l'Opposition internationale ? Quel ordre et quel délai ? »⁶

Que manque-t-il, le 13 octobre, pour engager la bataille ? La signature de van Overstraeten au nom de l'opposition belge, souhaitée par Trotsky pour donner un crédit supplémentaire à cette initiative. C'est tout naturellement Rosmer, en contact avec les Belges, qui est chargé d'obtenir leur accord. Le 20 octobre, Trotsky écrit de nouveau à Rosmer :

« C'est avec la plus grande impatience que j'attends votre réponse sur le bureau international. La question me paraît tout à fait brûlante. Si nous perdons du temps, notre situation sera bien compliquée dans quelques semaines, où l'initiative sera prise par des éléments qui ne sont capables que de semer de la confusion ».⁷

Le 24 octobre, Trotsky insiste sur l'urgence de l'appel et sur le danger que constituent les préparatifs de Paz et Urbahns au niveau international :

« Cette macédoine politique ne sera capable que de créer de la confusion, mais quant à cela elle sera tout à fait capable. Pour diminuer ces faux frais de développement de l'Opposition internationale, il n'y a qu'un seul moyen pour le moment : devancer leur initiative de conférence internationale, etc. Je reviens aux projets de la lettre-circulaire et autres démarches dont je vous ai longuement entretenu dans une lettre précédente. Je m'imagine bien, cher ami, que vous êtes tout à fait surchargé de travail par les exigences quotidiennes de *La Vérité*, mais c'est pour cela précisément que j'insiste. Il faut que vous atteliez les jeunes solidement au travail du bureau provisoire, c'est absolument nécessaire, urgent et, en dernière ligne, le sort de *La Vérité* elle-même en dépend ».⁸

Le 29 octobre, Rosmer répond :

« Tout ce que vous envoyez est transmis mais les destinataires sont longs à répondre (les Belges par exemple) ».⁹

Un long silence s'installe ensuite, les lettres se faisant rares.

Les silences de Rosmer

Marguerite Rosmer annonce à Trotsky son arrivée fin novembre à Prinkipo et lève peut-être un coin du voile lorsqu'elle écrit qu'« il y a beaucoup de choses à dire sur la vie intérieure de *La Vérité* » et parle de « petits frottements »¹⁰. Le 18 novembre, Trotsky rompt le silence sur la question du bureau international et s'inquiète du « mutisme presque menaçant » de la part de Rosmer à qui il écrit :

« Le retard dans la création du bureau provisoire crée des difficultés sérieuses. Exemple : Landau demande une aide financière. C'est au bureau de décider. Or, il n'est pas en place. [...] J'attends toujours une réponse pour le bureau provisoire ».¹¹

Rosmer, de son côté, a écrit la veille à Trotsky. Sa lettre ne dit mot du bureau provisoire mais on y trouve un passage important :

« [...] Il y a quelque chose d'acquis dès maintenant : nous sommes vraiment un centre pour l'Opposition internationale. Non seulement les Belges augmentent régulièrement leur vente de *La Vérité*, mais nous sommes en liaison avec les groupes espagnols d'opposition du Luxembourg et de Belgique et aussi avec le *Militant* ».¹²

Un nouveau silence s'instaure entre les deux hommes, Trotsky attendant une réponse qui ne vient pas. Le 13 décembre, soit deux mois exactement

après son initiative et la rédaction du projet de lettre-circulaire, il écrit à nouveau à Rosmer au sujet du bureau provisoire. Sa lettre est une véritable plaidoirie pour tenter de le convaincre de la nécessité d'agir. Mais avant tout, il essaie de comprendre où se situent les résistances :

« La question qui m'inquiète le plus, c'est la stagnation avec le bureau international. N'y a-t-il pas quelque opposition, surtout de la part des camarades de *La Lutte [de Classes]* ? Ce serait assez regrettable étant donné la situation. La réaction contre la centralisation bureaucratique mène beaucoup d'éléments de l'opposition à la tendance menchevique dans le domaine de l'organisation. J'envisage le menchevisme comme il se présentait surtout avant la première Révolution (1905). Pour faire un pas en avant dans le domaine de l'organisation, on attendait toujours que la situation soit mûre, que les idées soient claires ; on ajournait sans fin ; on ne comprenait pas que la clarification et la cristallisation des idées politiques ne sont pas un processus indépendant et que le manque de netteté dans les relations d'organisation mène aussi à une confusion dans le domaine des idées ou freine au moins leur progrès.

La création d'un centre international, si modeste soit-il, est tout à fait urgente, pour la France, comme pour les autres pays. [...] Il est surtout nécessaire que *La Vérité* et l'opposition française qui se groupe autour d'elle apparaissent comme un détachement de l'Opposition internationale. C'est un moyen d'une importance incommensurable pour sortir de ce pullulement des groupes et des individus qui ne savent que faire et qui ne le sauront jamais. Pour les ouvriers combattifs, l'effet de notre organisation internationale serait un puissant attrait ». ¹³

Indiquant qu'un centre international serait très utile également pour attirer les groupes d'opposition de droite — alors que la droite russe a capitulé — et les militants désorientés, Trotsky écrit :

« [...] Il s'agit surtout de réveiller et d'affermir dans nos propres rangs le sentiment et l'idée de la responsabilité internationale qu'on remplace trop souvent par l'idée de l'autonomie nationale en alléguant la faiblesse, le manque de plate-forme, etc. Or Paz a aussi exigé que la plate-forme nette précède l'acte d'organisation, mais nous voyons maintenant que nous sommes déjà — grâce à *La Vérité* — beaucoup plus près d'une plate-forme sérieuse pour la France qu'on ne l'était à la veille du lancement de l'hebdomadaire. Dans tout cela, il y a, comme toujours, une relation dialectique entre l'action politique et l'organisation. La gauche de Zimmerwald était, de beaucoup, plus faible que nous quand elle s'est donné une organisation internationale. Nous sommes déjà en retard. Je suis presque sûr que la création du bureau international, même avec un simple bulletin pour le commencement, changera autant notre position pour cette étape que ne l'a fait la création de *La Vérité* pour la première étape ». ¹⁴

En conclusion, Trotsky, une fois de plus, insiste :

« J'attendrai avec impatience vos informations sur ce qui s'est fait dans ce domaine, sur les obstacles, etc. » ¹⁵

Cette fois, Rosmer répond.

Retard belge ou problèmes internes ?

Rosmer écrit en effet à Trotsky le 19 décembre 1929 pour lui expliquer les derniers développements de la crise belge. Et il en vient immédiatement aux conséquences, dont celle-ci qui intéresse Trotsky au plus haut point :

« Une conséquence indirecte, c'est que War van Overstraeten se replie plus que jamais sur Bruxelles [...] et ne veut plus entendre parler du bureau international provisoire ni signer l'appel que vous avez préparé. Et je n'ai guère d'espoir de le faire revenir sur sa décision. Au moins pour un temps, il va se murer dans Bruxelles ». ¹⁶

Il répond également au sujet des militants de *La Lutte de Classes* :

« Ne croyez pas qu'il ait là-dessus la moindre résistance du côté de *La Lutte*. Bien au contraire, Naville a approuvé tout de suite votre proposition. Ce qui nous a arrêtés, c'est d'abord la réponse belge qui s'est fait longtemps attendre et n'était pas encore définitive quand le conflit a surgi ; et c'est ensuite notre situation à nous, qui ne nous paraissait pas assez solide pour nous permettre de prendre une initiative de cette importance ». ¹⁷

Enfin, Rosmer fait cette proposition :

« En fait, il y a déjà, depuis que nous existons et surtout maintenant, un embryon d'organisation internationale de l'Opposition, du fait que tous les groupes, ou à peu près tous, nous écrivent et communiquent, par nous, les uns avec les autres, soit par le journal, soit par les relations directes que nous aidons à établir. Il pourrait donc suffire de consacrer, en la développant et en l'étendant, la situation de fait existant pour mettre sur pied le bureau international. Pour ce cas, l'appel pourrait être signé par *La Vérité* toute seule. Nous sommes sûrs que, maintenant, tous les groupes répondraient favorablement ». ¹⁸

Cette lettre appelle de nombreuses remarques et soulève plusieurs questions. La première remarque concerne le « retard belge » : Rosmer, en indiquant que la réponse belge s'est « [...] fait longtemps attendre et n'était pas encore définitive quand le conflit a surgi », ne fait que confirmer ce qu'il avait déjà écrit sur la lenteur des réponses de certains groupes. Pourtant, un élément conteste cette version. On lit en effet, dans une lettre de van Overstraeten à Trotsky, un passage qui contredit Rosmer :

« En indiquant certains obstacles à l'affermissement de la cohésion internationale, nous ne proposons nullement de nous contenter de prendre simplement acte des choses. Au contraire, nous avons pleinement souscrit, lorsque Rosmer nous a transmis la circulaire dont vous aviez conçu le projet il y a quelque temps. Il est vrai que depuis, son envoi semble avoir été retardé ». ¹⁹

La contradiction apparente entre ces deux versions est peut-être due à l'accord formel des Belges pour signer l'appel mais surtout à leur faible enthousiasme pour participer réellement à la mise sur pied du bureau, tâche qu'ils auraient jugée au-dessus de leurs moyens au moment même où un conflit s'annonçait entre les groupes de Bruxelles et de Charleroi. Dans ce cas, pourquoi Rosmer n'a-t-il pas immédiatement informé Trotsky de cette difficulté qui devient pratiquement insurmontable avec l'explosion de la crise dans l'opposition belge ? Car Trotsky, dans une lettre à van Overstraeten, attaque sur ce point :

« Vous reconnaissez la nécessité d'une liaison internationale. Mais vous le faites d'une manière à laquelle je ne puis souscrire. Vous alléguiez le manque de moyens matériels. Cela peut être interprété dans ce sens : qu'on ne laisse pour la liaison internationale que le reste des forces, des ressources employées pour les questions intérieures. [...] L'Opposition communiste ne peut avoir de succès sur le terrain national si elle

n'est pas internationale non seulement « par essence », mais par son activité elle-même. Et c'est la plus grande leçon qui découle de la récente crise de l'opposition belge ». ²⁰

Le silence de Rosmer a facilité la dérobade des Belges et du même coup impuissant Trotsky tant pour intervenir dans la crise interne de l'opposition belge que pour la création du bureau provisoire et le lancement de l'appel. Rosmer, après avoir invoqué le retard dû aux Belges, écrit :

« Et c'est ensuite notre situation à nous, qui ne nous paraissait pas assez solide pour nous permettre de prendre une initiative de cette importance. Mais en même temps, un travail préparatoire se faisait avec les résultats que vous connaissez. Il n'y a donc pas eu finalement de temps perdu. En tout cas, il n'y a pas parmi nous d'opposition de principe à surmonter sur ce point. C'est l'accord parfait ». ²¹

Là encore, nous sommes en droit de nous interroger sur le silence de Rosmer : son soutien à l'appel — c'est-à-dire l'appréciation que le groupe de *La Vérité*, aidé par d'autres, avait les moyens de créer le bureau provisoire — paraissait acquis d'emblée pour Trotsky. Sur quelle base Rosmer exprime-t-il ses doutes sur la solidité du groupe français et pourquoi n'en fait-il part à Trotsky qu'au travers de cette formule laconique, sans indiquer la nature des problèmes en cause ? Et pourquoi n'en a-t-il pas fait état plus tôt ? Son appréciation sur « l'absence de temps perdu » n'a qu'un seul sens : les deux mois écoulés depuis l'initiative de Trotsky ont été mis à profit pour étendre l'influence internationale de *La Vérité* mais sans doute également à tenter de souder le groupe et régler des problèmes internes latents — qu'il n'a pas dévoilés à Trotsky et semble considérer comme résolus.

A cette étape, l'essentiel aux yeux de Trotsky est la proposition de Rosmer et le 25 décembre, après avoir noté que Bruxelles « [...] aggrave son repli sur lui-même au lieu de s'en défaire [...] », il lui écrit :

« Il est très intéressant de constater que l'Opposition ne fait de progrès qu'en France et en Amérique, où elle s'est placée, dès le commencement, sur le terrain international ». ²²

Et il répond ainsi à la proposition de Rosmer :

« Votre proposition de lancer l'appel concernant le bureau international au nom de *La Vérité* seule me paraît excellente à tous points de vue. Faites-le le plus tôt possible. Dans ce cas votre appel devra naturellement être adressé à l'Opposition russe aussi, à l'adresse du *Bulletin* russe. La chose la plus importante est de ne pas oublier un groupe, même le moindre, pour faire une démonstration complète d'impartialité et de loyauté. Les petits groupes insignifiants se neutraliseront réciproquement... » ²³

Le 29 décembre, Marguerite Rosmer, qui a reçu une lettre de van Overstraeten écrit à Trotsky que la cassure est faite dans l'opposition belge et conclut :

« Cela retarde la constitution du bureau international ». ²⁴

Ignore-t-elle la proposition d'Alfred, dans sa lettre du 19 décembre ? Cherche-t-elle un alibi désormais inutile pour justifier le retard pris ? Nous l'ignorons. Mais cette « petite phrase » irrite Trotsky et le ton change dans sa lettre de réponse :

« Avec le bureau international, je suis tout à fait perplexe. Pas de nouvelles. La dernière proposition (laisser l'initiative à *La Vérité* toute seule) fut acceptée. Mais ce qui manque c'est l'action. On m'écrit qu'il n'y a pas d'obstacle intérieur ; en même temps on ne fait pas le pas tout à fait nécessaire. Je n'y comprends rien. Dans beaucoup de questions, je suis obligé d'entreprendre des actions en mon nom personnel, au détriment de la chose elle-même, par exemple dans le cas de Blumkine. Dites-moi donc, s'il vous plaît, où est l'obstacle ». ²⁵

La coupe n'est alors pas loin d'être pleine. Elle l'est assurément à la réception d'une lettre de Marguerite Rosmer — alors qu'Alfred est silencieux — en date du 14 janvier dans laquelle Trotsky trouve le *post-scriptum* suivant :

« Alfred et moi vous écrivons dans quelques jours sur le « Bureau international » ». ²⁶

La « colère rentrée » de Trotsky

Le 21 janvier 1930, Trotsky répond à Marguerite Rosmer par un véritable réquisitoire :

« Votre dernière du 14/1 aggrave mes inquiétudes. Vous me promettez, pas pour la première fois — hélas — qu'on va m'écrire dans « quelques jours » sur le B[ureau] I[nternational]. La chose traîne depuis l'été, malgré la décision faite et même signée à Prinkipo. Pendant des mois c'était V[an] O[verstraeten] qui sabotait l'affaire. Et depuis ? J'ai envoyé un projet de circulaire, il y a au moins deux mois. On a proposé de remettre toute l'initiative à *La Vérité*. J'ai consenti tout de suite. Tout le monde attend l'initiative promise. Et maintenant, on me propose d'attendre quelques jours pour avoir une lettre « sur » le B[ureau] I[nternational]. Or, j'ai déjà écrit une quinzaine de lettres dans tous les pays avec le même refrain : « *La Vérité* a pris l'initiative, attendez un peu... ». Hier, j'ai expédié 4-5 lettres avec la même phrase : « Je n'y suis pour rien, je ne connais même pas les raisons du retard inadmissible ». On a perdu du temps et dans la politique cela signifie qu'on perde la bataille. Et la pire chose : on ne dit jamais rien de précis. J'attendrai naturellement la lettre promise. Mais j'espère bien y trouver la réponse définitive ». ²⁷

Mais il n'en reste pas là, et se plaint de la décision de Marguerite Rosmer de publier la série d'articles sur la « troisième période » en brochure :

« [La série] est écrite pour *La Vérité* et non pour une brochure (la brochure pourrait être publiée (ou non) après la publication de la série). Qu'on m'explique les raisons pour lesquelles *La V[érité]* n'en veut pas. (D'ailleurs on me doit encore une explication pour le renvoi de mon article contre Monatte à *La Lutte [de Classes]*). [...] Le temps ne me manque jamais quand il s'agit de *La V[érité]*. Et, dans ce cas, il s'agit d'une question décisive. La question est brûlante. Les chiffres sont déjà en retard. On a créé l'hebdomadaire précisément pour ne pas être en retard, du moins dans les questions les plus importantes. Pour vous dire nettement : je crois qu'il y a d'autres raisons (comme il y en a dans la question du B[ureau] I[nternational]). Qu'on me le dise. Je suis tout à fait prêt de les discuter amicalement ». ²⁸

Et Trotsky avance ses propres interprétations des problèmes :

« On veut peut-être libérer *La Vérité* des articles « doctrinaux ». Il y a une tendance pareille autour de *La V[érité]*. Mais cela signifierait tuer *La V[érité]*. *La Lutte [de Classes]* peut et doit compléter *La V[érité]*, mais pas la remplacer dans son travail

d'éducation *doctrinale*. [...] Il y a aussi une autre explication : c'est la préoccupation de « l'indépendance » de la part de Naville ». 29

Critiquant vivement la conception « [...] négative et assez « nationale » de l'indépendance » qu'il attribue à Naville, il conclut ainsi :

« C'est un grand danger surtout si, au lieu d'éduquer Naville lui-même, on le laisse « éduquer » les autres. Il est trop intellectuel et trop fraîchement venu de l'école surréaliste et puis souverainiste ». 30

Les griefs de Trotsky ne s'arrêtent pas là. Il y a encore un reproche quant au problème syndical :

« [Le] *Monattisme* est pour cette période le plus grand danger. C'est lui qui aide Monmousseau à garder les chancelants avec lui et c'est lui aussi qui pousse les désespérés vers Jouhaux. C'est dans cette question que *La Vérité* devrait opérer avec le rasoir dans la main. Malheureusement c'est pas *[sic]* le cas... » 31

Concluant sa lettre, il précise qu'il l'a écrite « [...] pour éliminer les malentendus qui commencent à s'accumuler ». Mais il ne l'envoie finalement pas et en rédige une autre, le lendemain, où il indique seulement qu'il a écrit aux autres groupes de s'adresser à *La Vérité* en ce qui concerne le bureau international et où il parle de « l'intellectualisme » de Naville, « [...] qu'il ne peut pas ne pas mentionner car c'est un grand danger » 32.

Côté Rosmer, c'est toujours le silence. Le 28 janvier 1930, Trotsky fait encore allusion au bureau international à propos de l'information, donnée par Landau et Well, de la préparation de la scission du Leninbund par Urbahns. Il pense en effet que la question du bureau « [...] a beaucoup contribué à ce résultat » et espère que *La Vérité* « [...] dira un mot sévère contre Urbahns au nom de la rédaction ». 33 Le 13 février, Rosmer rompt le silence :

« Je vous écrirai plus longuement demain, notamment au sujet de votre lettre concernant le B[ureau] I[nternational] de l'Opposition [...] ». 34

Point de lettre le lendemain, mais une semaine plus tard, Rosmer écrit :

« Cette semaine, j'ai été surchargé de travail et n'ai pu vous raconter la discussion qui a suivi votre lettre concernant notre B[ureau] I[nternational]. Il y avait des résistances mais comme vous l'avez pu voir par *La Vérité* de cette semaine, l'affaire est en route ». 35

« L'affaire » est naturellement le lancement de l'appel dans les colonnes de *La Vérité* du 21 février 1930, sous le titre « Pour une liaison de l'Opposition internationale » 36. Il s'est, une nouvelle fois, écoulé deux mois entre la proposition de Rosmer de faire lancer par *La Vérité* seule l'appel et le lancement effectif — et donc quatre mois depuis le projet de Trotsky de lettre-circulaire le 13 octobre 1929. Mais, en réalité, il s'est écoulé encore bien davantage de temps. La constitution du bureau international — plus prosaïquement l'appel à son constitution — se place dans le cadre des initiatives discutées à Prinkipo à l'été 1929, qui n'étaient elles-mêmes que des débuts d'application timides des orientations de Trotsky définies dans son article « Les tâches de l'Opposition » de... mars 1929, soit un mois seulement après son arrivée en Turquie. Le retard est donc considérable.

Rosmer se contente d'évoquer des « résistances » et semble considérer que le lancement de l'appel a réglé les problèmes et vaincu définitivement les obstacles. Trotsky ayant gardé ses griefs pour lui et Rosmer ayant toujours observé le silence — ne levant un coin de voile qu'en de rares occasions et de façon laconique — la crise larvée entre Trotsky et Rosmer pourrait à cette étape passer inaperçue, comme un épiphénomène dans une lutte politique de cette envergure. La crise éclatera pourtant — en juin 1930 37. Il est de toute façon nécessaire de tenter d'élucider les problèmes en cause, de tenter d'expliquer ce que cache le silence de Rosmer.

Il existe plusieurs éléments de crise entre Trotsky et Rosmer : ils ont comme point commun d'être liés à la vie interne du groupe de *La Vérité*. Le manque d'homogénéité du groupe, les différences entre militants venus d'horizons divers et les « incompatibilités d'humeurs » vont déboucher, à l'instigation de Raymond Molinier, sur une clique contre Pierre Naville pour l'évincer de ses responsabilités aux côtés de Rosmer. La question syndicale fait l'objet d'un désaccord latent de la part de Rosmer face aux positions de Trotsky et provoque des remous dans le groupe. Enfin, les renvois d'articles de Trotsky de *La Vérité* à *La Lutte de Classes* complètent le tableau des éléments de crise. Les aspects personnels et politiques se conjuguent dans l'affaire du bureau international, ce qui explique sans doute la difficulté pour Rosmer de s'ouvrir de ces problèmes auprès de Trotsky et la difficulté pour ce dernier de comprendre réellement ce qui se passe.

La « fraction » contre Rosmer-Naville

Les difficultés propres au groupe de *La Vérité* remontent à la période de sa préparation et de son lancement, mené à bien sans Raymond Molinier alors en pleine crise morale après son incorporation forcée faisant suite à son insoumission. On trouve dans la correspondance entre Trotsky et Rosmer de petits indices d'une sorte de « guerre » larvée entre petits groupes et individualités dès le retour au travail militant de Molinier. Ainsi, le 10 septembre 1929, Rosmer écrit à Trotsky :

« Du côté Naville-Gérard [Rosenthal] on est très bien, très actif, très dévoué, on accepte toutes les besognes [...]. Mais entre eux et le groupe Mol[inier], ça ne va pas. On se regarde d'un mauvais œil. Vous vous souvenez peut-être que, peu avant l'arrivée de Naville, vous avez reçu un N° de la *Revue Surréaliste*. C'était une manière détournée de vous le présenter. Je suis tout à fait sûr maintenant que l'expéditeur était Raymond ou l'un des siens ». 38

Rosmer ajoute :

« Du côté Mol[inier] on est très gentil mais on n'est pas très capable politiquement. Ce qu'a fait R[aymond] est extrêmement significatif ». 39

Il fait ici allusion à l'insoumission puis à la folie simulée par Molinier pour être dispensé du service militaire, ce que Trotsky condamne avec vigueur — c'est d'ailleurs le seul point concernant Molinier sur lequel Trotsky et Rosmer soient en accord. En ce qui concerne les questions politiques, Trotsky a été très favorablement impressionné par les qualités — le dynamisme et les

capacités d'organisation — de Molinier, lors de son séjour à Prinkipo en avril et mai 1929. Le désaccord sur ce point est total.

La première escarmouche sérieuse se produit en octobre 1929. L'écrivain roumain d'expression française, Panaït Istrati, ami de Rakovsky, de retour à Paris après un séjour en U.R.S.S. d'octobre 1927 à février 1929 qui l'a profondément meurtri, écrit un article intitulé « L'affaire Roussakov » dans la *Nouvelle Revue Française* du 1^{er} octobre où il raconte les persécutions dont était victime la belle-famille de l'opposant de gauche Victor Serge. Trotsky demande alors à la rédaction de *La Vérité*, qui était en contact avec l'écrivain, de se dégager de ce qu'il appelle le « [...] pas tout à fait extravagant »⁴⁰ d'Istrati, c'est-à-dire les formules jugées anti-communistes par Marguerite Rosmer, et la publication de cet article dans la presse bourgeoise au lieu de s'adresser aux ouvriers communistes dans les journaux de l'opposition. Naville écrit l'article de réponse, « Panaït Istrati et l'affaire Roussakov », publié dans *La Vérité* du 11 octobre. Le lendemain, Molinier écrit à Sedov :

« J'ai peu goûté l'article de Naville sur le libéral Panaït Istrati et vous ai fait envoyer son article de la *N.R.F.* ».⁴¹

C'est à Ljova que Molinier écrit cela car il est sûr qu'il partage son opinion et une complicité certaine s'établit entre eux sur ce point. En revanche, Trotsky n'a aucune prévention à l'égard de Naville, bien qu'il y ait déjà eu des désaccords politiques entre eux. C'est naturellement la politique qui lui sert d'instrument d'appréciation comme dans cette lettre à Rosmer :

« On fut un peu étonné ici du fait que le leader du numéro 5 de *La Vérité* ait été consacré à Istrati. Cela reflète trop le milieu journalistique intellectuel. Une note de cinquante lignes en page 5 eût été beaucoup mieux à sa place. Du point de vue journalistique, l'article est bien écrit, mais l'appréciation de l'attitude d'Istrati, comme celle de *L'Humanité*, de l'autre côté, n'est pas claire, précise, vigoureuse comme elle aurait dû l'être. [...] Istrati va à la presse bourgeoise pour l'informer sur les crimes de ce mauvais gouvernement de Moscou et il en tire des conclusions qui sont entièrement contraires aux nôtres. Il aurait fallu le dire d'une manière brutale, farouche. [...] C'est pourquoi je pense que l'on ne pouvait se borner à une riposte purement littéraire. Je pense qu'on pourrait revenir sur cette question, mais à la condition d'y mettre Istrati vraiment à sa place ».⁴²

La remarque introductive de Trotsky — « On fut un peu étonné ici [...] » — s'applique naturellement à son entourage. Il n'est donc pas exclu que Ljova, sur la base de la lettre de Molinier, ait tenté d'influencer son père. Mais il faut relever que l'attaque contre le « milieu journalistique intellectuel » est en fait dirigée contre Rosmer qui a fait paraître l'article en première page, et non contre l'auteur de l'article, dont Trotsky a apprécié le style. De même, les critiques quant au fond s'adressent tout autant à Naville qu'à Rosmer. Ce n'est qu'un premier incident, sans conséquence réelle sur l'instant.

Début décembre, Trotsky, qui croit déceler une résistance de Naville et Rosenthal au projet de bureau international, signale à Rosmer qu'il a écrit une lettre à Naville, où il « [...] insiste avec obstination sur quelques points pour éviter les dangers de malentendus qui peuvent s'installer invisiblement ».⁴³ Rosmer les défend, en indiquant qu'au contraire Naville a approuvé tout de suite la proposition et rapporte ainsi sa réaction :

« Naville a été très touché par votre dernière lettre. « Pourquoi me rappeler, disait-il, que je suis un intellectuel ? Cela rend la discussion difficile car je ne puis accepter ce rappel comme un argument valable et toute discussion devient impossible ».⁴⁴

Et Rosmer, une nouvelle fois, défend Naville et Rosenthal :

« Je dois dire que Gérard et lui ne se contentent pas de nous donner des articles, mais participent très activement au travail pratique. Surtout Naville, qui a davantage de temps. Ils distribuent des tracts, vendent le journal et se font même à l'occasion emmener au poste de police, comme l'autre jour Gérard. Ils sont tout à fait dévoués au journal ».⁴⁵

Trotsky revient sur ces divergences avec Naville dans une nouvelle lettre à Rosmer où il s'explique :

« J'avais pendant quelques semaines une inquiétude sérieuse concernant le caractère un peu trop intellectuel et littéraire de *La Vérité* (l'article contre Istrati, etc.). D'un autre côté, j'avais été bien étonné par l'opinion de Naville qu'une déclaration ouverte et formelle de solidarité avec le parti devant les tribunaux de la bourgeoisie ne serait qu'un bluff. Bluff ?? Pourquoi, dans quel sens ? Cette formule m'est apparue dictée par un manque d'attention ou de pénétration dans la mentalité de la masse ouvrière. Je caractérise cela comme un péché typiquement « intellectuel » ; c'est une caractéristique sociale ou une abréviation d'arguments plus étendus ».⁴⁶

Mais il s'empresse d'ajouter :

« Vraiment, il n'y avait et il n'y aura dans cela aucune note personnelle, surtout pour Naville... ».⁴⁷

S'il est difficile de mettre la parole de Trotsky en doute, il est en revanche possible que Ljova ait contribué à accentuer l'impression *politique* de Naville auprès de son père afin d'exacerber l'hostilité à son « intellectualisme ». Dans le dos de Trotsky, Molinier manœuvre, comme en témoigne sa lettre à Ljova du 9 janvier 1930 :

« Ce soir, réunion de notre fraction et décision de débarquer Naville et de régler la seconde étape prévue. On ne peut plus piétiner.

Rosmer d'après Gourget (qui est toujours le même et sur lequel je n'ai qu'une illusion, celle de l'utiliser pour la Ligue tel que le *temps nécessaire*), Rosmer est très mécontent contre Gourget *de son lâchage de N[aville]* et s'enfonce dans les mêmes ténèbres. Dans la situation présente, il ne faut pas s'emballer mais prendre fermement toutes ses responsabilités. C'est ce que je tente de coordonner et de faire, on vous enverra le P[rocès] V[erbal] de Dimanche ».⁴⁸

Le travail fractionnel de la clique autour de Molinier est indiscutable, l'affaire tournant à une sorte de « conspiration » contre Naville dont l'enjeu est une prise de position de Trotsky. De fait, ce dernier va prendre position, *politiquement* contre Naville (notamment dans la « lettre réquisitoire » qu'il n'enverra finalement pas à Marguerite Rosmer).

Molinier a pris de l'assurance avec cette prise de position de Trotsky et la tension croissante dans le groupe de *La Vérité* se cristallise entre deux « groupes », deux pôles : celui de Molinier et celui de Rosmer.

La question syndicale

L'ouverture d'une tribune de discussion de la question syndicale semble être une étape normale et nécessaire du développement de *La Vérité*. Pourtant, les problèmes sont sérieux et se sont posés dès le lancement de l'hebdomadaire. C'est Trotsky qui a volontairement lancé cette discussion, sentant nettement la faiblesse du groupe de *La Vérité* et les dangers auxquels il s'exposait. Le véritable tournant, le début d'une divergence latente se situe fin octobre 1929, lorsque Rosmer, qui reçoit l'article de Trotsky « Les fautes fondamentales du syndicalisme », décide de ne pas le publier dans *La Vérité* et de le faire paraître dans *La Lutte de Classes*. Dans cet article, Trotsky polémique très durement contre Monatte : il dénonce les deux principes sacrés et vides de sens de « l'autonomie du syndicalisme » et de « l'unité syndicale » que Monatte et autres ont fétichisés, condamne la tentative de ressusciter le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre mais aussi d'avant le communisme, et souligne le caractère et « [...] le rôle purement réactionnaire » des syndicalistes qui « [...] serinent aux ouvriers opprimés par le pouvoir bourgeois leurs avertissements quant aux dangers d'un Etat du prolétariat »⁴⁹. Pour Trotsky, ainsi qu'il l'écrit à Rosmer, cet article « [...] est un complément nécessaire de mes thèses ».

La ligne de fracture entre Trotsky et Rosmer se situe sur l'attitude à adopter envers les minorités syndicales et les exclus du parti. Trotsky affirme :

« Les accusations contre *La Vérité* de faire trop de polémique ou des polémiques trop acerbes contre les exclus, ces accusations reflètent très bien l'esprit de stagnation dans l'opposition et ne peuvent que servir cet esprit. Une petite minorité comme nous ne peut gagner de l'influence qu'en démontrant implacablement qu'elle a des idées bien nettes, bien définies et qu'elle est prête à les défendre contre n'importe qui, sans aucun ménagement ».⁵⁰

La position de Rosmer, bien qu'apparemment en accord sur le fond, est sensiblement différente :

« Vos thèses sur la question syndicale ont eu ici l'effet d'une bombe. On n'est plus accoutumé à ce langage et du côté des syndicalistes sympathisants on les a trouvées brutales et injustes. Notre Charbit n'a pas été le moins touché. [...] Tout est beaucoup plus clair maintenant mais, en ce qui nous concerne, nous souffrons des conséquences d'un faux départ. Nous avons cru pouvoir partir avec Marzet et Charbit, ce qui avait sa signification, puisque cela représentait l'aile communiste de la *Révolution prolétarienne*. Et pour moi personnellement cela me permettait de garder le contact avec les camarades avec qui j'étais habitué à travailler. Nous aurons sûrement des compensations ; des camarades qui hésitaient à venir à nous à cause de notre « syndicalisme » viendront ; seulement on ne les connaît pas et on n'a pas encore beaucoup de moyens de les repérer ; il faut attendre le plus souvent qu'ils se mettent en mouvement d'eux-mêmes ».⁵¹

En revanche, il est plus aisé de contacter les éléments syndicalistes minoritaires de la C.G.T.U. Et c'est à ce titre que Rosmer s'inquiète des conséquences d'une éventuelle cassure complète avec la minorité :

« [...] La minorité est encore quelque chose d'assez informe, mais quand elle prendra forme ce sera contre le communisme. [...] Seulement, elle ne pourra pas

entraîner tout le monde et je pense que la juste tactique, pour nous, c'est de tâcher de sauver tous les mécontents susceptibles de l'être ».⁵²

Trotsky, sentant les appréhensions de Rosmer, insiste sur le danger que représente Monatte :

« J'apprends que mon article contre Monatte va paraître dans *La Lutte [de Classes]*. A vrai dire, j'aurais préféré pour cet article *La Vérité*. Pour le moment, la réaction syndicaliste, voilà l'ennemie. S'il n'y avait pas Monatte, Monmousseau devrait l'inventer. C'est nous qui en payons les frais en tant que nous permettons de nous rapprocher de cette opposition rétrograde. Un ménagement envers ce groupe se tournerait tout à fait contre nous ».⁵³

Le problème en cause est celui des relations avec les militants de la base du P.C. : pour Trotsky, le grand danger c'est que *La Vérité*, dirigée par Rosmer qui a longtemps collaboré à *La Révolution prolétarienne* — à la différence de Molinier, récemment exclu du P.C. où il a encore des contacts et organise un travail interne⁵⁴ —, puisse être assimilée aux diverses variétés de « syndicalistes purs » qui tournent, les uns après les autres, à l'anti-communisme et sont dénoncés comme tels par la direction du P.C. Le « ménagement » à l'égard de Monatte et des « syndicalistes purs » n'est-il pas un sous-produit de la difficulté à « mordre » sur la base du parti ? Trotsky y voit en tout cas une tentative de repli frileux de la part des opposants de gauche fatigués, sur des « minoritaires » qui considèrent que le redressement de l'I.C. et des P.C. est impossible et souhaitent se cantonner dans l'idée erronée de « l'autonomie du syndicalisme ».

L'évolution de Monatte donne absolument raison à l'analyse de Trotsky : le numéro 95 de *La Révolution prolétarienne*, en janvier 1930, marque un tournant décisif. La revue ne porte plus la mention « revue syndicaliste communiste » mais celle de « syndicaliste révolutionnaire ». Fernand Loriot, dans un article intitulé « La faillite de l'Internationale communiste et l'indépendance du mouvement syndical », écrit que l'indépendance syndicale est « [...] la garantie la plus sûre d'une solution prolétarienne des problèmes de la Révolution » puisque l'I.C. n'a plus de « conscience révolutionnaire ». Monatte, revenant sur la fondation de *La Vérité*, se montre définitivement hostile :

« Nous nous bornerons à constater qu'on coiffe de Constantinople l'opposition de parti d'une direction comme on en coiffe de Moscou les partis communistes. La méthode est pareille. Les résultats aussi ».⁵⁵

Rosmer et *La Vérité* suivent de près, au cours des mois de décembre 1929 à février 1930, l'évolution de la Fédération de l'Enseignement, dont les dirigeants rejettent la ligne de la direction de la C.G.T.U. mais aussi les positions des deux minorités. Sans que Rosmer en informe jamais Trotsky, *La Vérité*, qui consacre de nombreux articles d'information aux développements de la lutte entre cette fédération et le bureau confédéral de la C.G.T.U., tente de rapprocher ces nouveaux minoritaires de ses positions. Avec succès. En mars, les dirigeants de la fédération sont exclus du parti bien qu'ils refusent de céder aux positions anti-communistes des autres minorités. Le véritable grief de la direction du P.C. est leur rapprochement avec l'Opposition de gauche.

En effet, le 9 mars, Rosmer rencontre le secrétaire de la fédération depuis 1925, l'instituteur Maurice Dommanget. Ils décident ensemble de la création d'une nouvelle opposition au sein de la C.G.T.U., l'*Opposition Unitaire*, dont la Fédération de l'Enseignement constituerait le premier jalon. Cette nouvelle opposition est créée lors d'une conférence tenue en avril 1930.

La création de cette opposition syndicale, et plus particulièrement les conditions de « clandestinité » vis-à-vis de Trotsky, révèlent incontestablement la profondeur des divergences sur la question syndicale.

Rosmer a-t-il attendu pour informer Trotsky la réalisation effective d'un accord avec Dommanget dont il n'était pas assuré ? Ou bien, sachant par avance le désaccord de Trotsky sur les considérants politiques qui ont inspiré la constitution de cette opposition unitaire, a-t-il préféré le mettre devant le fait accompli ? ⁵⁶ Le résultat est le même : la question syndicale va constituer l'un des facteurs de la rupture Trotsky/Rosmer et un facteur de crise dans la jeune Ligue communiste (Opposition) constituée en avril 1930.

Molinier, dans une lettre à Sedov, dresse un bilan de la question syndicale en forme de réquisitoire contre Rosmer — bien qu'il se défende d'une « critique de personne » et parle d'une « [...] critique sur la forme d'activité de notre groupe » — :

« Pour les questions syndicales, nous portons de lourdes responsabilités dans la situation actuelle. Quand on pense que tout le travail syndical s'est fait par petites conversations de couloirs et qu'il n'y a eu aucune commission syndicale au groupe... [...] Huit mois d'existence sans coordination de nos efforts dans les syndicats avec un seul document : la thèse de [Léon] T[rotsky] ! » ⁵⁷

La question syndicale a donc été un élément de crise au sein du groupe de *La Vérité* en même temps qu'un élément de conflit larvé puis ouvert entre Trotsky et Rosmer. ⁵⁸ Elle est un élément de crise latente entre les groupes Molinier et Naville-Rosenthal. La fondation de la Ligue communiste (Opposition), en avril 1930, va sanctionner les rapports de force provisoires entre ces deux pôles : Rosmer, lors de l'élection de la commission exécutive, fait éliminer Molinier alors que Naville et Rosenthal en sont membres. C'est l'aboutissement de ces mois de lutte sourde. L'aboutissement provisoire seulement, Trotsky n'ayant pas soutenu Rosmer dans cette affaire, et la rupture entre les deux hommes ne tardant pas à intervenir.

Rosmer, qui ne parvient pas à concilier son travail pour *La Vérité* et les nouvelles tâches internationales confiées par Trotsky, pris dans les feux croisés des problèmes de personnes et des problèmes politiques au sein du groupe français, en désaccord sur la question syndicale avec Trotsky et hésitant sur les problèmes de centralisation de l'Opposition internationale, paie de sa personne physique — il est en mauvaise santé — et paie aussi politiquement les résultats conjugués de tous ces éléments de crise : l'appel lancé par *La Vérité* du 21 février 1930 est déjà en retard eu égard au développement de l'Opposition internationale. Le véritable tournant vers une organisation internationale de l'Opposition de gauche va se jouer en dehors du réseau de contacts de Rosmer : en Allemagne, avec les pas en avant vers l'unification de l'opposition et grâce à la venue en Europe puis auprès de Trotsky à Prinkipo, de Max Shachtman, l'un des principaux dirigeants de l'Opposition américaine.

NOTES

1. Cf. chapitre IV, pp. 61-62.
2. Lettre de Trotsky à A. Rosmer, 13 octobre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 73-74.
3. Trotsky : « Projet de lettre-circulaire », lettre à Rosmer, 13 octobre 1929, A.H. 9840.
4. *Ibidem.*
5. *Ibidem.*
6. *Ibidem.*
7. Lettre de Trotsky à Rosmer, 20 octobre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 75-78.
8. Lettre de Trotsky à Rosmer, 24 octobre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 78-81.
9. Lettre de Rosmer à Trotsky, 29 octobre 1929, A.H. 4386.
10. Lettre de Marguerite Rosmer à Trotsky, 12 novembre 1929, A.H. 4466.
11. Lettre de Trotsky à A. Rosmer, 18 novembre 1929, A.H. 9845.
12. Lettre de Rosmer à Trotsky, 17 novembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 81-84.
13. Lettre de Trotsky à Rosmer, 13 décembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 96-99.
14. *Ibidem.*
15. *Ibidem.*
16. Lettre d'A. Rosmer à Trotsky, 19 décembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 99-101.
17. *Ibidem.*
18. *Ibidem.*
19. Lettre de van Overstraeten à Trotsky, 15 janvier 1930, A.H. 5669.
20. Lettre de Trotsky à van Overstraeten, 26 janvier 1930, A.H. 10709.
21. Lettre d'A. Rosmer à Trotsky, 19 décembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, p. 100.
22. Lettre de Trotsky à Rosmer, 25 décembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 105-106.
23. *Ibidem.*
24. Lettre de Marguerite Rosmer à Trotsky, 29 décembre 1929, A.H. 4467.
25. Lettre de Trotsky à Marguerite Rosmer, 8 janvier 1930, A.H. 9916.
26. Lettre de Marguerite Rosmer à Trotsky, 14 janvier 1930, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 118-119.
27. Lettre de Trotsky à Marguerite Rosmer, 21 janvier 1930, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 120-122.
28. *Ibidem.*
29. *Ibidem.*
30. *Ibidem.*
31. *Ibidem.*
32. Lettre de Trotsky à Marguerite Rosmer, 22 janvier 1930, A.H. 9919.
33. Lettre de Trotsky aux Rosmer, 28 janvier 1930, A.H. 9855.
34. Lettre d'A. Rosmer à Trotsky, 13 février 1930, A.H. 4399.
35. Lettre d'A. Rosmer à Trotsky, 21 février 1930, A.H. 4400.
36. *La Vérité* a été devancée, en ce qui concerne l'appel pour une liaison internationale de l'Opposition, par le *Militant* qui publie le 15 février un article de Martin Abern intitulé : « Pour une Conférence internationale de la Gauche — la nécessité d'organiser l'Opposition internationale ».
37. Sur la rupture Trotsky/Rosmer, voir l'article de Gérard Roche : « La rupture de 1930 entre Trotsky et Rosmer : « Affaire Molinier » ou divergences politiques ? » in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 9, janvier 1982, pp. 9-20.
38. Lettre d'A. Rosmer à Trotsky, 10 septembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 59-62. Comme l'écrit P. Broué (p. 62, note 1), « on trouve dans la correspondance Léon Sedov-Molinier à Harvard confirmation de l'hypothèse formulée ici par Rosmer ; la revue provenait de Raymond Molinier ». Par ailleurs, le « groupe Molinier » comprenait vraisemblablement : Raymond et Henri Molinier, Jeanne Martin et Pierre Frank.
39. *Ibidem.*
40. Lettre de Trotsky à Rosmer, 11 octobre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 70-73.

41. Lettre de R. Molinier à Léon Sedov, 12 octobre 1929, A.H. 12793.
42. Lettre de Trotsky à Rosmer, 20 octobre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 75-78.
43. Lettre de Trotsky à Rosmer, 8 décembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 91-94.
44. Lettre de Rosmer à Trotsky, 19 décembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 99-101.
45. *Ibidem.*
46. Lettre de Trotsky à Rosmer, 25 décembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 105-106.
47. *Ibidem.*
48. Lettre de R. Molinier à L. Sedov, 9 janvier 1930, A.H. 12802.
49. Trotsky : « Les fautes fondamentales du syndicalisme — pour servir de discussion avec Monatte et avec les syndicalistes purs en général », 21 octobre 1929, in *La Vérité* du 28 novembre 1930 et P. Broué, *Le Mouvement communiste en France, op. cit.*, pp. 355-362.
50. Lettre de Trotsky à Rosmer, 8 décembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 91-94.
51. Lettre de Rosmer à Trotsky, 17 novembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 81-84.
52. Lettre de Rosmer à Trotsky, 21 décembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 101-103.
53. Lettre de Trotsky à Rosmer, 24 décembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 103-105.
54. Les lettres de Raymond Molinier à Trotsky donnent des indications quant au travail d'une commission composée de membres du parti et de militants récemment exclus. C'est essentiellement Molinier, exclu de fraîche date — décembre 1929 — qui suit ce travail et en informe Trotsky.
55. Monatte : « Notre plan de travail pour 1930 », avec le sous-titre « La fondation de *La Vérité* », in *La Révolution prolétarienne*, n° 95, 1^{er} janvier 1930, pp. 1-3.
56. Pour Trotsky, cette tendance syndicale ne pouvait que devenir une formation de type politique « centriste », créant la confusion au lieu de permettre à l'Opposition de se démarquer nettement des « syndicalistes de tous bords ».
57. Lettre de R. Molinier à Sedov, 7 avril 1930, A.H. 12810.
58. Sedov, dans une lettre à son camarade Bauer, le 29 septembre 1931 (A.H. 12098) résume ainsi les problèmes internes du groupe de *La Vérité* en 1929-1930 : « [...] Vous connaissez l'histoire de la Ligue [communiste] et les questions litigieuses durant ces deux années. Tendance mi-syndicaliste de *La Vérité* et de Rosmer au début de *La Vérité* (bloc avec Charbit et d'autres monattistes) ; question des rapports de la Ligue avec le parti (Rosmer et Naville ont une tendance nette à se former en un cercle littéraire impuissant, en s'opposant en même temps au parti officiel comme un... « deuxième parti ») ; toute la mentalité Rosmer-navilliste, sectaire, passive, non-révolutionnaire ; question de l'organisation internationale ; tendance à « l'indépendance nationale » à l'Urbahns [...] ; question de l'Opposition unitaire, où Gourget et les autres ont voulu soumettre le parti à l'Opposition unitaire en se refusant à tout travail indépendant dans cette fraction politique, non organisation syndicale ».

CHAPITRE XII

ÉLÉMENTS DE PROGRESSION

Le 21 février 1930, *La Vérité* lance un appel intitulé « Pour une liaison internationale de l'Opposition » :

« A maintes reprises, [...] la même pensée s'est trouvée formulée : « Il faut une liaison internationale pour les groupes d'opposition » disaient nos camarades belges et américains, espagnols et chinois ... Et dans des lettres particulières on ajoutait : « C'est vous qui êtes le mieux placés pour le faire ». Jusqu'ici, malgré des insurances réitérées, nous avons hésité à entreprendre ce travail [...]. Il est facile de parler de « conférence internationale » : autre chose est de le faire. Un fait vient de nous décider à répondre aux appels qui nous ont été adressés. Nous avons appris que la direction du Leninbund prépare l'exclusion des membres de l'organisation qui critiquent la politique d'Urbahns [...] ».

La Vérité, qui ouvre la perspective de l'édition d'un bulletin d'information et de la préparation d'une conférence internationale des groupes se réclamant de l'Opposition de gauche, en appelle à la constitution d'un bureau ou secrétariat international — chargé de préparer le bulletin et la conférence.

Vers une liaison internationale

Aux Etats-Unis, l'opposant Martin Abern, dans *The Militant* du 15 février, écrit :

« L'Opposition de gauche a atteint le moment et la possibilité où il est nécessaire d'élaborer une plate-forme politique internationale, devant servir de guide à l'opposition dans tous les pays ».

Affirmant la nécessité d'une conférence et d'un organe de l'Opposition internationale, il propose l'élection d'un comité exécutif lors de la conférence et conclut :

« Les camarades européens, particulièrement en France, Allemagne, Italie, Belgique, Hollande et en Autriche, devraient prendre l'initiative de constituer un comité d'action pour poser les bases d'une telle conférence internationale ».

Cette prise de position du *Militant* est un point d'appui important. L'arrivée à Paris, le 29 février, du dirigeant américain de l'opposition, Max Shachtman, lui donne toute sa signification. Après être resté quelques jours à Paris, où il a rencontré les Rosmer et Naville, il se rend auprès de Trotsky, où il « [...] est attendu amicalement par toute la cellule de Prinkipo ». ¹ Le 7 mars, Rosmer écrit à Trotsky :

« Sa visite imprévue [2] doit vous faire grand plaisir. Nous aussi, nous avons été bien contents de le voir ; c'est bien un de nos camarades d'Amérique, tels que nous pouvions les imaginer d'après la lecture du *Militant* ». ³

La Vérité du 7 mars annonce, suite à son appel du 21 février, qu'elle a obtenu les réponses favorables de la Communist League of America, de l'Opposition de gauche russe, de l'Opposition de Wedding et du Palatinat (Allemagne) et d'un des groupes de l'Opposition tchécoslovaque (groupe Lenorovič). Le secrétariat, provisoire jusqu'à la conférence et qui aura pour siège le local de *La Vérité* à Paris, ne sera chargé que de questions purement techniques. *La Vérité* interroge les groupes d'opposition sur les méthodes pour unifier l'Opposition internationale, aboutir à une plate-forme unique, réclame des contributions, des projets de résolution, pour qu'ils soient publiés dans le *Bulletin d'information*, et affirme :

« Nous pensons que sur cette voie on pourra aboutir à la création d'une organisation internationale véritablement homogène et qui représente exactement la pensée collective de l'Opposition internationale. [...] Après une large discussion et la mise au point progressive des idées, et de la forme d'organisation, nous arriverons à réaliser une conférence qui saura créer les bases incontestables de l'unité de l'Opposition. [...] Il ne faut pas brusquer mécaniquement les choses, il faut avancer avec décision, mais avec prudence et avec les véritables méthodes démocratiques. Nous croyons que le *Bulletin* ainsi que la conférence, devront réunir la totalité des groupes se réclamant de l'Opposition de gauche. Nous faisons appel à tous sans exception ». ⁴

Cet appel place donc au centre la question de la publication du *Bulletin d'information* comme moyen de centraliser l'opposition, de la regrouper avant la conférence internationale. La perspective d'une telle conférence est donc ouverte mais pour un avenir encore relativement éloigné et après que l'opposition ait franchi plusieurs étapes, notamment le lancement de ce bulletin, qui est le successeur d'*Opposition*, et la mise en place d'un secrétariat, la réalisation d'une plate-forme internationale unique... L'appel de *La Vérité* se limite donc à des propositions mesurées, l'échec d'*Opposition* et de la création d'un bureau provisoire au niveau international étant encore récents.

Le 7 mars, Trotsky écrit à Rosmer son inquiétude au sujet de la situation de l'Opposition allemande :

« Le groupe Grylewicz [...] se réclamant de liaisons étroites avec nous me paraît assez hostile, ou du moins assez froid pour la fusion avec Wedding, qui prétend avoir à Berlin jusqu'à 80 camarades et plus de 200 dans le Palatinat. Ce qui est déjà quelque chose. Grylewicz veut lancer le journal avant la fusion — ce qui signifierait l'éternisation de la scission ». ⁵

Soulignant le caractère formel des problèmes, Trotsky rappelle l'absence d'organisme international à même d'intervenir dans une telle situation et souligne la nécessité d'agir rapidement :

« Voilà le moment où l'on se sent vraiment impuissant devant une question de pure forme, qui peut néanmoins apporter de nouveaux désastres. [...] Nous ne serons un facteur international qu'après avoir sorti l'Opposition allemande du marasme où elle a été plongée par Urbahns. Je crois que vous avez maintenant l'adhésion de la majeure partie des groupes nationaux. La visite de Shachtman facilite de beaucoup

l'adhésion américaine. Qu'est-ce qui nous manque alors pour commencer solidement ? » ⁶

La préoccupation essentielle de Trotsky est donc la tenue rapide de la conférence internationale et le règlement de la question allemande. Rosmer, lui, dans *La Vérité* — notamment le 7 mars 1930 — a insisté sur la publication du *Bulletin d'information* et la création du secrétariat provisoire comme instruments de préparation de la conférence, qui serait l'aboutissement d'une « [...] large discussion et [de] la mise au point progressive des idées, et de la forme d'organisation [...] ». A l'évidence, les deux hommes envisagent les perspectives de façon différente. Trotsky, qui le pressent, écrit à Rosmer :

« On a des inquiétudes sur la nécessité de faire un troisième périodique, le bulletin. Mais je crois que, pour le bulletin, on pourrait commencer le plus modestement possible, un tirage de quelques centaines d'exemplaires à la ronéo et composés seulement des communiqués officiels avec des commentaires strictement réduits au nécessaire. Les articles de polémique qui figureront dans le *Bulletin* devront provenir au début des autres groupes — tandis que la rédaction de *La Vérité* comme initiatrice restera d'abord sur la réserve. Mais il faut envisager dès maintenant la création du bureau pour pouvoir régler des questions comme celle de Berlin, ce qui accélérera le développement très efficacement ». ⁷

Le secrétariat provisoire créé par Rosmer — qui n'est encore qu'une simple boîte aux lettres pour les groupes d'opposition — n'a pas le contenu que souhaite lui donner Trotsky. Les divergences sur les perspectives engendrent ainsi une nouvelle difficulté : les différences d'interprétation sur l'initiative prise et sur les tâches à accomplir. Rosmer semble plus préoccupé des difficultés matérielles de la création de l'organe international et du secrétariat que des nécessités politiques, qu'il ne nie pas mais juge sans doute moins pressantes que Trotsky. Mais la venue à Prinkipo de Shachtman, la prise de position du *Militant* pour la conférence internationale, sont des atouts décisifs pour Trotsky. Il va les employer à fond.

Création du Secrétariat international

Le 10 mars 1930, le secrétariat international provisoire est constitué, à Prinkipo, par Max Shachtman et Léon Sedov. Il publie une circulaire destinée à l'ensemble des groupes, signée par Shachtman, Sedov et Rosmer, qui reprend les termes de l'article de *La Vérité* du 7 mars mais ajoute quelques lignes significatives sur le problème des délais :

« Vous comprendrez que la réalisation de ces projets est devenue tout à fait urgente. Nous vous demandons de nous répondre le plus tôt possible... » ⁸

Parmi les considérants politiques nécessitant la conférence internationale, les membres du secrétariat provisoire mentionnent le cas de l'opposition russe :

« En U.R.S.S. l'opposition vit dans l'illégalité, ce qui entraîne des obstacles pratiques considérables qui se transforment en difficultés politiques ». ⁹

Ce constat politique capital — qui est une explication *a posteriori* d'une des causes de la crise de l'opposition russe de l'été 1929 — va plus loin que l'affirmation de *La Vérité* du 7 mars 1930 :

« Nous devons réaliser l'union dans la lutte entre les différents groupes et organisations internationales, et en premier lieu avec nos camarades bolcheviks russes ».

Mais une autre différence apparaît entre la circulaire du secrétariat provisoire et *La Vérité*, cette dernière écrivant ainsi :

« Dans la voie de l'organisation, la première étape est la réalisation du *Bulletin d'information international*. Dès aujourd'hui nous travaillons à la constitution du secrétariat international qui assurera le contrôle sur la publication du *Bulletin* ».

En revanche, la circulaire, après avoir souligné les difficultés de l'opposition russe et la diversité des groupes de l'Opposition internationale, indique :

« Toutes ces difficultés ne pourront être surmontées que par une préparation véritablement démocratique de la conférence. C'est pour cette raison que nous avons pris l'initiative de publier sous le contrôle d'un Secrétariat international un BULLETIN D'INFORMATION où seront posés et discutés tous les problèmes intéressant l'Opposition de gauche ». ¹⁰

Un décalage apparaît entre les deux optiques, bien que les mêmes termes reviennent dans les deux textes : « Le *Bulletin* comme première étape avant la conférence » ou « la conférence avec le *Bulletin* comme instrument ». Mais l'appréciation sur les délais — dimension fondamentale du combat politique — les fait radicalement diverger. La vision de Rosmer est une structuration relativement lente de l'opposition au plan international, en liaison avec ses faiblesses politiques mais surtout matérielles. De leur côté, Shachtman, mais surtout Trotsky et Sedov considèrent que le temps presse et que l'on en a déjà perdu beaucoup trop. Les difficultés de l'opposition allemande, l'attentisme des bordiguistes italiens, les menaces de conférence internationale à l'initiative de Paz et d'Urbahns, la désagrégation de l'Opposition de droite au plan international, impliquent de s'engager résolument dans la préparation de la conférence. La perspective de Rosmer est de ce point de vue trop incertaine : le *Bulletin* comme première étape peut devenir, en cas de retard ou d'échec, un nouvel obstacle pour la structuration de l'Opposition internationale. Et cela ne règle pas le problème d'une instance à même d'intervenir dans les conflits internes des groupes, comme en Allemagne. Ce désaccord théorique latent est une menace pour l'Opposition internationale, les événements pouvant à tout moment surprendre et aggraver la situation.

Le 15 mars, *La Vérité* annonce la création du secrétariat provisoire (sans mentionner sa composition), la publication prochaine du *Bulletin d'information international* (bien que le secrétariat n'ait pas encore reçu les réponses de tous les groupes, notamment des plus éloignés) et signale l'adhésion d'un deuxième groupe tchécoslovaque (le Bureau de la Fraction de Prague). Dans un article intitulé « L'organisation du bulletin de l'Opposition internationale », elle publie de larges extraits de la lettre d'adhésion de l'opposition russe ¹¹ à son initiative :

« La rédaction du bulletin de l'opposition russe se trouvant en liaison permanente avec les compagnons de lutte de l'U.R.S.S. ne doute pas un instant que, d'autant plus énergique et décisive sera l'initiative prise par les camarades français dans cette question, d'autant plus chaleureux sera l'appui de l'opposition russe. La préparation de la conférence n'est pas seulement une tâche d'organisation : c'est au premier chef une tâche théorique et politique, qui peut exiger plusieurs mois. [...] Le *Bulletin* est un instrument (un des instruments) de la préparation de la conférence. La politique marxiste *dans un seul pays* est aussi impossible que la construction de la société socialiste *dans un seul pays*. Chaque groupe national qui essaierait de faire une politique isolée dans les cadres nationaux serait inévitablement voué à une dégénérescence sectaire. C'est pourquoi nous ne doutons pas qu'aucun des groupes vraiment révolutionnaires de l'Opposition communiste ne voudra rester à l'écart mais prendra une position nette dans toutes les questions controversées et soutiendra l'initiative de *La Vérité* pour la préparation de la conférence internationale ». ¹²

L'appui donné à l'initiative de *La Vérité* est sans réserve mais tout entier axé sur la conférence internationale. C'est un symptôme de plus du désaccord entre Trotsky et Rosmer. Mais Rosmer et *La Vérité* ne constituant pas le secrétariat provisoire à eux seuls et les choses traînant, alors que rien ne semble manquer réellement pour commencer le travail, Trotsky, après avoir fait créer le secrétariat international par Shachtman et Sedov, décide de s'atteler à la préparation et à la tenue de la conférence internationale, qui passe par l'unification des groupes en Allemagne. Là encore, Shachtman va être un atout pour Trotsky.

Vers l'unification en Allemagne ?

Courant janvier, l'Opposition de Wedding et celle du Palatinat ont unifié leurs groupes, l'organe du Palatinat, *Der Pionier* (Le Pionier), devenant le 1^{er} mars celui de l'Opposition unifiée de Wedding-Palatinat. Cette opposition étant favorable à un regroupement avec la minorité du Leninbund, des pourparlers sont engagés et une réunion tenue le 16 février 1930. Huit militants y représentent Wedding-Palatinat, cinq la minorité du Leninbund. ¹³ Deux points sont à l'ordre du jour : discussion d'un projet de déclaration commune et des mesures d'organisation pour unifier les deux groupes.

Le premier incident a lieu à propos du président de séance. C'est de mauvais augure. La discussion n'est pas meilleure : Neumann, au nom du groupe Grylewicz, considère que sans règlement de la question syndicale et l'élaboration d'une plate-forme, il n'est pas possible de parler d'unification. Müller répond que la question syndicale sera une discussion de fond *après* l'unification, qui doit être réalisée au plus vite. Landau déclare que son groupe a pris l'initiative de l'unification parce que, dans les deux groupes, il y a des opinions divergentes sur cette question syndicale et que l'unité de vue sera le résultat du travail commun. A quoi Well répond par une déclaration dont le ton est nettement provocateur :

« Je déclare ici, qu'en ce qui me concerne, je refuse de participer à une discussion de pacotille. Ce qui était nécessaire en France, nous n'avons pas besoin de le répéter en Allemagne. Nous n'avons besoin d'aucune discussion dans notre journal, faite d'ambition littéraire et journalistique que nous vomissons ». ¹⁴

Grylewicz réplique à Landau en soulignant que c'est Trotsky qui a eu l'initiative de l'unification et que la question syndicale doit être clarifiée d'abord. De part et d'autre, on utilise Trotsky, en appelle à l'unification mais on n'avance pas. Une commission d'unification est mise sur pied, les deux parties ne voyant pas d'autre issue à cette réunion. Grylewicz et Neumann d'une part, Müller et Hans Schwalbach de l'autre, se réunissent le 19 février.

Le 20 février, Schwalbach rend compte à Trotsky des travaux de cette commission avec optimisme :

« Dans toutes les questions fondamentales, l'unanimité existe ». ¹⁵

Pourtant, il signale que le groupe Grylewicz maintient son exigence de clarification de la question syndicale avant l'unification. Les propositions de Grylewicz lui semblent correctes sur le fond mais il craint que la discussion ne s'éternise et retarde l'unification. Il demande une prise de position télégraphique de Trotsky, en faveur de l'une ou l'autre des positions afin de régler le problème, demande reprise le même jour par le groupe Grylewicz.

Le 24 février, Trotsky tente de régler ce problème en proposant dans une lettre à Grylewicz la formulation suivante du passage de la déclaration consacré à la question syndicale :

« Les deux organisations qui s'unifient s'appuient, dans les questions syndicales, sur les bases de principes et de tactique qui ont été élaborées par l'Internationale communiste du temps de Lénine. En ce qui concerne la façon d'appliquer cette méthode à la situation actuelle en Allemagne et dans d'autres pays, une discussion approfondie et amicale doit se mener dans le cadre de l'organisation unifiée ». ¹⁶

Cette prise de position donne ainsi raison à Wedding de ne pas considérer le règlement du désaccord sur la question syndicale comme un préalable à l'unification. Mais Trotsky, en proposant une formulation minimale de cette question, répond à une partie de l'exigence du groupe Grylewicz qui souhaite une affirmation principielle et non pas l'annonce publique de l'ouverture d'une discussion sur ce problème controversé. Il s'est donc refusé à prendre nettement position, comme on le lui demandait, entre la « proposition Grylewicz » et la « proposition Schwalbach ».

Trotsky écrit également à Roman Well, dont il n'a pas apprécié le rôle au cours de la première réunion commune des deux groupes, le 16 février. Well répond, le 1^{er} mars, qu'il doit corriger les informations données à Trotsky par l'autre groupe ¹⁷, nie que le groupe Grylewicz ait stipulé qu'une plate-forme devait être écrite avant l'unification, alors qu'elle proviendra de l'unification, et rejette comme de l'invention pure — c'est une attaque contre Landau, quoiqu'il ne soit pas mentionné — l'affirmation selon laquelle son groupe serait désuni sur la question syndicale. Il accuse en revanche Landau et Wedding de ne pas savoir répondre autre chose que : « Nous ne savons pas quel point de vue défend Trotsky sur ce point ». Well soulève également les problèmes de modalités de représentation des groupes (il conteste les chiffres de 50 à 80 militants pour le groupe de Wedding et de 200 à 250 pour le Palatinat) et précise qu'il n'a rencontré dans les réunions que huit ou neuf militants différents. Evoquant les problèmes de personnes et de caractères, il répond à l'accusation de Trotsky d'être l'élément perturbateur empêchant l'unifica-

tion, par la menace de se retirer du travail de la direction, tout en assurant qu'il souhaite une unification rapide. De fait, il la combat. Fin manœuvrier, il annonce à Trotsky le report du lancement du journal, prévu initialement début mars, afin dit-il, d'éviter une nouvelle aggravation des relations avec Wedding. Cette nouvelle ne peut en effet que rassurer Trotsky et constituer un gage de la bonne volonté du groupe Grylewicz et de Well.

Le 5 mars, Grylewicz accuse réception de la proposition de Trotsky, lui signale qu'il a communiqué le contenu du télégramme à Wedding et relate la réunion de la commission d'unification du 2 mars. ¹⁸ Son groupe a proposé de compléter la formule de Trotsky par une citation des textes du III^e congrès de l'I.C. mais Wedding s'y est opposé, préférant se limiter à la position de principe définie par Trotsky. La direction du groupe Grylewicz réunie le 3 mars, quoique regrettant vivement cette attitude, se prononce pour une unification rapide et le prouve, en acceptant ces propositions de Wedding sur la question syndicale. C'est évidemment un grand pas en avant vers l'unification effective : le texte de la déclaration adoptée (qui ne reprend donc que la formulation de Trotsky) est envoyé à tous les groupes locaux.

Pourtant, au moment où l'unification semble en passe d'être réalisée, de nouvelles difficultés surgissent. Les deux groupes échangent des lettres pleines d'accusations, de reproches... Le groupe Grylewicz se plaint auprès de Trotsky du louvoiement de Wedding sur la question syndicale et l'accuse d'avoir envoyé, dans le Palatinat, la déclaration avec l'ancienne formulation et non pas celle adoptée par les deux groupes. Grylewicz est en désaccord sur le mode de représentation des groupes proposé par Wedding et dément que la feuille de liaison remplace le journal alors qu'elle comble une lacune avant l'unification. Il n'y a, selon lui, aucun danger que cette feuille soit utilisée contre Wedding, alors qu'en revanche, écrit-il à Trotsky, Landau agit ainsi dans le *Pionier*. ¹⁹ De son côté, l'Opposition de Wedding accuse la minorité du Leninbund d'avoir peur de se présenter comme groupe indépendant de cette organisation et de préférer poursuivre son ancienne politique de fraction. Elle cite, pour preuve, certains groupes locaux, proches de la minorité, qui refuseraient de quitter le Leninbund. Elle accuse enfin le groupe Grylewicz de désinformation de ses groupes locaux à propos de l'unification, et de ne souhaiter celle-ci qu'à Berlin. Grylewicz dément cette affirmation et accuse le représentant de Wedding d'être déloyal et responsable des difficultés... ²⁰

Le 14 mars, les dirigeants de Wedding écrivent au groupe Grylewicz pour l'informer des décisions de leur conférence du 12 mars qu'ils tiennent pour *impératives* : s'appuyant sur le texte de la déclaration commune, ils proposent une représentation proportionnelle, avec un délégué pour vingt signatures. A propos du journal à paraître, ils considèrent que ce sera un « organe de combat » et citent en exemple *Der Pionier*. Ils suggèrent le titre *Opposition internationale* et une édition de 500 exemplaires pour le Palatinat, où il aura le soutien du *Pionier* ²¹. En réponse à ce qui ressemble à des injonctions, le groupe Grylewicz avance ses propositions : le journal serait bi-mensuel, avec les caractères de *La Vérité* et le format de *Die Fahne des Kommunismus*. Il serait intitulé *Bannière du communisme* ou *Bannière du marxisme* et ouvert à tous les groupes locaux. La conférence d'unification aurait lieu le

30 mars, chaque groupe local envoyant un délégué. Cette conférence serait présidée par la commission d'unification, les commissions et la direction provisoire étant élues paritairement. Enfin, et ce n'est pas la moindre des propositions, le groupe Grylewicz suggère le droit, pour chaque groupe, de récuser la présence d'un militant de l'autre groupe, et ce *sans discussion*, afin d'éviter les difficultés liées aux questions de personnes...

Une réunion commune des deux groupes est prévue le 30 mars au plus tard. Mais les bases sur lesquelles a été convoquée cette réunion sont ouvertement explosives : la proposition visant à pouvoir récuser un délégué de l'autre groupe, dirigée directement contre Landau, risque de provoquer un incident. Toutes les questions « techniques », du mode de représentation au choix du titre du journal, sont également autant de chausse-trappes sur la voie de l'unification.

Les interventions de Trotsky et Shachtman

A la mi-mars 1930, les nouvelles tantôt bonnes et tantôt mauvaises parvenant des groupes de l'Opposition allemande entraînent deux initiatives de Trotsky. Il considère que la tenue de la conférence internationale ne saurait être ajournée, dans l'attente de la parution hypothétique du *Bulletin d'information internationale*. Ces problèmes de l'unification allemande, le plein appui des Américains de la C.L.A. et les demandes réitérées d'autres groupes de l'Opposition internationale sont autant d'éléments qui imposent sa tenue rapide : la discussion menée avec Shachtman aboutit à la fixation de la date de cette conférence, le 6 avril 1930. Les deux hommes écrivent à Rosmer pour lui indiquer cette décision. Ce dernier étant en montagne, pour soigner ses bronches, c'est Marguerite Rosmer qui répond à Trotsky, le 24 mars :

« Alfred a reçu votre lettre l'avisant de la date de la conférence internationale que vous avez fixée avec Shachtman. C'est très bien ainsi ». ²²

Après avoir convaincu Shachtman de l'urgence de cette conférence, Trotsky emporte donc l'adhésion des Rosmer, pour qui sa tenue était plus une perspective qu'une tâche brûlante. Le fait que Shachtman ait donné son accord à Trotsky et qu'il en ait fixé avec lui la date est naturellement un élément de poids dans la balance. Les Rosmer et Naville, qui avaient rencontré Shachtman lors de son bref séjour à Paris, se rallient donc à une initiative qu'ils avaient eux-mêmes lancée, sous la pression insistante de Trotsky et de nombreux groupes. Plus qu'un paradoxe, c'est une victoire de Trotsky, au compte de l'Opposition internationale et de sa centralisation. Mais la « douche écossaise » en provenance d'Allemagne est pleine de menaces pour la tenue de cette conférence. Trotsky va de nouveau utiliser la présence de Shachtman. Il lui fait prendre connaissance du dossier allemand, à travers la volumineuse correspondance et les nombreux documents reçus à Prinkipo. Le 21 mars, alors que les dernières informations font état de difficultés, Shachtman écrit aux deux groupes pour donner son opinion, en raison des « inquiétants développements » de la situation dans les négociations. Il affirme que

ces retards dans l'unification en Allemagne auront des effets inéluctables sur le mouvement international :

« Notre cause a déjà été grandement compromise au cours des deux années écoulées par les effets désintégrateurs de la politique d'Urbahns — ou plus exactement l'absence de politique, particulièrement du point de vue que l'Allemagne, après l'Union soviétique, est probablement le pays le plus important dans l'Internationale ». ²³

Ayant constaté l'absence de divergence de principe et l'adoption d'une déclaration commune, il interroge sévèrement ses camarades allemands :

« Maintenant, il apparaît que les efforts laborieux de la période écoulée sont menacés par des futilités — ou tout au moins dangereusement différés — tant que les étapes décisives ne sont pas franchies. Les camarades français ont déjà dû vous écrire pour vous proposer de tenir une conférence préliminaire de l'Opposition internationale à Paris prochainement. Deux groupes d'Allemagne y apparaîtront-ils, chacun affirmant représenter les forces de l'Opposition dans ce pays ? Cela n'aurait pas seulement un mauvais effet sur la conférence, mais rendrait l'un après l'autre ses travaux et le travail en Allemagne plus difficiles. La situation autrichienne, où trois groupes de gauche existent, est suffisamment mauvaise pour nous pour qu'on ne répète pas ces difficultés en Allemagne ». ²⁴

Ne voyant aucune différence de principe entre les deux groupes et donc aucune raison de différer l'unification, il évoque les obstacles rencontrés et donne clairement son opinion :

« Il m'apparaît qu'il y a une nette tendance de la part de chacun des deux groupes à « sauvegarder » sa cohérence organisationnelle initiale, malheureusement au détriment de la réalisation de l'unification. C'est pour cela que les petites questions introduites dans ces travaux sont nuisibles et ne peuvent que s'ajouter à la masse des petites pierres (questions de personnes, anciennes divergences désormais liquidées, etc., etc.) qui barrent la route. Je dois seulement mentionner ce que j'ai assemblé des diverses lettres de Berlin :

1) La proposition du camarade Grylewicz d'amplifier et de concrétiser la formule sur la question syndicale proposée par le camarade Trotsky ; ceci est la négation du fait que la discussion sur ce problème doit être menée *après* l'unification. 2) Les différentes propositions pour la composition de la conférence et du comité national, ressemblent à des manœuvres pour prendre position et des forces proportionnelles. 3) La réactivation inutile des problèmes de personnes concernant le camarade Landau, sur lequel je n'ai aucune opinion (ne connaissant pas les détails), et qui est relativement sans importance à cette étape et ne peut que rendre plus difficile l'unification ». ²⁵

Considérant que la constitution de la future direction ne pose pas de problèmes sérieux, Shachtman annonce son passage et celui de Naville à Berlin début avril et espère que ses camarades allemands auront réussi leur unification. Enfin, il dément l'affirmation d'Urbahns selon laquelle une large majorité de l'opposition américaine partagerait ses points de vue politiques et demande à ses camarades allemands de dénoncer au plus vite cette falsification.

Cette lettre de Shachtman aux opposants allemands est un plaidoyer politique pour leur unification et les retombées positives qu'ils peuvent légitimement espérer, notamment à travers la désintégration du Leninbund,

devenu ouvertement une Ligue Urbahns. Mais ce plaidoyer pour l'aspect « allemand » de cette unification se transforme en forte pression quant aux retombées internationales. Le rôle et l'expérience de l'opposition américaine pèsent ainsi en faveur de l'unification et font apparaître les obstacles dans cette voie tout à la fois comme dérisoires, pour l'opposition allemande qui devrait les surmonter, et comme graves pour l'opposition internationale, en raison du retard pris et du recul allemand. Shachtman utilise ainsi l'appel à la conférence, dont la date est désormais fixée, pour sommer les opposants de s'unifier. Face à un tel appel, de véritables internationalistes ne peuvent que s'unir. C'est ce sursaut qui tirerait l'opposition allemande de son marasme et de son atmosphère de querelles incessantes que Trotsky espère obtenir grâce à l'intervention de Shachtman.

La convocation de la conférence allemande

La lettre de Shachtman, rédigée à Prinkipo le 21 mars, n'a pas le temps de faire son effet car dès le lendemain, Müller et Schwalbach envoient un message au groupe Grylewicz où ils réitèrent l'accusation du lancement d'un journal de ce groupe contre celui de la future organisation unifiée. Et Wedding délègue quatre militants à la réunion de la direction du groupe Grylewicz, le 23 mars, qui se transforme en réunion commune des deux groupes. La discussion s'engage sur un préalable qui met le feu aux poudres : une déclaration écrite de Wedding sur les conditions de l'unification. Immédiatement, les membres du groupe Grylewicz et notamment Karl Albrecht, le président de séance, dénoncent cette déclaration comme une provocation. Landau réplique en réclamant la lecture des lettres de Grylewicz à Frenzel qui indiquent que l'empêchement de l'unification ne repose pas sur la responsabilité de la minorité du Leninbund. Ces lettres et l'envoi d'un émissaire constituent pour Landau un sabotage. Il demande au groupe Grylewicz de les condamner par écrit. Il s'ensuit une nouvelle polémique à propos du rôle du *Pionier* et du *Mitteilungsblatt*, chacun campant sur ses positions et accusant l'autre.

Le groupe Grylewicz accuse alors formellement Wedding de ne pas vouloir l'unification. Schwalbach réplique que la parution du *Mitteilungsblatt* signifie la rupture de l'unification, indiquant qu'il s'agit là de l'opinion de toute l'Opposition de Wedding, et conclut son intervention en « retournant le compliment » de la minorité :

« Grylewicz n'a aucun intérêt à l'unification ». 26

Les représentants du groupe Grylewicz réaffirment alors la nécessité de la parution de cette feuille, dans l'attente de l'unification et au service du combat contre Urbahns, pour gagner les militants du Leninbund après la récente scission. Grylewicz, qui n'était pas encore intervenu dans cette polémique, interroge solennellement Schwalbach :

« Rompez-vous donc les négociations si nous maintenons la parution de la feuille ? » 27

Décidé à empêcher cette parution, Schwalbach répond affirmativement. Landau propose, lui, que les deux journaux cessent leur parution avant l'unification. Oskar Seipold, député au Landtag de Prusse, exclu du KPD le 22 février 1930 et gagné au groupe Grylewicz, se prononce, au contraire, pour la parution des deux organes jusqu'à l'unification en indiquant qu'il s'agit du dernier numéro et que le suivant sera celui de l'organisation unifiée. Déclarant que la non-parution de la feuille serait aussi nuisible que la rupture des négociations, Neumann fait reculer Wedding et la réunion est enfin consacrée à la négociation de l'unification.

Le ton devient nettement plus conciliant et Schwalbach, qui mène les négociations pour Wedding, déclare d'emblée abandonner les anciennes propositions de son groupe, être d'accord pour une direction paritaire mais maintenir ses propositions pour le mode de représentation (un pour vingt). Grylewicz se prononce contre le vote proportionnel, pour des délégués représentants, avec droit de vote, les groupes locaux du Reich et déclare ne pas vouloir de « conférence berlinoise », ce qui serait le cas en l'absence de tels délégués. Albrecht intervient alors pour contester le mode de représentation :

« La conférence doit être une démonstration politique et morale. Ce n'est qu'après la conférence, sur la base d'une déclaration politique claire qu'une telle collecte de signatures sera menée. Il est juste que les groupes locaux du pays soient représentés à la conférence. Les propositions du mode de représentation des militants de Wedding aboutiraient à ce que les deux tiers de notre groupe ne soient pas présents à la conférence ». 28

Schwalbach maintient pourtant sa position. Seipold déclare que la conférence ne doit pas être préparée sur la base du centralisme démocratique afin d'y obtenir la majorité mais pour renforcer les positions politiques de l'organisation unifiée. Les groupes locaux à même d'envoyer une délégation devraient être, selon lui, admis. Landau intervient alors de façon décisive en proposant que tous les groupes locaux soient représentés et que ceux qui auraient des difficultés financières soient aidés. Il va donc plus loin encore que Seipold et prend tout le monde à contre-pied, y compris ses propres camarades. Il suggère également que le groupe de Berlin, très actif dans les deux organisations, soit autorisé à prendre part à la conférence. Cette prise de position permet de régler définitivement les derniers obstacles.

La conférence d'unification est fixée au 30 mars à Berlin. Grylewicz et Schwalbach présideront la conférence et la commission d'unification constituera le bureau. L'ordre du jour est arrêté et les rapporteurs désignés : Neumann traitera des tâches de la fraction des communistes de gauche en Allemagne et Schwalbach de la crise du Comintern et du combat des bolcheviks-léninistes. Ensuite aura lieu l'élection de la direction commune et la préparation du journal. Le contenu des rapports devra être connu et disponible deux jours avant la conférence. Schwalbach, enfin, demande une déclaration aux membres du groupe Grylewicz, indiquant qu'ils n'ont rien contre Landau. Oskar Hippe (métallurgiste fondateur du KPD puis du Leninbund, qui dirige le groupe du quartier de Charlottenburg à Berlin où il est employé municipal), Neumann et d'autres militants refusent, considérant qu'il est impossible de signer un chèque en blanc à Landau. Grylewicz, pour son

groupe, répond en réitérant sa proposition d'empêcher les querelles de personnes par l'exclusion, votée par la conférence, du ou des responsables de ces difficultés. Cette proposition est finalement adoptée. Après la réunion, un télégramme est envoyé à Trotsky :

« Accord réalisé Stop Conférence 30 mars Grylewicz-Müller ». 29

Cette bonne nouvelle, même si la conférence n'a pas encore sanctionné l'unification est doublée d'une autre satisfaction : une lettre de Kurt Landau, qui n'avait qu'en de rares occasions écrit depuis l'« affaire » en décembre-janvier. Pêle-mêle, il annonce l'accord sur l'unification, tout en rappelant brièvement les difficultés rencontrées, décrit Seipold comme un camarade objectif et neutre et rappelle le caractère de tradition révolutionnaire du quartier berlinois de Wedding, qu'il compare à Paris et à la Commune de 1871. Enfin, il aborde un sujet de toute évidence délicat et difficile pour lui : les problèmes passés, l'« affaire Landau ». Déclarant avoir été « très touché » par ce que Trotsky lui avait écrit ³⁰ « au plus fort de la crise », il conclut ainsi :

« Il m'est difficile de vous dire combien ces mots m'ont apporté dans ce moment critique ». ³¹

Le 27 mars, Roman Well écrit à Trotsky que son groupe a prouvé sa volonté d'unification en ne lançant pas sa feuille qui était prête, mais ajoute que l'absence d'organe est un gros handicap à Leipzig où l'opposition progresse pourtant. Il annonce également que Wedding a renoncé à la représentation proportionnelle et qu'aucun mode de représentation n'est fixé. ³² Dans la voie de l'unification, après des luttes intestines, les concessions semblent être à l'ordre du jour et Well se plaît à le souligner, afin d'améliorer sans doute son image de marque auprès de Trotsky. Un autre militant du G.P.U. est en train de prendre position dans les rangs des opposants allemands : le Letton Valentin Olberg, en contact avec Landau, qu'il a favorablement impressionné.

Schwalbach et Müller, le 27 mars également, écrivent à Trotsky qu'ils pensent qu'à l'avenir de nouveaux problèmes surgiront mais que l'unification est une nécessité politique. ³³ Grylewicz, dans une lettre à Trotsky où il rend compte de la situation à quelques jours de la conférence, confirme que le *Mitteilungsblatt*, quoique tiré, ne sera pas distribué et souligne qu'à la différence du *Pionier*, on n'y trouve aucune trace des polémiques. Des lettres ont été envoyées aux groupes *Mahnruf*, Frey, Pollak, Lenorovič, à *The Militant*, aux Belges et à la rédaction du *Biulleten Oppositsii*, pour annoncer la conférence d'unification ³⁴, et la présence d'un représentant de *La Vérité* (ce sera Pierre Naville) est réclamée. ³⁵ De son côté, Shachtman, qui avait prévu d'être à Berlin début avril, quitte Prinkipo le 26 mars, afin de pouvoir assister à la conférence d'unification. Trotsky et lui n'ont en effet pas été enthousiasmés par la lecture du télégramme de Grylewicz et Müller et l'ont jugé « suspect » ³⁶, considérant plutôt qu'il y avait neuf chances pour que l'unité ne se réalise pas contre une seule pour qu'elle aboutisse. De toute évidence, Trotsky a littéralement dépêché Shachtman à Berlin (où il arrive la veille de la conférence) après l'avoir « dûment chapitré », selon l'expression de Pierre Broué ³⁷, pour obtenir la réussite de cette conférence allemande dont dépend

au premier chef la conférence internationale. Dans cette partie serrée, où rien n'est définitivement acquis, Trotsky vient tout de même de marquer des points importants : les deux conférences, allemande et internationale, sont convoquées et il peut s'appuyer, dans les deux cas, sur Shachtman. Mais il reste à concrétiser ces premiers éléments dont dépend le sort de l'Opposition internationale, comme l'écrit Trotsky au Canadien Maurice Spector :

« L'Opposition en Europe est passée au cours de l'année écoulée à travers une importante étape de purification interne et nous avons ici les meilleurs espoirs que l'année à venir nous permette d'engranger ce qui a été semé. En France, la moisson commence à porter ses fruits d'un certain point de vue ». ³⁸

La réussite des deux conférences serait ainsi la moisson des périodes de clarification et de différenciation, en même temps que l'amorce d'une nouvelle période de développement de l'Opposition de gauche internationale.

NOTES

1. D'après le télégramme de Trotsky à Marguerite Rosmer, 6 mars 1930, A.H. 9924.
2. La venue de Shachtman en Europe en février 1930, semble être liée aux difficultés financières du *Militant*. Nous avons vu qu'une lettre de Glotzer de 1932 évoque une résolution de l'opposition américaine courant 1929 décidant de demander une aide financière à l'opposition internationale. La venue de Shachtman serait donc la suite de cette résolution.
3. Lettre de Rosmer à Trotsky, 7 mars 1930, in Broué, *Correspondance*, op. cit., pp. 128-130.
4. « L'organisation du Bulletin d'information de l'Opposition internationale », in *La Vérité*, n° 26, 7 mars 1930, p. 8. Ce texte reprend, dans l'ensemble, les termes du projet de lettre-circulaire de Trotsky du 13 octobre 1929, A.H. 9840.
5. Lettre de Trotsky à Rosmer, 7 mars 1930, in Broué, *Correspondance*, op. cit., pp. 127-128.
6. *Ibidem*.
7. *Ibidem*.
8. Circulaire du Secrétariat international provisoire aux groupes de l'Opposition, 10 mars 1930, in *The Militant*, n° 14, vol. III, 5 avril 1930, p. 8.
9. *Ibidem*.
10. *Ibidem*.
11. Dans une lettre à la rédaction du *Militant* (28 février 1930, A.H. 9069a), Trotsky écrit : « Je vous envoie ci-joint la réponse que nous faisons à cette initiative au nom de la rédaction du *Bulletin* russe et, nous en avons la certitude par notre correspondance, au nom de nos camarades en U.R.S.S. ».
12. Trotsky, « Unifying the left Opposition », février 1930, in *Writings*, 1930, op. cit., pp. 98-99.
13. Pour l'Opposition de Wedding et du Palatinat, sont présents : Sacha Müller, Hans Schwalbach et son père Georg, Landau, Erwin Schober, Kirstein (exclu du K.P.D. le 13 avril 1930), Persicke et Lehmann. Pour la minorité du Leninbund, Grylewicz, Joko, Neumann, Schöler et Well.
14. Compte rendu de la réunion commune Opposition de Wedding et du Palatinat / groupe Grylewicz, 16 février 1930, A.H. 3439.
15. Lettre de Schwalbach à Trotsky, 20 février 1930, A.H. 4761.
16. Lettre de Trotsky à Grylewicz, 24 février 1930, A.H. 8398.
17. Lettre de Well à Trotsky, 1^{er} mars 1930, A.H. 5241.
18. Lettre de Grylewicz à Trotsky, 5 mars 1930, A.H. 1731.
19. Lettre de Grylewicz à Trotsky, 14 mars 1930, A.H. 1732.
20. Lettre de Grylewicz à Schwalbach, 10 mars 1930, A.H. 1732, additif n° 4.
21. Lettre de Schwalbach et Müller à Grylewicz, 14 mars 1930, A.H. 1732, additif n° 5.
22. Lettre de Marguerite Rosmer à Trotsky, 24 mars 1930, A.H. 4477.

23. Lettre de Shachtman à l'Opposition de Wedding et du Palatinat et au groupe Grylewicz, 21 mars 1930, A.H. 15421. L'Opposition de Wedding répond à la lettre de Shachtman, le 26 mars 1930, en se réjouissant de sa venue à Berlin et en annonçant l'unification pour le 30 mars. Les opposants répondent également à sa question : « A la conférence internationale, l'opposition allemande unie sera représentée » (lettre de Müller et Schwalbach à Shachtman, 26 mars 1930, A.H. 15395).
24. *Ibidem.*
25. *Ibidem.*
26. « Protokoll der gemeinsamen Sitzung der Weddinger und Leninbund Opposition am 23. III 1930 » (Procès-verbal de la réunion commune de l'Opposition de Wedding et du Leninbund), 23 mars 1930, A.H. 16206.
27. *Ibidem.*
28. *Ibidem.*
29. Télégramme de Grylewicz et Müller à Trotsky, 23 mars 1930, A.H. 1733.
30. Cf. la lettre de Trotsky à Landau, 7 janvier 1930, A.H. 8789, chapitre VIII, p. 147.
31. Lettre de Landau à Trotsky, 23 mars 1930, A.H. 2564.
32. Lettre de Well à Trotsky, 27 mars 1930, A.H. 5244.
33. Lettre de Müller et Schwalbach à Trotsky, 27 mars 1930, A.H. 4762.
34. Lettre de Grylewicz aux groupes de l'Opposition de gauche, 27 mars 1930, A.H. 1734 (additif).
35. Lettre de Grylewicz à Rosmer, 23 mars 1930, A.H. 1734 (additif).
36. D'après la lettre de Shachtman à Trotsky, 3 avril 1930, A.H. 5034.
37. P. Broué, *Correspondance, op. cit.*, p. 134, note 1.
38. Lettre de Trotsky à Spector, 26 mars 1930, A.H. 10497.

L'UNIFICATION ALLEMANDE

Shachtman et Naville, arrivés en même temps à Berlin le 29 mars, rencontrent les opposants de Wedding et ceux exclus du Leninbund. L'atmosphère est tendue, selon la lettre de Shachtman à Trotsky :

« Les Leninbundistes affirmaient que l'unité avec Landau était impossible ; les Weddinguistes répondaient que l'unité avec Joko et Neumann, voire même Grylewicz, ne serait pas profitable et pas souhaitable. En bref, le très prometteur télégramme qui avait été envoyé par Gry[lewicz] et Müller ne reflétait pas du tout la situation ». ¹

Shachtman et Naville passent de longues heures à négocier, tentent d'obtenir l'accord minimal qui permettrait de commencer la conférence. Wedding demande, au dernier moment et contre la décision unanimement prise le 23 mars, que ce soit Landau et non Schwalbach qui présente le rapport. Le groupe Grylewicz refuse mais Naville obtient finalement gain de cause pour Wedding, en soulignant que chaque groupe pouvait choisir son représentant. Le groupe Grylewicz, qui accepte à contrecœur, déclare qu'il s'agit là d'une des habituelles provocations de Landau pour empêcher l'unification. Wedding propose ensuite un comité de direction de seize militants, sur une base paritaire, avec deux commissions : une commission de huit délégués chargée du travail politique et de la presse, dirigée par Landau et l'autre, chargée du travail organisationnel et des syndicats, dirigée par Grylewicz. Cette proposition est refusée par le groupe Grylewicz et Shachtman et Naville doivent à nouveau intervenir pour trouver une formule acceptable par tous : un comité de douze militants de Berlin, plus quatre militants de province, basé sur la parité. Ce comité aurait pour tâche de nommer les responsables pour les différentes tâches (journal, organisation).

Une conférence houleuse

La conférence d'unification s'ouvre donc, comme prévu mais après quelques complications, le 30 mars à Berlin. Shachtman et Naville sont présidents de séance. Un présidium est composé de Schwalbach, Grylewicz, Müller et Neumann. Des délégués représentent les groupes de Bruchsal, Bautzen, Hamburg, Königsberg, Leipzig, Ludwigshafen et Berlin. La conférence débute par le salut des militants de la C.L.A., transmis par Shachtman et celui des opposants français par Naville qui souligne que la situation de l'opposition française, où les profonds clivages politiques s'accroissent entre

les groupes de gauche, est différente de la situation allemande où les groupes ne présentent pas de différences fondamentales. Ce préambule est visiblement destiné à détendre l'atmosphère de la conférence. On passe ensuite à la lecture des rapports sur la crise du Comintern et le combat des bolcheviks-léninistes (rapport de Landau) et sur la situation en Allemagne — fait par Neumann. Il est décidé à l'initiative de Well que la discussion portera sur les deux rapports en même temps.

Le rapport de Landau réaffirme les positions de l'Opposition de gauche et les grandes lignes de la crise de l'I.C. Le rapport de Neumann, en revanche, ne manque pas d'inattendus. Déclarant que l'Opposition doit condamner la légende du « trotskysme », Neumann lit une déclaration de Wedding datant de 1926 dans laquelle il est écrit que Trotsky s'est rallié à Zinoviev et que la « théorie de la révolution permanente » est erronée. Il aborde ensuite la question syndicale, en soulignant son importance en Allemagne et en affirmant que la minorité du Leninbund a un point de vue principal clair, et se prononce pour sa clarification par la conférence. Neumann aborde ensuite la question d'une plate-forme de l'Opposition qu'il considère comme la « [...] question brûlante de cette unification ». ² Enfin, à propos du Leninbund, il considère qu'un bon nombre de travailleurs d'avant-garde s'y trouvent encore et qu'il est possible et nécessaire de gagner. Il affirme la nécessité de prendre une position nette sur la question électorale, problème réglé en ce qui concerne son groupe mais pas pour l'organisation unifiée.

Ce que le procès-verbal permet de deviner mais ne mentionne pas — pour le cacher à Trotsky ? — Shachtman le rapporte à Trotsky :

« Les rapports de Landau et Neumann se déroulèrent avec beaucoup de difficultés. Dans son rapport, Neumann tenta de soulever la question syndicale si controversée. Immédiatement, les Weddingistes brandirent une déclaration officielle selon laquelle ils considéraient cela comme une rupture de l'accord et refusaient de discuter de la question syndicale avant la fin de la conférence et avant que « l'unification » soit effective. Notre propre opinion était que Neumann et ses camarades soulevèrent la question pour « montrer la position fautive » des autres, pendant que ceux-ci refusaient de la discuter, non en raison de considérations sur l'unité mais en raison du fait que leur position n'est ni claire ni correcte ». ³

La discussion s'ouvre sous de mauvais auspices avec les interventions contradictoires de Well et d'Olberg, le premier réclamant une explication sur les différences de position des groupes dans la question syndicale et le second objectant que c'est inutile, les positions étant connues de tous. Landau intervient alors pour signaler que le groupe de Wedding mène une discussion sur ce point et que celle-ci sera achevée dans deux semaines. Well réplique qu'il ne veut pas de discussion mais un exposé des divergences. Shachtman prend la parole pour indiquer que Naville et lui-même pensent qu'une discussion provisoire doit avoir lieu, ainsi que dans le journal commun. Well souligne qu'il n'a fait aucune proposition mais qu'il serait simplement souhaitable que les militants de province apprennent le point de vue de l'Opposition de Wedding. Landau répond qu'elle a contresigné la déclaration et qu'elle y est liée. Il propose cependant une discussion sur les questions tactiques. À ce stade de la discussion, Well intervient longuement pour réclamer la clarté sur

les questions de fond comme le comité anglo-russe, le conflit sino-russe et la condamnation de la légende du « trotskysme », et appelle les militants à ne plus aborder la question syndicale. Il parle ensuite de la politique en U.R.S.S., du cours droitier de Staline, qui a remplacé son cours ultra-gauche par un autre ultra-droite. Ces considérations ont favorablement impressionné Shachtman qui décrit Well comme un militant « très énergique » et « pas fractionnel », « [...] développant d'intéressantes » théories sur la bureaucratie stalinienne ⁴ que l'Américain juge « assez justes ». Well conclut son intervention en soulignant que le groupe de Leipzig, qui comprenait quarante-cinq militants avant la scission, en compte encore vingt-deux après et qu'il a gagné une cellule de dix-huit. Seipold, silencieux depuis le début, affirme l'importance de l'unification et souligne que les militants de province ne connaissent réellement pas la position de Wedding dans la question syndicale. Il déclare y attacher une grande attention en raison de ses futurs déplacements dans tout le pays — député au Landtag de Prusse, il jouit de la gratuité dans les chemins de fer. Il indique également que le parti officiel n'a mené aucune discussion sur cette question. Par ailleurs, en réponse aux accusations du K.P.D. d'avoir volé son mandat au Landtag — Seipold, passé à l'Opposition, ayant refusé de remettre son mandat au parti —, il a réuni trois permanents du parti, en Prusse orientale, et les a gagnés à l'Opposition. Il conclut en affirmant faire tout son possible pour aboutir à l'unification des deux groupes.

Cette intervention positive de Seipold est suivie d'une autre intervention aussi favorable : Frenzel pense qu'il n'y a aucune différence fondamentale entre les deux groupes et qu'aucun des rapporteurs n'a créé de divergence artificielle. Il souligne la très faible influence de l'Opposition sur le K.P.D. et estime qu'une unification réalisée plus tôt aurait placé l'Opposition dans une autre posture. Il faut, selon lui, élaborer une plate-forme et concrétiser les tâches de l'Opposition. Alors que le ton de la discussion s'améliore, Well tente de l'envenimer, demandant perfidement où se trouve Weber. Frenzel lui répond que le Palatinat combat depuis 1921 la fausse politique du parti. Weber, qui a mené cette lutte, n'a pas capitulé mais est passif. Son activité, souligne Frenzel, a renforcé toute l'Opposition. Alfred Schöler (président du comité d'usine de Lindström à Berlin, membre du groupe Grylewicz) demande, comme cela était prévu, la rédaction d'une lettre aux militants du K.P.D.

Joko prend la parole à son tour et considère que les deux groupes ont commis des erreurs et que l'on doit faire abstraction du passé. Il cite Trotsky qui a toujours considéré qu'une unification sans clarté politique n'est pas souhaitable et rappelle les erreurs de la gauche — de l'ultra-gauche en fait — contre les décisions du III^e congrès de l'I.C. Le dirigeant de l'Opposition de Wedding de Leipzig, Fritz Büchner, intervient pour affirmer qu'une unification organisationnelle ne suffit pas et qu'il faut attaquer, notamment en Saxe, puisque la situation est favorable. Well indique que le texte de la lettre aux militants du K.P.D. sera disponible très rapidement et rappelle que la direction provisoire doit élaborer une plate-forme. Quatre numéros du journal paraîtront au cours de cette période. Shachtman fait part de ses impressions à Trotsky :

« Le niveau théorique de la conférence était étonnamment bas et de ce point de vue infructueux. L'opinion générale semblait être : « Eh bien ! nous sommes contraints de nous unifier avec ces gens sous la pression de l'Opposition internationale et il n'y a rien à faire ; donc le plus tôt sera le mieux » ». ⁵

Après une pause, Shachtman rouvre la séance en annonçant la composition du comité national fixée par le présidium : six militants des deux groupes de Berlin et deux autres de province, comme prévu. Ce comité est chargé de régler les questions de la composition du comité de rédaction, de la parution du journal, de la plate-forme, de la préparation d'une conférence, à échéance de huit semaines, sur la base des votes des militants de l'organisation unifiée, de la participation à la conférence internationale, etc. Il est composé de : Schwalbach, Müller, Landau, du responsable de l'Opposition de Wedding à Berlin, Erwin Schober, d'un ancien militant du K.P.D. et dirigeant syndical à Halle, Albert Kunter et d'Otto Kirstein pour Wedding, de Frenzel et Braun pour le Palatinat, et de Grylewicz, Neumann, Joko, Hippe, Schöler et Seipold pour la minorité du Leninbund. Enfin, Well représentera le groupe de Leipzig et Dörr celui de Bruchsal.

L'unification réalisée *in extremis*

Shachtman propose alors la résolution d'unification, annonçant la création de l'Opposition de gauche unifiée d'Allemagne et demande un vote en bloc sur la direction. Joko intervient alors pour signaler qu'il émet les plus vives réserves sur la personne de Landau, mais qu'il est pour un vote en bloc. Il souligne que le secrétaire de Trotsky, Jakob Frank, après avoir été favorable à Landau, s'est prononcé ouvertement contre ses méthodes et a également rompu les relations personnelles avec lui. Il est alors interrompu par Naville qui déclare que Frank n'a pas été secrétaire mais simple visiteur, puis par Landau qui s'écrie :

« C'est le contraire qui est vrai ! C'est moi qui ait rompu les relations personnelles ! ». ⁶

Neumann s'écrie à son tour :

« C'est la même chose ! ». ⁷

Schwalbach prend la parole et déclare que la prise de position de Joko crée une situation entièrement nouvelle et que cette attaque constitue une violation ouverte des décisions communes du 23 mars. Landau demande immédiatement la formation d'une commission d'enquête chargée de régler ce problème sous la direction de Naville et Shachtman. Il engage les militants de Wedding à ne pas se laisser provoquer et à entrer dans la direction élue. Pour Schöler les divergences sont de nature politique et non personnelle. Il décide de refuser le travail dans la direction commune. Hippe lui emboîte le pas. Shachtman déclare alors qu'un échec de la conférence sur des questions de personnes serait un « scandale international » pour l'Opposition. Il raconte à Trotsky cet épisode :

« Je lus les propositions et la résolution déclarant l'unification des deux groupes en une seule fraction. Là-dessus, Joko souleva la « question Landau » et comme prévu,

la conférence sembla sur le point de capoter. Un terrible tumulte, proche du scandale, s'instaura, les accusations et les contre-attaques volaient à travers la pièce, les insultes et les calomnies et tout ce que vous voudrez. [...] Face au danger direct d'une rupture immédiate et peut-être définitive, Naville et moi prîment l'initiative d'annoncer que si les querelles de personnes et les mesquineries purement personnelles ne cessaient pas immédiatement, l'Opposition internationale ne reconnaîtrait aucun des groupes comme représentant l'Allemagne, le travail de construction d'une section devant être repris à la base, en ne prenant que les meilleures parties des deux groupes existants ». ⁸

Cette menace de Shachtman et Naville semble faire reculer les opposants allemands, qui adoptent en bloc la déclaration d'unification. Seul Plep, le délégué de Königsberg, s'abstient parce qu'il considère que cette unification va déboucher bientôt sur la rupture. La composition de la direction est adoptée, malgré trois abstentions et deux voix contre : celles de Hippe et de Margarete Neumann, l'épouse de Richard. Shachtman propose une résolution sur la question Blumkine. Grylewicz propose également l'envoi d'un télégramme annonçant la réalisation de l'unification à Trotsky, qui est adopté à l'unanimité... ⁹ Shachtman clot la conférence dans l'espoir que, dans huit semaines, se tienne la conférence nationale de l'opposition allemande qui assurera l'unification définitive, et Naville en soulignant que cette unification est un gros pas en avant pour l'Opposition internationale. Les deux hommes résument ainsi leur vision de la conférence à Trotsky :

« La conférence fit une très mauvaise impression sur nous deux. L'unité n'a été réalisée qu'au sens le plus formel de ce mot et avec la plus grande difficulté. Les deux parties ont agi sous la pression uniquement et sans aucun désir ou souci de l'avenir du mouvement allemand ». ¹⁰

Le lendemain de la conférence d'unification se réunit le comité national. Shachtman est à nouveau nommé président de séance, contre sa volonté car il craint de créer ainsi un précédent dangereux et car cela « [...] entretient l'atmosphère de deux fractions qui ne peuvent s'unifier sans la présence d'un « commissaire » auprès d'elles ». ¹¹ Au désespoir de Shachtman, les choses traînent et la séance va durer plus de six heures alors que, selon lui, trente minutes auraient pu suffire. La commission chargée de régler l'incident de Joko et Landau est mise en place avec difficulté. Après des « [...] heures de petite et insignifiante discussion » ¹², au cours desquelles les votes sur les petites et grandes questions donnent invariablement le même résultat de six voix contre six, Shachtman et Naville proposent d'organiser le travail ainsi : les douze militants composent la direction (Reichsleitung) de l'organisation. Un comité de rédaction de six membres doit être créé. Seipold, qui en tant que député au Landtag jouit de l'immunité parlementaire, est nommé directeur de la publication du journal, Müller et Grylewicz en sont les propriétaires mais aucun rédacteur en chef n'est nommé, en dépit de l'opinion favorable de Shachtman à la nomination de Landau à ce poste.

Enfin, Seipold est délégué à l'unanimité à la conférence internationale. Cette unanimité est fort suspecte pour l'Américain qui pense, sans doute à juste titre, que ce n'est pas un signe d'unité mais « [...] une absence d'intérêt pour le travail international, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'« internationalisme unifié » mais d'un haussement d'épaules provincial ». ¹³ Mais il ne faut

pas négliger pour autant la personnalité de Seipold, qui a récemment rejoint le groupe Grylewicz et ne prend pas part aux luttes fractionnelles : c'est un délégué « neutre » qui est envoyé à la conférence.

Le choix du titre du journal et du nom de l'organisation vont être âprement discutés. Wedding propose *Le Bolchevik*, que Shachtman juge « très imposant », et le groupe Grylewicz *Die Funke* (L'Étincelle). Shachtman souffle alors à Landau *Der Kommunist* (Le Communiste), finalement adopté. Pour l'organisation, Wedding propose « Opposition unifiée des communistes de gauche (Bolcheviks-léninistes) » et le groupe Grylewicz, « Opposition de gauche unifiée du K.P.D. (Bolcheviks-léninistes) » — *Vereinigte Linke Opposition der K.P.D. (Bolschewiki-leninisten)*. La seconde proposition est retenue. Naville et Shachtman suggèrent qu'on retire la mention « Bolcheviks-léninistes », pour éviter les plaisanteries et les critiques liées à la longueur démesurée de ce titre en regard de la faiblesse de l'organisation. Ils n'auront pas gain de cause. Pour Shachtman, visiblement désabusé, « il n'y avait rien à faire ». ¹⁴

La direction est donc finalement constituée, la parution du journal programmée, Seipold délégué à la conférence internationale. Landau sera même proposé comme membre du secrétariat international. Cette dernière proposition n'a qu'un but : se débarrasser de Landau dans les affaires allemandes. Mais l'homme est suffisamment énergique et capable pour mener de front toutes ces tâches. Enfin, la direction doit préparer la plate-forme de la fraction et la tenue, à échéance de huit semaines, de la conférence nationale.

Cette difficile conférence, où le ton a été souvent bien plus élevé que les aspects théoriques, a tout de même pris de nombreuses décisions et initiatives. Mais en définitive, l'élément le plus important est la réussite de l'unification, bien que rien ne soit garant de sa durée. Là, les questions de personnes, de caractères, de formation politique, sont décisives. Les portraits de Shachtman, à Trotsky, des dirigeants des deux anciens groupes sont édifiants :

« A quelques exceptions près (comme Seipold, Well et d'autres à des degrés divers), les dirigeants des Leninbundistes sont imprégnés par l'esprit zinoviéviste-maslowien de basse politique, de démagogie et d'intrigue, particulièrement le camarade Joko. Ils sont plus actifs que l'autre groupe, mais rarement dans la bonne direction. Les Weddinguistes (en dehors de Landau et d'un ou deux autres) forment un bon groupe d'ouvriers, mais ayant combattu depuis longtemps, ils ne semblent pas très énergiques et parlent très peu voire pas du tout dans les réunions. Ils n'ont pas le moindre jeune camarade dans leur groupe (Schwalbach, âgé de vingt-cinq ans, est leur plus jeune membre) et ils sont imprégnés par la variété la plus étonnante de ce que Naville appelle justement « particularisme, localisme et provincialisme ». [...] Ils ont une profonde méfiance et du dédain pour ces vieux politiciens zinoviévistes-urbahnsistes du groupe Grylewicz ; ce dernier méprise les Weddinguistes qui, selon lui, existent largement sur le papier et pas en réalité ». ¹⁵

Ces descriptions de Shachtman sont corroborées par Naville, qui — dans un ajout manuscrit à la lettre de l'Américain — écrit :

« Cher camarade, je suis *tout à fait* de l'avis de Shachtman [...]. Je crains que l'Opposition allemande ne puisse se développer qu'en *brisant* une bonne moitié de sa direction actuelle ». ¹⁶

Par ailleurs, poursuivant leurs descriptions, les deux hommes, qui ont rencontré Olberg chez les Pfemfert, soulignent qu'ils ont été très défavorablement impressionnés par ce militant oppositionnel de fraîche date qui inspire peu confiance et, en dépit de ses connaissances en russe, en allemand et en dactylographie, est à exclure du voyage à Prinkipo. Enfin, à propos de Landau, Shachtman pense qu'en dépit de ses faiblesses, il est utile :

« Il est le seul, ou l'un des deux seuls, à avoir une consistance théorique. Sa ligne politique, à mon avis, est nettement plus correcte que celle de n'importe quel autre camarade ». ¹⁷

Landau, selon lui, veut se rendre à Prinkipo mais, à la demande de l'Américain, il attendra la tenue de la conférence nationale. Aucun autre militant allemand ne peut être envoyé dans l'immédiat parmi ceux que Shachtman et Naville ont rencontré.

Les débuts de la V.L.O.

La V.L.O., Opposition de gauche unifiée du K.P.D., est donc l'aboutissement d'un processus difficile et, en dépit des péripéties, sanctionne la véritable naissance d'un « trotskysme allemand », dont le Leninbund et Urbahns n'étaient qu'une pâle imitation. En revanche, l'absence de dirigeants de grande envergure, comme Ruth Fischer et Maslow, Brandler, dirigeants historiques du K.P.D., est un handicap considérable pour le combat de cette fraction au service du redressement du parti allemand. Seul Anton Grylewicz incarne une partie de la tradition du mouvement révolutionnaire allemand dans lequel il est organisé depuis 1912 et n'a pas cessé de combattre. Il n'a cependant jamais véritablement occupé le premier plan dans le communisme allemand.

Quelle est l'importance numérique de la nouvelle fraction unifiée ? Il est difficile de répondre avec précision, en l'absence de chiffres indiscutables. L'addition des chiffres avancés par les deux groupes donne de l'ordre de cinq à six cents membres. Shachtman conteste cette estimation en révélant à Trotsky que les opposants s'avèrent incapables de réunir les cinquante à cent marks indispensables au lancement de *Der Kommunist*. En dépit du chômage et des faibles salaires, une organisation de cinq à six cents membres (ou même de quatre cents selon Seipold à la conférence internationale) devrait y parvenir. Le chiffre de deux cents militants qu'avance Wolfgang Alles dans sa thèse, paraît en effet plus vraisemblable. La nouvelle organisation a une implantation géographique nationale, à quelques exceptions près et avec des disparités régionales. Ses « bastions » se situent à Berlin, où elle compte un fort groupe (plus de soixante militants), Leipzig (environ soixante) et à Hamburg. Elle compte également un groupe important à Bruchsal sous la direction de Frenzel. En dehors des groupes, on trouve de nombreuses cellules (comptant jusqu'à quinze militants) dans beaucoup de villes — Köln, Frankfurt/Main, Mannheim, Dresden, Ludwigshafen, Essen, Königsberg, Karlsruhe, Magdeburg.

Cette bonne implantation géographique est complétée par une réelle implantation dans le monde ouvrier, comme dans le quartier de Charlottenburg à Berlin, où Hippe dirige un solide groupe d'ouvriers. Schüssler et le monteur et maçon Helmut Schneeweiss, organisateur de chômeurs, tous deux à Orianenburg, Georg Jungclas — combattant de l'insurrection de Hamburg puis membre du Leninbund et de sa minorité dans cette ville — et Alfred Schöler, président du comité d'usine d'une entreprise berlinoise, incarnent aussi cet ancrage dans le prolétariat allemand des grandes villes. En revanche, coupée du K.P.D. depuis longtemps en raison de la politique d'Urbahns, la V.L.O., en tant que fraction de ce parti, tente de s'y réimplanter à travers la mise en place de cellules d'opposants. Cette politique, difficile à mettre en œuvre avec succès, se heurte aux violences physiques qui font reculer les militants de l'Opposition.

Le premier numéro de *Der Kommunist*, qui paraît à la mi-avril 1930, publie en première page la lettre aux militants du K.P.D. et les articles de Trotsky sur la « troisième période ». Il paraît avec régularité, tous les quinze jours. La publication dans *Der Kommunist* de la lettre de Trotsky aux membres du Leninbund est un dernier appel aux militants restés dans cette organisation que la V.L.O. juge désormais sans avenir. Le 1^{er} mars, *Volkswille*, publiait un article d'Urbahns intitulé « Qui scissionne l'Opposition léniniste ? », accusant formellement les minoritaires d'avoir provoqué la scission.

L'organe du Leninbund publie également une lettre du 24 février 1930 de Léon Sedov. Celui-ci souligne que, dans le même temps, Urbahns a sévèrement critiqué Rakovsky et les signataires de sa déclaration en les traitant de capitulards, et publié *in extenso* les textes des vrais capitulards, Smilga et Préobrajensky comme Radek. Abordant la question du « Secours Trotsky », Sedov affirme que les sommes levées depuis des mois dans plusieurs pays et envoyées à Urbahns ne sont pas parvenues à la rédaction du *Bulleten Oppositsii* et qu'il n'a jamais répondu aux demandes réitérées de compte pour ces sommes. La réponse d'Urbahns qualifie son auteur :

« Les sommes collectées pour le « Secours Trotsky », et qui n'ont pas été envoyées à l'opposition russe, ont été employées pour la défense politique de l'opposition russe et en particulier du camarade Trotsky, dès sa déportation par le régime stalinien hors d'Union soviétique. C'est avec ces sommes qu'a été conduite la campagne politique contre la terreur stalinienne et les déportations contre l'opposition russe, et pour le droit d'asile pour Trotsky en Allemagne. Une autre partie de l'argent a financé *Der Volkswille* et *Die Fahne des Kommunismus*, les seuls organes à avoir conduit le combat pour l'opposition russe en Allemagne ». 18

L'aveu est de taille. Urbahns ne s'est donc pas contenté de publier les textes des capitulards et de dénoncer la déclaration de Rakovsky : il reconnaît maintenant avoir dépensé pour les besoins de son organisation les sommes qui avaient été ramassées auprès des travailleurs de plusieurs pays pour Rakovsky et ses camarades. Non content de ce procédé inélégant, il cherche en outre à compromettre ceux qui sont, entretemps, devenus ses adversaires, en assurant que l'utilisation de ces sommes par le Leninbund a été approuvée par Grylewicz et Joko lorsqu'ils étaient membres de la direction nationale de cette organisation, une accusation que Landau et les siens reprennent contre ces militants lors des négociations d'unification.

La rupture de Trotsky et de ses partisans avec Urbahns et le Leninbund est irréversible et le déclin de cette organisation également. Le Leninbund se irreforme très vite en « secte Urbahns » car de nombreux militants le quittent pendant et après la scission. Sa presse bat de l'aile et le rythme de parution de *Volkswille* et de *Die Fahne des Kommunismus* se ralentit. C'est la fin, peu glorieuse, de l'ancienne gauche allemande, qui, en dehors de la V.L.O., n'existe pratiquement plus. 19

Exprimant ses doutes quant à la solidité de l'unification récente de l'opposition allemande, Shachtman écrit à Trotsky qu'il ne faut pas oublier qu'Urbahns, en dépit de toutes ses tentatives, n'était jamais parvenu à réaliser l'unification entre le Leninbund et l'Opposition de Wedding. Il souligne également que la réalisation de cette unification, pourtant chancelante et faible, « [...] constitue un énorme pas en avant ». 20 Elle ouvre la porte à la conférence internationale et prend une importance capitale puisque l'on peut désormais espérer un effet en retour. Shachtman suggère également à Trotsky de rédiger une lettre attirant l'attention des opposants allemands sur les dangers de leurs luttes fractionnelles. Ce dernier, après avoir remercié l'Américain de son rapport sur les différents événements de Berlin, lui répond :

« Le tableau que vous en avez tracé n'était en tout cas pas très rose. [...] J'ai exprimé tout à fait franchement aux amis de Berlin mon soupçon, selon lequel il est possible qu'il y ait parmi eux nombre d'agents de la bureaucratie officielle, développant leur funeste besogne de scissionnistes. De plus, je crois que ce type de procédé est tout à fait dans l'esprit de la bureaucratie stalinienne et que nous devons être en garde contre lui partout, y compris en Amérique ». 21

De ce point de vue, il faut relever qu'en dehors de l'appréciation très nettement défavorable portée par Shachtman et Naville à l'égard de Valentin Olberg, les deux militants n'ont jamais évoqué la possibilité qu'envisage très sérieusement Trotsky, de la présence d'éléments infiltrés. Le plus habile d'entre eux est évidemment Well, qui s'est placé en situation de force et a impressionné Shachtman, à un moment où Trotsky le considérait comme s'opposant délibérément à l'unification et s'apprêtait à le combattre politiquement.

L'unification réalisée en Allemagne est un point d'appui pour le combat de l'Opposition internationale et les militants allemands, le 6 avril, informent l'ensemble des groupes de la constitution de la V.L.O. et des décisions de leur conférence. 22 Après l'Allemagne, c'est l'Opposition de gauche belge qui est en difficulté et Pierre Naville se rend à Bruxelles dès la fin de la conférence allemande, afin de tenter de régler les problèmes avant la conférence internationale. De son côté, Shachtman quitte Berlin pour Paris, où l'attend Rosmer pour la conférence, le 6 avril.

NOTES

1. Lettre de Shachtman à Trotsky, 3 avril 1930, A.H. 5034.
2. Procès-verbal de la conférence d'unification, 30 mars 1930, A.H. 16207.
3. *Ibidem*.
4. *Ibidem*.

5. Lettre de Shachtman à Trotsky, 3 avril 1930, A.H. 5034.
6. Procès-verbal de la conférence d'unification, 30 mars 1930, A.H. 16207.
7. *Ibidem.*
8. Lettre de Shachtman à Trotsky, 3 avril 1930, A.H. 5034.
9. Le télégramme à Trotsky est ainsi rédigé : « La conférence d'unification achevée salue à travers vous les opposants russes en prison et bannis » (31 mars 1930, A.H. 1735).
10. Lettre de Shachtman à Trotsky, 3 avril 1930, A.H. 5034.
11. *Ibidem.*
12. *Ibidem.*
13. *Ibidem.*
14. *Ibidem.*
15. *Ibidem.*
16. *Ibidem.*
17. *Ibidem.*
18. *Volkswille*, n° 21, 1^{er} mars 1930, p. 14.
19. Scholem, après avoir rencontré Sedov, se rapproche des opposants de gauche, jusqu'à son arrestation.
20. Lettre de Shachtman à Trotsky, 3 avril 1930, A.H. 5034.
21. Lettre de Trotsky à Shachtman, 16 avril 1930, A.H. 10279.
22. Lettre de Grylewicz (au nom de la direction provisoire de la V.L.O.) à Trotsky et aux groupes d'opposition, 6 avril 1930, A.H. 1738.

CHAPITRE XIV

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU 6 AVRIL 1930

Le 5 avril 1930, Shachtman arrive à Paris, rencontre Rosmer et lui présente les projets de Trotsky concernant la conférence, notamment les textes préparés à Prinkipo. Naville, lui, revient de Belgique où il a vainement tenté de résoudre le conflit qui a pris une dimension nouvelle avec la démission de van Overstraeten. L'opposition belge va donc se présenter à la conférence divisée, c'est-à-dire exactement comme Shachtman redoutait que l'opposition allemande ne se présentât en cas d'échec de l'unification. Les conditions de préparation de cette conférence, convoquée en toute hâte, et plus préparée à Prinkipo qu'à Paris, les difficultés belges et les inquiétudes sur la solidité de l'unification allemande, constituent avant sa tenue un contexte peu rassurant.

Conférence ou pré-conférence ?

Le 6 avril, Rosmer ouvre la conférence qu'il préside en tant qu'initiateur de l'appel avec Naville. Rosenthal et Jean Tchernobelsky assurent le secrétariat. L'opposition belge est représentée par Hennaut, de la fédération de Bruxelles (en l'absence de van Overstraeten) et Lesoil, de Charleroi. Seipold représente la V.L.O. d'Allemagne, Julián Gorkin, le groupe espagnol, Jan Frankel, le groupe Lenorovič de l'opposition tchèque, Karoly Szilvassý, le groupe hongrois de Paris, Shachtman la C.L.A. des Etats-Unis, le juif ukrainien Pavel Okhun dit Obin et M.M. Pikas, le « Groupe juif » lié à *La Vérité*, et les Italiens bordiguistes sont représentés par Giovanni Bottaioli dit Peri, membre de la fraction de gauche italienne depuis 1928, et un autre militant appelé « Severino ».

De nombreux groupes ne sont pas représentés. Certains n'ont pu être prévenus à temps comme les groupes chinois, indochinois et ceux d'Amérique latine. En revanche, plusieurs ont envoyé une lettre d'adhésion à la conférence, leurs messages étant lus en séance. C'est le cas de l'opposition russe — Sedov n'ayant pu venir —, des groupes autrichiens de Josef Frey et de *Mahnruf*, d'un des groupes tchécoslovaques, le Bureau de la Fraction de Prague (groupe Freund, du nom de son dirigeant, le Dr Hermann Freund dit Harry, un ancien du groupe Michalec après avoir été parmi les fondateurs du P.C. tchèque), et de l'organisation grecque appelée « Archives du Marxisme ». Enfin, d'autres groupes, prévenus, n'ont pu se faire représenter, notamment le petit groupe autrichien de Josef Strasser et on peut relever

l'absence de tout Hollandais ainsi que des Italiens liés aux « trois », ces derniers ayant demandé à Rosmer de garder le secret, à cette étape, sur leur prise de contact.

L'absence de nombreux groupes constitue un premier handicap pour cette conférence internationale tandis que la présence de deux délégués belges concrétise la crise qui secoue cette opposition. Le fait que les bordiguistes de la Fraction de gauche soulignent qu'ils ne sont pas mandatés est un nouvel obstacle. Mais la véritable difficulté présente un caractère beaucoup plus grave : l'ordre du jour prévoit trois questions essentielles, la constitution du secrétariat international, les questions relatives au lancement du *Bulletin*, et enfin l'étude de la situation pays par pays. La conférence du 6 avril s'ouvre donc par une matinée consacrée au secrétariat international et au *Bulletin*. Le procès-verbal témoigne de cet ordre du jour surprenant pour ce qui est en principe une conférence internationale. Il est en effet mentionné en préambule :

« Séance du secrétariat international du 6 avril 1930 ». ¹

Ainsi, les délégués présents constitueraient ce secrétariat et non l'assemblée de la conférence. Il y a là plus qu'un *quiproquo*. C'est la nature de la conférence qui est en jeu. L'absence de nombreux groupes, l'absence de mandats et cet ordre du jour ne semblent pas pouvoir justifier l'appellation de conférence internationale mais plutôt celui de pré-conférence, voire de simple réunion internationale, ou plus logiquement encore, comme l'écrit le procès-verbal, de séance du secrétariat international. Il semble donc que ce soit la « ligne Rosmer » — se borner à créer le secrétariat et publier le *Bulletin* — qui prévale sur celle de Trotsky, favorable à la tenue d'une véritable conférence, avec les responsabilités et les tâches que cela suppose. Ce *quiproquo* est en fait un désaccord manifeste et va se révéler dans toute sa gravité. Trotsky, le 21 mars 1930, dans « Réponses à des questions d'U.R.S.S. », écrivait :

« Nous ne pouvons oublier même une minute que l'Opposition représente un courant *international*. Au cours de la dernière année, l'Europe, l'Amérique et la Chine ont eu pour la première fois pratiquement la possibilité de connaître les idées vivantes et les mots d'ordre des Bolcheviks-Léninistes dans la personne de certains éléments avancés de cercles communistes. Grâce à cela, il s'est produit, sur la base d'une différenciation idéologique, un regroupement très sérieux. L'Opposition s'est mise sur ses pieds idéologiquement à l'échelle internationale. Les fruits politiques de cette année de travail apparaîtront de plus en plus clairement dans un avenir proche. La « quantité » ainsi gagnée sera transformée en « qualité ». ²

Ce gain qualitatif ne peut être consacré que par la tenue de la conférence que Trotsky, grâce à Shachtman, a imposée à Rosmer. Or, ce dernier ouvre la conférence en ces termes :

« L'objet de cette réunion est de faire un premier pas pour le rassemblement des forces d'opposition, par la création d'un secrétariat international et l'édition d'un bulletin qui servirait à l'information réciproque et à la préparation de la conférence internationale, par la publication d'exposés sur les problèmes posés à la conférence. Je regrette que les difficultés de la liaison empêchent nos camarades italiens de se prononcer dès maintenant sur ces buts limités. Comment faire le *Bulletin* ? [...] En quelle

langue sera-t-il édité ? [...]. Comment sera-t-il contribué aux frais ? Ce sont surtout ces questions que nous devons discuter ? » ³

Il indique également qu'il sera procédé à une discussion pays par pays, précédant « l'examen des questions essentielles » sur la base d'un texte proposé par Shachtman et lui-même.

Ainsi, selon les paroles mêmes de Rosmer, les buts de la conférence sont-ils limités voire timides eu égard aux ambitions de Trotsky et au développement de l'Opposition internationale, et c'est le contenu d'une pré-conférence qui se dégage de son intervention. Ceci a une conséquence immédiate : cette pré-conférence, chargée en principe de préparer la future conférence internationale de l'Opposition, ne peut en fait régler que des questions techniques comme celles du secrétariat et du *Bulletin*. Faute de s'appuyer sur l'avancée politique de l'Opposition internationale, elle va se trouver confrontée à des difficultés et des remises en cause d'acquis politiques.

Les débats

Dès l'ouverture de la conférence apparaissent les premières difficultés. Le bordiguiste Severino provoque une discussion sur le problème des invitations, en interrogeant Rosmer :

« Les autres groupes : Leninbund, Groupe ouvrier communiste [4], ont-ils répondu à votre invitation ? » ⁴

Naville répond que ces groupes n'ont pas répondu, Urbahns se contentant de reproduire l'invitation, et que les groupes chinois et russe n'ont pu se faire représenter. Severino s'étonne de l'affirmation de Rosmer selon laquelle seuls les groupes de gauche, à l'exclusion des groupes de droite et d'ultra-gauche, étaient invités. Rosmer rappelle que la différenciation s'impose et s'écrit à l'adresse du bordiguiste :

« Tu ne voudrais pas travailler avec Brandler ! » ⁵

Hennaut, à l'appui de Severino, propose d'inviter Paz et Urbahns à la prochaine conférence internationale, de même que le groupe de Sneevliet, en dépit de son attitude qu'il juge « confuse ». Alors que Rosmer et Naville soulignent la dislocation du groupe Paz — notamment la suspension du *Libérateur*, qui a succédé à *Contre le Courant* —, Lesoil, de la fédération de Charleroi, déclare :

« Nous voulons surtout grouper les camarades décidés à marcher de l'avant, mais non ceux qui viennent pour discuter. Notre accord signifie qu'il faut faire une démarcation très nette entre les groupes qui sont d'accord avec la position et le travail de l'opposition russe et les autres. Pas d'amalgame. Nous sommes d'accord pour rencontrer les autres groupes, non pour les amalgamer ». ⁶

Cette intervention, basée sur l'acquis de la clarification des rangs de l'Opposition de gauche, est accueillie par une fin de non recevoir de la part d'Hennaut, qui n'y voit que l'« [...] avis de la fédération de Charleroi ». ⁷ Rosmer conclut ainsi cette pénible discussion :

« Certains camarades craignent qu'on ne parte sur une base trop étroite. Jusqu'à la décision de la conférence, il faut partir sur une base assez large. Comme la III^e Internationale fit des convocations très larges pour son II^e congrès. Ensuite la séparation se fera sur les principes. Jusque-là, il faut conserver un certain libéralisme dans la discussion ». ⁹

Cette discussion sur le problème des « convocations » connaît un prolongement dans le débat sur le *Bulletin*. De nouveau, deux pôles aux conceptions divergentes s'opposent : d'un côté, Peri — pour qui le *Bulletin* n'a « [...] pas de signification politique » — et Hennaut, qui souhaite que les colonnes du *Bulletin* soient ouvertes à tous les groupes qui se réclament de la « gauche », et de l'autre Rosmer, Naville, mais également Jan Frankel et Seipold, pour qui le *Bulletin* est l'élément de préparation de la future conférence et d'élaboration de la plate-forme. Ainsi, à Severino qui considère qu'il ne faut pas « [...] déterminer que tel ou tel groupe ne participera pas au *Bulletin* », Rosmer réplique :

« C'est impossible. En Allemagne, il existe une multiplicité de groupes, dont la tendance est claire et qui pourraient nous demander de publier leurs textes. La clarification des principes en la soumettant à l'expérience des faits, c'est ce qu'a fait *La Vérité*. Mais on ne peut englober des groupements dont on sait clairement quelle est leur direction propre. C'est parce que nous savons qu'il y a des idées à examiner et à clarifier que nous créons le *Bulletin* ». ¹⁰

Le « démocratisme extrême et formel » des bordiguistes, selon la formule de Rosmer, est un obstacle sérieux, voire une menace, puisque ce n'est qu'après une ample discussion que les délégués présents abordent enfin les questions techniques de l'édition du *Bulletin*.

La proposition de Rosmer d'un bulletin mensuel de huit pages publié en allemand et en français ne satisfait pas l'ensemble des délégués. L'Espagnol Gorkin juge cela « [...] tout à fait insuffisant pour l'information de chaque groupe national » et réclame un bi-mensuel ou un nombre de pages plus important mais assure également que son groupe est contraint de concentrer ses efforts sur le « [...] difficile travail de l'Espagne ». ¹¹ Jan Frankel et Szilvassý souhaitent une édition trilingue : français, allemand et anglais. Shachtman, lui, relève que la question des éditions en plusieurs langues, la périodicité et le nombre de pages sont uniquement un problème financier. Il suggère de petits caractères et demande que chaque groupe indique le nombre d'exemplaires qu'il prendra en charge et paiera. Alors qu'Obin craint un manque de textes pour un bi-mensuel, Naville estime la documentation suffisante mais redoute des textes trop longs. Il envisage des intervalles irréguliers entre deux numéros, la moyenne étant de quinze jours, et un prix de revient de 700 francs par numéro pour l'ensemble du tirage international. Enfin, il souligne que l'imprimeur est en mesure de réaliser des éditions en langues différentes. Après Gorkin, c'est Frankel qui indique que son groupe concentre tous ses efforts sur la création d'un journal alors que Szilvassý déclare ne pouvoir répondre sans avoir consulté l'ensemble de ses camarades. Hennaut annonce une diffusion de cent exemplaires en Belgique, Seipold de quatre cents à cinq cents pour l'Allemagne. Shachtman assure que le groupe américain souscrita à dix dollars par numéro et annonce une vente de deux cent cin-

quante exemplaires. Obin, pour le « Groupe juif », avance le chiffre de cinquante exemplaires et Naville, pour l'opposition française, de deux cents à deux cent cinquante. Ces estimations mettent un terme à cette discussion d'où ressortent deux décisions essentielles : parution en allemand et français et un minimum de huit pages.

Rosmer propose ensuite de composer le secrétariat international avec un représentant des oppositions russe, allemande, française et belge, le travail technique étant assuré par le groupe français. Hennaut s'empresse de répondre qu'il est d'accord avec la proposition mais que l'opposition belge ne peut assumer cette tâche :

« La liaison internationale repose avant tout sur une certaine activité dans le pays propre. Mais si ce travail porte préjudice au travail national, il est impossible ». ¹²

Une longue discussion s'ensuit entre Rosmer et Naville d'un côté et Hennaut — épaulé parfois par Lesoil — de l'autre. Le désaccord est manifeste : plus les premiers insistent pour obtenir un représentant belge au secrétariat, plus Hennaut avance de réserves, évoque les difficultés internes, faisant finalement la proposition que le secrétariat soit constitué sans l'opposition belge — qui pourrait être consultée en cas de besoin. Rosmer insiste pourtant, soulignant que cette abstention sera « [...] interprété[e] de façon tout à fait différente » ¹³, et souligne que l'opposition belge devrait prendre le *Bulletin* à sa charge, en raison de ses liaisons et de sa « position centrale » mais aussi du fait que ces opposants sont les éléments dirigeants du parti et qu'ils ont des bases dans toute la Belgique. Rien n'y fait et la conférence entérine la composition suivante du secrétariat : un représentant des oppositions russe, française et allemande, et un représentant belge quand cette opposition se sera prononcée. ¹⁴ Le militant russe est Léon Sedov ¹⁵, le Français, Rosmer, et l'Allemand sera Landau, sa désignation n'intervenant qu'après la conférence.

L'affaire belge éclaire les difficultés de l'opposition internationale qui ne compte que deux sections à la fois assez solides politiquement et numériquement, et réellement capables de s'investir dans le travail international : l'opposition française qui va se charger des tâches techniques du *Bulletin* et du secrétariat, et l'opposition américaine qui va aider au financement. La distance géographique qui sépare ces deux sections est un handicap considérable et il n'y a rien d'étonnant dans l'absence de membre américain dans le secrétariat. L'unification allemande devrait permettre de redonner toute sa place à cette section mais sa réalisation de dernière minute et son aspect fragile ne permettent pas de s'appuyer solidement dessus.

Comme le souligne Rosmer, c'est en fait l'opposition belge qui devrait représenter le centre de l'opposition internationale. Mais la crise qui la secoue et les vues et les réserves de Hennaut, telles qu'il les a affirmées à la conférence, indiquent qu'il partage sur de nombreux points les conceptions localistes et étroitement nationales des opposants allemands, préoccupés qu'ils sont de régler, à leur avantage, les luttes internes. Il semble assez peu réceptif à l'appel solennel de Rosmer l'enjoignant, ainsi que ses camarades, de prendre toute leur place au plan international, et plus qu'un symptôme de « localisme », c'est une véritable menace pour toute l'Opposition. Mais la confé-

rence, par sa préparation et son déroulement, n'est pas en mesure de réellement les « tirer en avant » et les fait, au contraire, reculer devant l'ampleur de tâches à accomplir.

Le silence des petits groupes, sauf pour signaler qu'ils ne peuvent matériellement faire que peu de choses, n'est pas plus positif. Ce sont Rosmer et Naville qui mènent la discussion avec Hennaut, seul Frankel intervenant une fois à l'appui des deux Français. Ces petits groupes (espagnol, tchèque, juif, hongrois, et même allemand) considèrent-ils qu'ils n'ont aucun pouvoir et aucun droit, qu'ils n'ont pas le devoir de tenter de convaincre les Belges de la nécessaire participation au secrétariat international, censé les représenter peu ou prou ? En s'abstenant ils ne font que conforter, voire partager, qu'ils en soient conscients ou non, l'extrême attentisme des représentants bordiguistes dont le démocratisme exacerbé reflète le souci de ne pas se lier, surtout sans l'accord de Bordiga. A la décharge de ces groupes, il faut considérer que la situation et l'attitude de l'opposition belge ne sont pas de nature à les encourager et pèsent d'un poids négatif sur de petits groupes, débordés par les tâches à accomplir dans leur propre pays, et sans doute désabusés devant ces crises internes qui divisent l'opposition belge après avoir durement frappé l'opposition allemande.

La conférence consacre l'après-midi du 6 avril à l'examen de la situation de chaque groupe national. C'est la crise belge qui est abordée en premier et le plus longuement, avec un rapport de Hennaut qui donne le ton :

« Je crois qu'on se fait des illusions sur la force du groupe belge. Sa solidité, son homogénéité appartiennent au passé ». ¹⁶

Il rappelle le désaccord avec Charleroi à propos de l'analyse du conflit sino-russe, de la possibilité de redresser l'I.C. et ses partis et d'éviter Thermidor en U.R.S.S., souligne que l'opposition est coupée du mouvement des masses et a une formule significative :

« Bruxelles est la tête sans corps de l'opposition ». ¹⁷

Hennaut se prononce pour une meilleure cohésion du groupe, pour une plate-forme d'action et conclut par une constatation empreinte de pessimisme :

« Les difficultés de recruter des éléments sains sont très grandes. L'inactivité est la règle ». ¹⁸

Lesoil, lui, considère que le malaise vient de l'inactivité du C.C. de Bruxelles et notamment de van Overstraeten, et que l'erreur de ces militants dans le conflit sino-russe n'était pas « passagère » mais l'amorce d'une ligne de démarcation entre ceux qui sont d'accord avec l'opposition russe et les autres. A Rosmer qui invite tous les membres du groupe belge à confronter leurs points de vue afin de voir s'il est possible de reprendre le travail en commun, Hennaut répond que le malaise est profond comme le montre la démission de van Overstraeten. Et tout d'un coup, alors que cette discussion belge n'est pas achevée et *a fortiori* la conférence internationale, Hennaut déclare qu'il est obligé de partir pour motif professionnel. C'est un coup sérieux porté aux perspectives du groupe belge, mais aussi à toute la conférence. La

séance reprend pourtant avec la lecture par Naville d'un texte de la fédération de Charleroi qui doit servir de base de discussion dans l'opposition belge. Lesoil déclare ensuite :

« Il est nécessaire d'établir clairement quelle est la politique de l'opposition russe sur les divers points fondamentaux. [...] Puis il faudra grouper, sur cette démarcation, les camarades. Il faut vraiment montrer ce que veut l'Opposition communiste de gauche ». ¹⁹

Interrogé par Rosmer sur une éventuelle rupture avec Bruxelles, il répond :

« Ils ne pourront rien faire d'utile sauf peut-être dans la région flamande. Nous, nous sommes incorporés dans le mouvement régional. Le journal ? Il ne faut pas nous demander d'aborder les questions théoriques. Mais avec *La Vérité*, *La Lutte [de Classes]*, van Overstraeten pouvait très bien faire un bon journal. La question financière est un prétexte. C'est devant le travail qu'ils ont reculé. Nous vendons 600 *Communiste* (nous en vendions 900 ou 1 000) ». ²⁰

Ainsi s'achève la discussion belge. On comprend que Shachtman ait parlé de son « [...] influence dépressive sur les délégués » ²¹ qui aurait « vicié » l'atmosphère de la conférence.

La discussion sur la situation des autres groupes nationaux porte tour à tour sur tous les pays représentés, sauf l'Espagne, car Gorkin, comme Hennaut et pour le même motif, a quitté la conférence avant son terme. De ces rapports et débats, il ressort l'amélioration de la situation allemande, où selon Seipold, « il n'y a pas de différents politiques bien accusés, mais par contre des querelles personnelles ». ²² Le délégué allemand ajoute :

« Cependant la dernière réunion fut satisfaisante, une atmosphère d'amitié et de camaraderie s'est établie. On a pris des décisions amicalement ». ²³

Severino s'efforce de convaincre les autres délégués que la situation italienne est « révolutionnaire » et que seul le cadre de l'organisation fait défaut, déclarant même que « dans une crise aiguë, nombre de « fascistes par force » se rallieraient à la révolution ». ²⁴ L'opposition hongroise connaît des difficultés, en Hongrie même où elle est illégale, aux États-Unis où le groupe Basky a dû cesser la parution de *Proletar*, mais Szilvassý annonce que le groupe de Paris va lancer un nouvel organe pour les groupes hongrois des différents pays. Le lancement d'un journal, *Jiskra* (L'Étincelle), est aussi la préoccupation du groupe Lenorovic en Tchécoslovaquie. Enfin, le « Groupe juif », par Pikas, rappelle son adhésion au groupe de *La Vérité* et les perspectives favorables de travail dans les organisations ouvrières influencées par le P.C. et notamment dans la *Kulturliga*, qui compte six cents membres et dans laquelle le frère de Roman Well, Abraham Sobolevicius, a joué un rôle.

Les décisions

Parmi les propositions faites à la conférence, on peut noter celles de Rosmer : d'une part que « [...] chaque groupe désigne un camarade qui s'occupe de la correspondance internationale non seulement avec le secrétariat, mais avec tous les organes » ²⁵, et d'autre part, pour la collaboration technique

avec Trotsky, l'envoi de jeunes militants qui travailleront sous sa direction à Prinkipo et se formeront, chaque groupe devant faire un choix judicieux. La conférence a déjà pris la double décision de faire paraître le *Bulletin* — en principe deux fois par mois en allemand et en français sur huit pages minimum — et constitué le secrétariat international avec Sedov, Rosmer et Landau, auxquels doit se joindre un Belge. Rosmer fait également adopter deux résolutions, sur le meurtre de Blumkine et sur le cas de Rakovsky, malade et exilé. Puis un télégramme est adopté et adressé à Trotsky :

« La première réunion internationale de l'Opposition communiste de gauche, tenue le 6 avril, à Paris, groupant des délégués allemand, américain, belge, espagnol, français, hongrois, italien, tchécoslovaque, envoie son salut chaleureux et le témoignage de son étroite solidarité aux camarades bolcheviks, emprisonnés et déportés, et à leur leader exilé L.D. Trotsky ». 26

Shachtman souhaite que l'envoi de camarades auprès de Trotsky soit organisé « très précisément » par le secrétariat, afin d'éviter de regrettables erreurs — comme l'envoi d'Olberg, évité de justesse.

Le procès-verbal rapporte les paroles de Rosmer au terme de la séance :

« Rosmer clôt la conférence en exprimant sa satisfaction de la tenue de la conférence, des informations recueillies, des décisions prises qui seront fécondes et de l'atmosphère de travail cordial où elle s'est déroulée — si l'on excepte le point noir de la situation belge où l'Opposition qui fut une des premières et des plus fortes n'est pas dans une situation favorable. Mais des difficultés peuvent surgir, il y en a eu, il y en aura à vaincre. L'essentiel est que la clarté se fasse pour que se résolvent nettement et utilement les divergences. Il faut soumettre nos conceptions à l'épreuve des faits. Malgré cette ombre, les perspectives d'ensemble se présentent très favorablement et il ne reste qu'à se mettre au travail résolument ». 27

Le premier numéro du *Bulletin international de l'Opposition communiste de gauche* ne paraîtra qu'en août 1930, des difficultés d'ordre technique étant alors invoquées pour justifier cette parution tardive. Ce numéro publiera la liste des organisations ayant adhéré à la conférence internationale et des articles traitant de la situation des principaux groupes nationaux de l'opposition, dans la droite ligne de la discussion de la conférence. Il publie également, en première page, un appel « Aux prolétaires du monde ! ». Ce numéro comporte seize pages et porte en exergue l'appel du *Manifeste du parti communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Dans l'attente de la parution du *Bulletin*, les différents organes de l'opposition rendent compte de la tenue de la conférence 28, comme *La Vérité* du 11 avril :

« Le 6 avril s'est constitué à Paris le Secrétariat international provisoire de l'Opposition communiste. [...] C'est une étape qu'il faut apprécier dans toute sa plénitude. [...] La période de rassemblement, de discrimination, de cristallisation de l'Opposition internationale de gauche n'est pas aujourd'hui terminée, mais déjà, sous la pression des circonstances, sa figure apparaît nettement. [...] Il est déjà clair que la future conférence internationale de l'Opposition de gauche représentera vraiment la totalité des forces marxistes de l'Internationale ».

Le numéro 2 de *Der Kommunist*, en mai 1930, publie un bref compte rendu de Seipold. *The Militant* du 26 avril annonce le retour de Shachtman d'Europe, qui rendra compte de son séjour auprès de Trotsky et de la conférence internationale. *The Militant* du 3 mai publie en effet un article de Shachtman intitulé « Un grand pas en avant. La conférence internationale de l'Opposition de gauche ». Le délégué américain parle avec enthousiasme de la tenue de cette conférence et écrit même que l'esprit de Zimmerwald imprégnait les militants présents, décidés à redresser le mouvement communiste international. Il retrace ensuite les progrès réalisés à l'échelle internationale par l'Opposition et ne mentionne, à propos des difficultés allemandes, que « quelques problèmes inévitables » au cours de l'unification dont il souligne l'importance. Il évoque également les difficultés belges et autrichiennes, sans toutefois en donner la substance, indiquant qu'il sera nécessaire d'y revenir ultérieurement, et conclut cet article en annonçant la préparation de la prochaine conférence internationale après une ample discussion préliminaire.

« Un grand pas en avant. L'unification de l'Opposition de gauche » 29 est le titre d'un article de Trotsky, publié dans le numéro de mai 1930 du *Biulleten Oppositsii*, où il parle de pré-conférence de l'Opposition à la différence de Shachtman, qui rendait compte de la conférence internationale alors que *La Vérité* et Rosmer parlaient eux de réunion, de même que le télégramme adressé à Trotsky. Soulignant la représentativité de cette pré-conférence, l'importance de la mise en place du secrétariat et de l'édition du *Bulletin*, Trotsky écrit :

« A la conférence une atmosphère de totale unanimité, de fidélité au drapeau et de volonté de combat dominait. Nous ne doutons pas qu'un futur très proche montrera les résultats clairs et incontestables de l'important travail de préparation qui a été mené au cours de l'année écoulée ». 30

Mettant en relief les progrès de l'Opposition internationale et les résultats de la réunion du 6 avril, Trotsky dissimule aux yeux de tous ceux qui pourraient tenter d'en tirer profit, son profond mécontentement à l'égard de ce qu'il appelle, en public, la « pré-conférence » — alors qu'il souhaitait la tenue d'une véritable conférence — et, dans une lettre privée à Shachtman, la « conférence muette ». Son irritation est également vive à propos de l'attitude des bordiguistes italiens. Il va le faire savoir nettement.

La « conférence muette »

Le 7 avril, Marguerite Rosmer écrit à Trotsky :

« La réunion internationale d'hier a été très importante ; tous nos camarades disaient que depuis six ans rien ne les avait autant réconfortés ». 31

Elle annonce également l'arrivée à Prinkipo, comme secrétaire, de Jan Frankel qui pourra ainsi faire le compte rendu complet de la séance. De son côté, Molinier écrit à Sedov, de façon à la fois laconique et prudente :

« Hier a eu lieu à Paris, une sorte de conférence internationale ». 32

Le 10 avril, c'est Rosmer qui écrit sa satisfaction à Trotsky à propos de la réunion du 6 avril qu'il qualifie de « grand événement » et commente ainsi :

« [...] Notre première conférence internationale — un vrai succès avec un seul point noir [...] [le problème belge] — [...] ». ³³

La réponse de Trotsky parviendra à Rosmer le 25 avril. Cette lettre, dont nous ne possédons pas le texte, est probablement très semblable à celle qu'il a envoyée à Shachtman, le 16 avril. Dans cette dernière, Trotsky se montre particulièrement critique et sévère dans son jugement sur la conférence :

« Elle a été pour moi une grande déception, à tous égards. Ce n'était réellement pas avisé de convoquer une conférence muette. Si nos adversaires ont conservé seulement la moitié de leurs esprits — et dans ce domaine, ils ont des cerveaux très créateurs — ils en tireront immédiatement et publiquement la conclusion : les représentants de l'Opposition qui y étaient réunis étaient si désunis ou dans le noir, ou les deux, qu'ils n'ont osé exprimer une seule idée. Après tout, personne, aucune personne qui pense politiquement, ne croira que des gens sont venus de New York, de Berlin, de Prague, d'Espagne, etc., à Paris pour ne rien dire. Voyager pour garder le silence est réellement une dépense politique superflue ». ³⁴

La constitution du secrétariat, fait-il remarquer, aurait pu être réalisée par un simple échange de cartes postales... La présence de la majorité des délégués ne change rien quant au silence de la conférence et à l'interprétation qui peut en être tirée. Trotsky interroge Shachtman sur les véritables raisons de ce silence :

« Pourquoi n'a-t-on pas publié une courte déclaration de principe ou un manifeste ? Pourquoi ? Un tel document aurait été de la plus grande importance politique. On pourrait le montrer à tout ouvrier dans tout pays et s'en servir comme base pour le travail de propagande de l'Opposition internationale. [...] Et nous nous sommes privés de cette arme pour une période indéterminée ? Pour quelles raisons ? » ³⁵

Et il récuse celles avancées par Naville, les problèmes belges et italiens :

« J'ai reçu du camarade Naville la communication que « par suite de la demi-défection des Italiens et des Belges », on n'a ni adopté un manifeste ni créé un bureau. Or si j'ai bien compris — « à la suite de la *demi*-défection des autres »... on l'a solidement complétée ». ³⁶

Dans la lettre à Shachtman, Trotsky explique :

« Nous tenons une conférence pour donner une expression aux idées de ceux des groupes qui ont atteint la clarté, pas de ceux qui sont en pleine confusion. En outre, les Italiens n'étaient pas représentés officiellement et les Belges étaient divisés. Le manifeste aurait pu être adopté à l'unanimité ou avec une voix contre d'un des Belges. On peut m'objecter que nous ne voulions pas heurter les gens de Bruxelles. Je trouve cela plus difficile encore à comprendre car eux guerroyaient contre nos camarades de Charle-roi que nous devons soutenir sans réserves. En ce qui concerne les Italiens, je trouve également que la politique d'« indulgence » patiente est tout à fait fautive. Si nous avions pressé les Italiens de se décider, par des articles, en posant ouvertement la question, nous serions maintenant un peu plus avancés avec eux que nous ne le sommes, malheureusement ». ³⁷

Trotsky est d'ailleurs décidé à régler cette question italienne en interrogeant le groupe bordiguiste dans une lettre ouverte, le 22 avril 1930. Relevant

le décalage entre l'importance de la pré-conférence et l'abstention des délégués bordiguistes, Trotsky interroge les militants :

« Considérez-vous que le communisme puisse être de caractère national ? [...] Et donc : vous considérez-vous comme une tendance nationale ou comme une partie d'une tendance internationale ? [...] Dans le second cas une deuxième question se pose : à quelle tendance internationale appartenez-vous ? [...] Quels sont vos désaccords avec l'Opposition de gauche ? Ont-ils un caractère principal ou épisodique ? Une réponse claire et précise à cette question est indispensable ». ³⁸

Il conclut :

« Votre non-participation à la pré-conférence internationale peut être politiquement interprétée que vous êtes séparés de l'Opposition de gauche par des différences de principe. S'il en est ainsi, une troisième question se pose : pourquoi ne créez-vous pas une organisation de votre propre tendance en fraction internationale ? [...] Inutile de dire que l'Opposition russe serait heureuse d'apprendre votre décision de rejoindre l'Opposition de gauche internationale ». ³⁹

Dans une lettre à Seipold, Trotsky écrit à ce propos :

« Je considère comme une erreur que l'on n'ait pas pris de résolution concernant les bordiguistes, c'est-à-dire qu'on ne les ait pas placés devant une alternative claire. Dans leurs rangs, il y a bien sûr des nuances diverses. Il nous faut aider ceux qui ont des positions internationales contre ceux qui ont des positions nationales. Le bordiguisme dans sa forme parisienne court le plus vif danger de dégénérer en un sectarisme purement national, un avatar italien de l'Urbahnsisme. Et plus les choses traînent en longueur, plus ce danger grandit ». ⁴⁰

Dans sa lettre à Shachtman, il poursuit son réquisitoire en évoquant le retard pris avant la conférence :

« Il faut admettre que nous avons perdu beaucoup trop de temps même avant la conférence. Il aurait fallu former le secrétariat au moins il y a six mois. Urbahns n'aurait jamais pu faire dans son organisation des percées relativement aussi profondes s'il y avait eu une sorte de contrôle de l'Opposition internationale et si les membres du Leninbund avaient compris qu'il s'agissait de rompre avec l'Opposition internationale tout entière. Par cet inexplicable délai, nous avons aidé Urbahns contre nous, de même que nous aidons aujourd'hui les brouillons chez les Belges, les Italiens et ailleurs par cette conférence muette (c'est ainsi qu'elle entrera dans l'histoire). J'insiste sur ce point parce que je sens que sur cette importante question il y a des tendances qui sont en désaccord avec l'internationalisme révolutionnaire actif de l'Opposition, et, si on ne les met pas au jour et si on ne les élimine pas à temps, elles peuvent devenir dangereuses ». ⁴¹

Dans sa conclusion, il met directement en cause Shachtman, ses griefs étant sérieux :

« Par l'intermédiaire de vos bons offices, j'ai fait des propositions à la conférence. Mais elle n'en a pas entendu un mot. Qui a décidé, dans le dos de la conférence qu'une importante proposition qui lui était adressée, ne lui serait même pas communiquée ? Cela ne me semble pas très « démocratique » en ce qui concerne la conférence elle-même. Ce qui est réellement non-démocratique (sans guillemets) c'est que 99 %, sinon plus, des membres de l'Opposition seraient, si on le leur demandait, en faveur de la publication d'un tel manifeste. [...] Aussi l'ensemble de la façon de procéder me paraît politiquement tout à fait faux et organisationnellement un peu arbitraire ». ⁴²

Rosmer, le 25 avril, s'explique sur ce qu'il appelle « les choses désagréables » :

« Notre réunion s'est préparée dans des conditions qui ne permettaient guère l'optimisme. Dans la semaine qui l'a précédée, Shachtman et Naville étaient à Berlin et les informations qu'ils nous envoyaient étaient fort peu encourageantes. Ils rentrèrent [...] dans cet état d'esprit que nous ne pouvions que partager et c'est seulement alors que j'ai appris par eux que vous pensiez qu'il était possible dès maintenant de tenir une conférence qui ne se bornerait pas à mettre debout un secrétariat international, chose relativement facile, mais devrait être déjà la première conférence internationale de l'Opposition avec les conséquences que cela comporte. Shachtman nous communiqua le lendemain les textes que vous aviez préparés ensemble ; sans doute à cause de son départ précipité, il n'avait pas eu le temps de les mettre au point et naturellement il n'avait pas non plus pu le faire en cours de route. Nous les lûmes ensemble — Sh[achtman], Nav[ille], Gér[ard] et moi — et constatâmes qu'un sérieux travail de rédaction était nécessaire, travail qu'il était trop tard pour entreprendre, puisque nous étions à la veille de la conférence. Nous fûmes d'accord pour penser qu'on pourrait indiquer aux camarades les idées centrales du manifeste et charger des camarades de la rédaction définitive ». 43

Rosmer souligne la bonne surprise allemande, la situation rapportée par Seipold semblait meilleure que prévu, mais insiste sur les défections de Henaut et Gorkin. En réponse aux critiques de Trotsky, il ajoute :

« Pourtant quand, vers la fin de l'après-midi, nous nous consultâmes — Sh[achtman], Nav[ille] et moi — nous nous trouvâmes spontanément d'accord pour penser qu'il n'était pas possible d'aller plus loin, pour cette fois, que la constitution du secrétariat. La critique qu'on pourrait faire d'une conférence restant « muette » ne se présenta pas à notre esprit parce que nous pensions déjà aux comptes rendus que nous en ferions dans nos journaux puis dans le *Bulletin*. Le manifeste serait revu et rédigé, communiqué aux divers groupes et publié dans le 1^{er} numéro du bulletin ». 44

Sentant, sans doute, la faiblesse de ces explications, Rosmer tente de justifier ses camarades et lui-même :

« On peut bien comprendre que vous nous trouviez trop lents et trop timides. Mais nous sommes forcément impressionnés par le milieu et les conditions dans lesquelles nous travaillons. Il y a parmi nous peu de camarades capables de faire un travail sérieux, de sorte que ceux qui doivent assumer les nombreuses tâches qui s'imposent à nous sont écrasés et ne peuvent souvent que faire le plus pressé, l'indispensable, négligeant ainsi tout le reste qui n'est cependant pas négligeable ». 45

Les explications de Shachtman, dans sa lettre à Trotsky du 2 mai 1930, sont également très intéressantes :

« Les critiques que vous faites des défauts de la conférence internationale, et particulièrement de moi-même, ne sont pas un choc — parce que je ne les avais pas seulement prévues mais également trouvées justifiées — bien que je pense que vous vous trompez en caractérisant la conférence aussi durement au point de l'appeler « notre conférence muette » et de donner l'impression qu'il serait possible de réaliser à travers des cartes postales ce qu'elle a accompli ». 46

Ne cherchant pas à esquiver sa responsabilité dans les faiblesses de la conférence, il invoque à sa décharge, comme Rosmer, les conditions de préparation et de déroulement. Rappelant son entrevue avec Naville, à son arrivée à

Paris fin février, Shachtman pense qu'il y a eu un « malentendu » dû à son « atroce » accent américain, les opposants français n'envisageant pas, selon lui, une véritable conférence. La lettre de Shachtman et Trotsky à Rosmer fixant la date de la conférence n'a pas dissipé ce « malentendu » : selon lui, ce dernier préparait une conférence de nature technique, avec des délégués sans mandats et sans consignes de vote. Il explique :

« J'arrivai à Paris un jour avant la conférence. L'idée que nous devrions publier un manifeste et investir un secrétariat d'une réelle autorité et de pouvoirs fut considérée par les camarades comme une idée entièrement nouvelle — je ne dis pas cela pour les critiquer, mais plutôt comme un exemple de ce que la conception générale de la nature de la conférence n'était pas clairement comprise et admise à l'avance. Cela prit tout le monde par surprise ». 47

Il revient ensuite sur les problèmes belge et italien, comme Naville et Rosmer l'avaient fait avant lui, et écrit :

« Si vous ajoutez à cela les facteurs signalés ci-dessus — le fait que personne ne voyait dans la conférence autre chose qu'une réunion pour prendre les décisions concernant le bulletin — vous comprendrez pourquoi il y eut une extrême hésitation non seulement à présenter (encore plus à l'adopter) le manifeste, mais même à aborder deux ou trois autres sujets que nous avions déjà discutés. [...] J'y ai repensé et je vois plus clairement maintenant que j'aurais, de toute façon, dû insister sur la présentation du manifeste ou d'une déclaration ». 48

Mais il souligne aussitôt que la conférence n'y était pas préparée et avance un argument important :

« Les articles de *La Vérité* depuis des semaines avaient parlé de tout et tout laissé entendre, sauf d'une conférence internationale, qui adopterait un document central. A l'ouverture de la conférence, dans ses remarques introductives sur les buts et les intentions, le camarade Rosmer, président de la séance, déclara que la conférence avait été convoquée comme un *premier pas* dans la voie du lancement de la publication d'un bulletin de discussion de l'Opposition de gauche internationale, dans lequel nous devrions clarifier notre point de vue et *ainsi* préparer une conférence internationale quelques mois plus tard avec une réelle *représentativité et autorité* ». 49

Shachtman souligne qu'il n'écrit pas cela pour esquiver ses responsabilités et précise :

« Je suppose que, si j'avais été plus conscient de l'importance de ce qui était *négligé* par la conférence, j'aurais été plus actif pour l'empêcher. Mais les préparatifs, l'ambiance et l'esprit de la conférence étaient peu favorables à la réalisation de ce pas ». 50

Considérant que l'opinion de Trotsky est unilatérale, il pense que les faiblesses des décisions peuvent être compensées par l'augmentation des compétences du secrétariat et se déclare persuadé que l'ensemble des groupes y sera totalement favorable. Il en va de même pour le *Bulletin* qui ne doit pas être un organe de discussions abstraites mais le moyen de centraliser le combat de l'Opposition à l'échelle internationale. Shachtman conclut sur son désarroi face aux critiques de Trotsky, tout en espérant que son récit des circonstances de la conférence sera suffisant.

Un dernier écho vient pourtant tempérer l'orage de critiques et d'auto-critiques. Le 11 juin 1930, l'un des plus représentatifs des « bolcheviks-

léninistes » d'U.R.S.S. de la génération de 1917, Viktor B. Eltsine écrit de déportation à Sedov :

« [...] Grâce au bruit qui s'éleva dans la presse et dans les derniers journaux (*Bolchevik* d'avril), nous devinâmes que quelques grands événements avaient eu lieu à l'étranger, des événements qui mirent en fureur Staline et ses apparatchiki. Ta carte nous montra la vraie cause de leur inquiétude. Le succès que vous avez obtenu dans l'union de la Gauche internationale — c'est une grande fête pour nous. Cette information nous donne force et assurance ». ⁵¹

Bilan de la conférence

Répondant à Shachtman le 20 juin 1930, Trotsky écrit qu'il considère comme « intolérable » ce qu'il appelle la « procédure bureaucratique » employée par Rosmer, Naville et l'Américain lors de la conférence, décidant, sans en informer les autres militants, de ne pas présenter de résolutions. ⁵² Les explications et justifications des trois militants qui ont dirigé les travaux de la conférence n'ont donc pas réussi à apaiser le mécontentement de Trotsky à l'égard de son déroulement.

Ses points faibles sont, en effet — et Trotsky s'est fait un devoir de le souligner — nombreux et inquiétants. La volonté d'auto-isolement des bordiguistes, le mutisme de la conférence, sont des éléments de crise pour l'Opposition internationale. Les discussions elles-mêmes révèlent la faiblesse théorique et politique des présents et c'est à juste titre que Trotsky souligne qu'il eût fallu appuyer Charleroi contre Bruxelles et armer politiquement les délégués les plus avancés en proposant de voter sur le manifeste. En s'enlisant dans une longue discussion sur les convocations, la conférence a non seulement perdu un temps précieux pour discuter des tâches à accomplir et des résolutions à adopter, mais elle est même revenue sur un acquis, avant de s'embourber sur la question de la participation d'un représentant de l'Opposition belge au secrétariat international. Les départs de Hennaut et Gorkin ont naturellement contribué à renforcer ce caractère de faiblesse de la conférence. Ces militants auraient-ils de même quitté une séance d'un congrès de l'Internationale communiste ? Les autres militants auraient-ils accepté leur départ ?

L'absence de réelle discussion sur les différents groupes nationaux après les rapports est inquiétante pour une organisation internationale. Les conditions de préparation de la conférence ont certes nui à la possibilité d'une discussion préparatoire et d'un échange de points de vue et d'informations. Mais elles n'expliquent pas la faiblesse de la discussion et l'absence de décisions.

La tenue d'une conférence internationale, la mise sur pied d'un secrétariat international et d'un *Bulletin d'information* étaient-ils des objectifs trop ambitieux ? Ou bien les opposants étaient-ils trop faibles, marqués par le milieu et les conditions politiques du moment, comme l'écrit Rosmer à Trotsky ? Les difficultés auxquelles les opposants se trouvent confrontés étaient-elles politiques ou matérielles ? L'objectif de l'Opposition internationale, de la conquête du noyau prolétarien des partis communistes — et dans certains cas des partis social-démocrates — était-il irréalisable, irréaliste ?

Confrontée à une masse ouvrière souvent méfiante à l'égard des partis communistes officiels et au noyau prolétarien de ces partis — soit ouvertement hostile soit indifférent — l'Opposition de gauche, faible numériquement et donc matériellement, ne dispose que d'une seule arme efficace : la clarté et la justesse de son combat politique. Née en Union soviétique du combat de l'Opposition de 1923, puis de l'Opposition unifiée et enfin de l'Opposition de gauche, l'Opposition internationale doit s'organiser pour mener son combat à terme au plan mondial. Les obstacles ne manquent pas dans cette voie mais la difficulté que ses principaux dirigeants de 1930, Trotsky excepté, éprouvent à exprimer cet objectif de la centralisation de l'opposition comme fraction internationale de l'I.C. est incontestablement pour Trotsky une sérieuse inquiétude.

Les faiblesses de la conférence sont nombreuses. Elles ne peuvent cependant occulter totalement les points positifs d'une importance décisive. Le premier est la constatation que l'Opposition de gauche compte deux sections véritablement internationalistes, les oppositions française et américaine, et qu'elles doivent par leur rôle de phare, de pôle de regroupement, servir à entraîner les autres sections d'opposition encore trop ancrées au sein de leur travail national. Le rôle internationaliste de ces deux sections est net au cours des débats de la conférence et dans ses décisions. A titre d'exemple significatif de cet état d'esprit, on trouve la proposition de la section française de s'occuper des tâches techniques liées à la publication du *Bulletin* et celle de la Ligue américaine de financer substantiellement chaque numéro. Plus significative encore de cet esprit internationaliste est la remarque de Rosmer aux militants belges selon laquelle ce serait à eux de constituer le véritable centre de l'Opposition internationale.

Le deuxième aspect positif de la conférence est naturellement la création d'un secrétariat international, bien qu'il soit conçu comme un secrétariat technique. Les différents groupes nationaux disposent ainsi d'un point international de centralisation, véritable porte-drapeau de l'Opposition internationale. C'est là un fait nouveau dans l'histoire de cette jeune opposition. C'est aussi, voire avant tout, le signal d'un transfert de responsabilités capital. Aux avant-postes depuis 1923 avec de nombreux cadres du parti bolchevique, épaulé ensuite par Zinoviev et Kamenev lors de la constitution de l'Opposition unifiée, Trotsky assumait pratiquement seul — depuis 1928 avec son fils — la direction idéologique de l'Opposition de gauche. Depuis son arrivée à Prinkipo, il s'était efforcé en vain de conduire l'opposition à s'organiser sur le plan international et de se doter d'une direction qui soit indépendante de lui. La conférence d'avril n'était pas encore l'aboutissement de ce processus mais en constituait l'amorce. Elle semblait annoncer une direction indépendante de l'Opposition de gauche, permettant à Trotsky de se consacrer davantage à un travail littéraire, une élaboration politique, auxquels il accordait une énorme importance. C'était là l'un des acquis les plus importants de la conférence du 6 avril 1930.

NOTES

1. Procès-verbal de la conférence internationale du 6 avril 1930, 6 avril 1930, A.H. 16421.
2. Trotsky : « Réponses à des questions d'U.R.S.S. », 21 mars 1930, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 155-157.
3. Procès-verbal de la conférence, *op. cit.*
4. Le Groupe ouvrier communiste publiait depuis le mois d'août 1929 *L'Ouvrier communiste*. D'anciens militants de la Fraction de gauche (bordiguistes) qui avaient rompu avec *Prometeo* et de jeunes intellectuels ultra-gauches français constituaient ce groupe d'ultra-gauche. Trotsky les jugeait « [...] décidés, doctrinaux, agressifs [...] », mais ne partageait pas leurs conceptions politiques. (D'après la lettre de Trotsky à Rosmer, 28 février 1930, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 125-127)
5. Procès-verbal de la conférence, *op. cit.*
6. *Ibidem.*
7. *Ibidem.*
8. *Ibidem.*
9. *Ibidem.*
10. *Ibidem.*
11. *Ibidem.*
12. *Ibidem.*
13. *Ibidem.*
14. D'après le procès-verbal de la conférence, *op. cit.*
15. Léon Sedov avait, en mars 1930, fait des démarches pour obtenir un visa pour la France. L'affaire semblait en bonne voie après les interventions de Marguerite Rosmer et de ses relations. L'échec, qui empêche la venue de Sedov, a pour conséquence son remplacement au secrétariat à l'été 1930 par Obin.
16. Procès-verbal de la conférence, *op. cit.*
17. *Ibidem.*
18. *Ibidem.*
19. *Ibidem.*
20. *Ibidem.*
21. Lettre de Shachtman à Trotsky, 2 mai 1930, A.H. 5035.
22. Procès-verbal de la conférence, *op. cit.*
23. *Ibidem.*
24. *Ibidem.*
25. *Ibidem.*
26. *The Militant*, n° 18, vol. III, 3 mai 1930, p. 4.
27. Procès-verbal de la conférence, *op. cit.*
28. Le journal d'un des groupes chinois, *Octobre*, n° 2, publiera en juillet 1930 un compte rendu de la conférence internationale.
29. Trotsky : « A big step forward. Unification of the Left Opposition » (Un grand pas en avant. Unification de l'Opposition de gauche), in *Writings*, 1930, *op. cit.*, pp. 187-190.
30. *Ibidem.*
31. Lettre de Marguerite Rosmer à Trotsky, 7 avril 1930, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 133-134.
32. Lettre de R. Molinier à Sedov, 7 avril 1930, A.H. 12810.
33. Lettre d'A. Rosmer à Trotsky, 10 avril 1930, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 134-137.
34. Lettre de Trotsky à Shachtman, 16 avril 1930, in *Writings*, supplement 1929-1933, *op. cit.*, pp. 33-35, sous le titre : « The Mute Conference » (La conférence muette).
35. *Ibidem.*
36. Lettre de Trotsky à un destinataire non-identifié, 13 avril 1930, citée par P. Naville in *Trotsky vivant*, Paris, Les Lettres nouvelles, 1979, p. 78.
37. Lettre de Trotsky à Shachtman, 16 avril 1930, A.H. 10279.
38. Lettre ouverte de Trotsky au groupe *Prometeo*, 22 avril 1930, in *Writings*, 1930, *op. cit.*, pp. 191-192.
39. *Ibidem.*
40. Lettre de Trotsky à Seipold, 19 avril 1930, A.H. 10249.

41. Lettre de Trotsky à Shachtman, 16 avril 1930, A.H. 10279.
42. *Ibidem.*
43. Lettre d'A. Rosmer à Trotsky, 25 avril 1930, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 137-141.
44. *Ibidem.*
45. *Ibidem.*
46. Lettre de Shachtman à Trotsky, 2 mai 1930, A.H. 5035.
47. *Ibidem.*
48. *Ibidem.*
49. *Ibidem.*
50. *Ibidem.*
51. Lettre de Viktor B. Eltsine à L. Sedov, 11 juin 1930, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 175-176.
52. D'après la lettre de Trotsky à Shachtman, 20 juin 1930, in *Writings*, supplement 1929-1933, *op. cit.*, pp. 42-44.

CONCLUSION

La naissance de l'Opposition de gauche internationale en 1929-1930 est l'aboutissement d'un long processus, couvrant plusieurs années, entamé avec la lutte des opposants russes dans le parti bolchevique dès 1923, et poursuivi puis élargi au mouvement communiste mondial à travers la lutte de l'Opposition unifiée. C'est la capitulation de Zinoviev et Kamenev qui marque la fin de la lutte interne au parti bolchevique et la naissance de l'Opposition de gauche sous la bannière de Trotsky.

Les conditions politiques de la naissance de cette opposition de gauche sont étroitement liées à la situation en U.R.S.S., à la transformation du parti bolchevique en parti stalinien, au passage d'un « état d'esprit » bureaucratique à une bureaucratie qui défend bec et ongles ses intérêts, entamant la politique de déportations et d'exil des opposants à son pouvoir. Très vite, les enjeux apparaissent comme décisifs aux opposants : le danger de Thermidor, la politique ultra-gauche et aventuriste de la « troisième période » de l'I.C., les périls économiques liés au grand tournant de Staline vers l'industrialisation et la collectivisation intégrale, la montée du fascisme (en Italie notamment, mais menaçant en Autriche et en Allemagne), le contexte de crise économique mondiale à la suite du krach de Wall Street, provoquant un chômage massif aux Etats-Unis et en Europe.

Née en réaction à la dégénérescence du parti bolchevique, l'Opposition de gauche russe lutte en fait à contre-courant du reflux de la vague d'Octobre 1917. Trotsky, dans *Nouvelle Etape*, n'hésite pas à souligner l'apathie ouvrière, que la répression et le bureaucratisme encouragent fortement. En butte aux conditions politiques de l'époque, l'opposition subit le contrecoup de cette dégénérescence, se heurte à l'indifférence des ouvriers du parti alors que l'axe de sa politique est de les gagner à la lutte pour le redresser. N'existe-t-il réellement aucun fondement permettant de considérer que l'opposition n'était que la « [...] dernière ride historique de la vague d'Octobre »¹ ? Pour Trotsky, en dépit de sa passivité et de son apathie, le prolétariat est capable de défendre les conquêtes d'octobre. De fait, de 1923 jusqu'à l'exil de son principal dirigeant en février 1929, l'opposition va de défaite en défaite, de recul en recul. Mais ce n'est qu'un aspect du problème : la fin de la vague d'Octobre signifierait la réalisation de Thermidor, l'écrasement de l'opposition et du régime social issu du bouleversement révolutionnaire. Or, l'opposition, quoique combattue avec acharnement, existe toujours et maintient non seulement son orientation politique, dans les isolateurs et dans la déportation, mais parvient à poursuivre une activité clandestine faible.

L'écrasement organisationnel et politique de la droite, à la suite de la crise du bloc centre-droite, est considéré par l'Opposition de gauche russe comme l'éloignement de la menace de Thermidor. Ainsi, ce combat de l'opposition ne peut être assimilé à une lutte vaine, perdue d'avance, menée par des idéalistes contre des « pragmatiques » aux méthodes plus « terre à terre », et qu'on ne condamnera que plusieurs décennies plus tard en feignant de les découvrir. Dans ce combat de forces vivantes, rien n'est définitif et la forte menace de Thermidor en 1928 et au début 1929 cède la place à l'aventurisme économique du « grand tournant », à l'édification du « socialisme dans un seul pays » par la réalisation forcenée des plans quinquennaux. Pour l'Opposition, en dépit des défaites et des reculs, des conditions très difficiles du combat, de l'apathie momentanée du prolétariat russe, le régime social de l'U.R.S.S. est le nœud de toutes les questions. Sa préservation contre les éléments thermidoriens de l'appareil et du pays est l'élément dominant de la lutte politique, et même si le prolétariat lui-même était incapable de le défendre, il ne serait pas question de renoncer au combat.

C'est la logique du combat entre les défenseurs d'un pouvoir sans idées et les opposants de gauche qui conduit ces derniers à des défaites organisationnelles sous les coups de la répression, en dépit de la justesse de leur orientation politique. Le refus de Trotsky de capituler aboutit à sa déportation d'un an à Alma-Ata, pour l'isoler de ses camarades, puis à l'exil, à Prinkipo. Cette décision d'un régime qui espère mettre un terme aux activités de l'opposition en tenant d'éloigner et de briser son dirigeant historique est en fait le véritable point de départ de l'extension de l'opposition au plan international, après avoir été longtemps essentiellement russe.

L'arrivée de Trotsky en Turquie est un tournant d'une importance capitale dans le mouvement communiste. C'est la fin d'une lutte interne à la fraction dirigeante en Union soviétique, et c'est la possibilité offerte aux multiples groupes et noyaux d'opposants à la politique de l'I.C. de Zinoviev et de Staline, d'entrer en contact avec l'ancien compagnon de Lénine. Le rôle de Trotsky est dès lors décisif pour orienter la lutte de l'opposition au niveau international, donner une cohésion et une dimension que l'hétérogénéité des situations nationales, le manque d'informations et de compréhension des événements en U.R.S.S., n'ont pas permis d'obtenir au cours des années écoulées. C'est à cette tâche qu'il s'attèle dès son arrivée, sachant que la lutte serait longue et qu'il posait les jalons d'un travail durable.

Sitôt les contacts pris, Trotsky s'emploie à s'informer sur l'activité des différents groupes d'opposition avant de proposer les trois critères d'appréciation de leur politique et de l'appartenance à l'Opposition de gauche. Cette clarification survient très tôt et démontre qu'il n'est pas décidé à perdre de temps, à laisser s'installer la confusion. Devait-il tenter d'influer sur les groupes avec lesquels existaient peu d'accords avant de les mettre à l'écart ? Devait-il refuser de prendre parti dans le maquis des oppositions aux buts divergents et laisser les événements décanter la situation ? Devait-il, au contraire, intervenir de tout son poids pour prendre la tête du mouvement et lui donner une orientation précise ?

Son choix est clair et sa méthode précise ; Trotsky veut se consacrer à son travail littéraire, à la réflexion sur le cours des événements en Union soviétique — cf *La révolution permanente* — et aider en cela le mouvement d'opposition de gauche, dont il souhaite être indépendant et n'avoir, en son sein, aucune responsabilité. La clarification est, pour lui, une délimitation principale de l'opposition du point de vue de ses idées, de ses buts. La démarcation, la différenciation, qui seraient la conséquence organisationnelle de ce processus de délimitation idéologique de l'opposition, n'interviendraient qu'après une période de clarification et de discussions. La rapidité de Trotsky à proposer les trois critères correspond à un souci d'indiquer nettement qu'il faut rompre avec la confusion ambiante des divers groupes d'opposition et amorcer un travail cohérent. Nulle injonction, nulle invective mais une invite destinée à attirer les éléments sérieux vers un mouvement à structurer rapidement, Trotsky ayant jeté les bases et les perspectives d'un tel travail : plate-forme nationale et internationale, organe international,...

Il est significatif de la situation politique de l'opposition, au plan international, que le mutisme le plus absolu ait été la seule réponse à ces propositions, alors qu'en revanche, les opposants sont unanimes — « légitimistes » — sur la validité des trois critères et sur le fait qu'ils les remplissent tous ! De fait, les oppositions nationales n'ont pas ou très peu de contacts entre elles et n'ont pas la maturité et l'expérience politiques de l'opposition russe, qui sert de point de référence voire d'exemple à copier. Or, cette opposition, après avoir tenu bravement le flambeau, doit passer le relais à une opposition internationale qui n'a pas d'existence propre, pas de cadres et des contenus encore flous.

C'est cette monstrueuse contradiction que Trotsky doit résoudre pour poursuivre le combat. Cela signifie le regroupement d'une avant-garde au plan international, après la dégénérescence de la grande majorité des cadres du parti bolchevique formés au temps de Lénine, avant et dans le cours de la révolution d'Octobre 1917, et la formation d'une nouvelle génération de dirigeants ayant assimilé les nouveaux éléments de la situation créée par l'avènement de la bureaucratie stalinienne et la vague de recul de la révolution de 1917. Cette formation ne peut se faire sur la base de la confusion et d'une opposition hétérogène, disparate. Mais clarifier les rangs de l'opposition, c'est aussi se prononcer clairement sur la nature des désaccords. Plus que des problèmes d'analyse et de théorie — qui apparaîtront tout de même —, ce sont les événements eux-mêmes de la lutte des classes qui vont provoquer la différenciation et les ruptures quasi inéluctables.

La journée rouge de l'I.C. et le conflit sino-soviétique sont l'occasion de la vérification concrète de la profondeur du degré d'accord ou de désaccord entre les opposants et Trotsky. Les carriéristes, les opportunistes, vont rapidement reculer devant les sacrifices que les tâches de l'opposition impliquent et que Trotsky ne se fait pas faute de rappeler. Son intransigeance sur ce point est le reflet de la volonté irrévocable des opposants russes, qui refusent de capituler dans les isolateurs, de mener leur combat à son terme. Les autres

groupes de l'opposition n'ont pas encore assimilé, « dans leur chair et dans leur sang », ce dévouement indéfectible à la cause de leur idée. Mais de tels dévouements et de tels sacrifices nécessitent une compréhension des buts et une réelle assimilation du cours des événements. C'est sans doute l'élément manquant dans les rangs des groupes d'opposition et c'est là que Trotsky joue un rôle irremplaçable, comme dirigeant de la révolution d'octobre aux côtés de Lénine et comme théoricien de l'opposition des quarante-six, comme auteur de *Cours nouveau* et comme dirigeant des irréductibles de l'Opposition unifiée devenue l'Opposition de gauche.

En avançant les critères de la clarification et en se montrant intransigeant sur les divergences fondamentales avec les groupes ultra-gauches, droitiers ou « centristes », Trotsky ne joue aucun autre rôle que celui de guide et jamais celui d'exécuteur des « basses œuvres », qui se mêlerait de discussions et de polémiques qui ne le concerneraient pas. Il faut, de plus, souligner que les ruptures n'ont jamais été le fait de Trotsky mais de ses contradicteurs. Il a attiré l'attention de Boris Souvarine sur la pente politique qui l'entraînait vers une rupture avec le communisme sous la pression du stalinisme et a finalement pris acte de la cassure entre leurs conceptions politiques. Le cas de Maurice Paz renvoie davantage aux problèmes de la nature de l'engagement dans l'opposition et de l'ampleur des tâches. C'est le refus de Paz d'occuper sa véritable place qui aboutit à une rupture qui était inévitable, dès lors que Paz ne lançait pas l'hebdomadaire mais interdisait que quiconque le lançât à sa place.

La rupture la plus grave est incontestablement celle avec la direction du Leninbund en Allemagne. Trotsky n'a jamais voulu cette scission, comme en témoigne sa volumineuse correspondance avec les opposants allemands. Amorcée à propos de différents points de friction (Secours Trotsky, absence de visiteur allemand, ...), amplifiée par la polémique sur le conflit sino-russe, la rupture avec les opposants allemands groupés autour de Hugo Urbahns est une éventualité qui apparaît très vite comme une probabilité. Trotsky tente d'abord de redresser le cours de la direction du Leninbund avant de constater la duplicité d'Urbahns, son refus de la discussion et ses méthodes déloyales, son comportement d'autocrate, son souci de ne pas trop se lier à l'opposition internationale. La dérive d'Urbahns sur la nature de l'U.R.S.S. achève le processus de la rupture, en liaison avec son refus de permettre une réelle expression démocratique de la minorité qui partage les vues de Trotsky. C'est la tactique véritablement scissionniste d'Urbahns qui a conduit à la rupture, non sans que Trotsky ait mis en garde les dirigeants et les militants du Leninbund contre les dangers de leur attitude. La scission de février 1930, c'est-à-dire l'exclusion des membres de la minorité, marque le début de la liquidation du Leninbund, après l'érosion du nombre de ses militants, et le début d'une opposition allemande nettement plus liée à l'Opposition de gauche internationale.

Il n'en demeure pas moins un problème de taille : c'est Trotsky qui a mené la bataille idéologique avec les dirigeants du Leninbund, pour tenter de préserver ce qui pouvait l'être. L'absence d'organisation de l'Opposition de gauche au niveau international, l'absence de véritable direction hors de la

personne de Trotsky, reflète le même type de situation que celle des groupes des différents pays vis-à-vis de l'opposition russe : il est « irremplaçable », et la paralysie qui s'ensuit aboutit à faire de lui le point de concentration de tous les problèmes politiques de l'opposition. Seul Rosmer émerge de cette situation, pour tenter de pallier les carences en matière de construction d'un centre de l'opposition, capable d'impulser la bataille au niveau international. Mais Rosmer lui-même n'est qu'une sorte de relais — quoiqu'un relais de qualité — entre Trotsky et les opposants.

Contre son gré, contre les besoins du mouvement lui-même, c'est Trotsky qui accomplit la besogne d'une véritable direction politique de l'opposition internationale. Plus qu'un paradoxe, c'est le signe de la faiblesse et de la jeunesse du mouvement. De cette situation, il est vital pour Trotsky — et pour l'opposition elle-même — de sortir au plus vite. Dans ces conditions, on comprend son empressement à jeter les bases du travail de centralisation de l'opposition au niveau international et le mutisme général des opposants. Mais il ne faut pas pour autant assimiler la faiblesse de l'opposition internationale à une sorte de résultat combiné de la faiblesse des oppositions nationales et de leurs cadres. Le processus qui aboutit à ce peu d'enthousiasme pour les tâches internationales a des racines politiques plus complexes, notamment les réelles difficultés de centraliser un mouvement né, à des époques différentes, sur des problèmes et dans des pays différents. Le seul point de référence commun est Trotsky, et l'opposition russe : c'est d'eux que l'on attend tout. Or, l'inverse serait plus logique et plus conforme à la situation.

Les cadres des différents groupes d'opposition ne sont pas des militants sortis du rang, d'anonymes communistes rebutés par la politique stalinienne et séduits par les idées de l'opposition de gauche. Leur rôle dans le mouvement communiste avant leur passage dans les rangs de l'opposition, leur stature et leurs positions personnelles sont, dans bien des cas, des atouts considérables pour l'opposition. Là encore, les disparités sont grandes. En France, le passage de Souvarine à l'opposition de gauche a eu moins d'écho que le départ du noyau de *La Révolution prolétarienne* du P.C. L'arrivée d'Albert Treint dans l'opposition est saluée par un embarras de tous les opposants qui retrouvent le « bolchevisateur ». C'est pourtant un véritable cadre du mouvement communiste, et c'est à ce titre que Trotsky va tenter de le gagner à l'opposition de gauche. Maurice Paz et d'autres relèvent de la sévère appréciation de Trotsky, que Gérard Rosenthal a rapporté dans ses mémoires :

« Avec des hommes pour qui vient d'abord leur vie professionnelle, ensuite leur vie familiale, enfin la révolution, s'il reste du temps, il est inutile de penser à conduire une révolution. Et pour les questions d'argent, quels sont les sacrifices dont ils sont capables ? Lorsque j'étais à Vienne, un militant, tout à fait un militant de la base, est venu frapper à ma porte. Il arrivait de Crimée. Il avait fait un petit héritage. Il avait traversé l'Europe pour l'apporter au Parti. Il rougissait d'avoir dû prélever les frais de son voyage »².

Ces qualités morales et de dévouement total sont un critère décisif pour Trotsky. De ce point de vue, l'intégrité morale, la dignité et les qualités

d'Alfred Rosmer, expliquent la confiance de Trotsky et la lourdeur des tâches qu'il lui confie. Rosmer est aussi un pionnier du communisme français, membre du « petit » bureau de l'I.C., avec Lénine et Trotsky, avant même que le P.C. de France ne soit créé. Exclu du parti, il s'est mis à l'écart, collaborant avec la revue syndicaliste communiste, *La Révolution prolétarienne*. L'exil de Trotsky à Prinkipo a permis de renouer les fils d'une solide amitié et de relancer Rosmer à l'avant-garde du combat de l'opposition, après plusieurs années de relatif silence de sa part. Ce sont les ruptures successives avec Souvarine, Paz et l'éloignement de Treint, le fossé qui se creuse avec Monatte et ses amis qui retournent au syndicalisme révolutionnaire, qui aboutissent au fait que Rosmer est le seul véritable cadre du petit groupe qui lance *La Vérité* au mois d'août 1929. L'un des handicaps de cette opposition française est que Rosmer et ses camarades ont été marqués et personnellement atteints par la « bolchevisation », que des traces de cette période demeurent, des haines et des hostilités personnelles, des rancœurs, des rancunes tenaces. Ces séquelles de la « bolchevisation » brisent partiellement les velléités de construire un mouvement d'opposition après avoir contribué, comme l'ont fait la plupart des opposants, à la construction du parti communiste de leur pays.

Il existe, au plan international, un noyau de vieux cadres issus de leurs partis communistes respectifs. Parmi ces dirigeants communistes se trouvent l'Allemand Anton Grylewicz qui est un cadre de premier plan, quoiqu'il soit resté un peu dans l'ombre de Ruth Fischer, Maslow et des dirigeants de l'époque du zinovévisme de masse de la gauche allemande, Urbahns, qui a joué un rôle politique lors des événements de Hambourg et qui a été l'élément de résistance à la capitulation de Fischer et Maslow, permettant de préserver le Leninbund en tant qu'organisation d'opposition et de jeter les bases d'un rapprochement — qui ne sera malheureusement pas durable — entre la « vieille gauche » allemande et les idées de Trotsky et l'Opposition internationale. Il y a également le Tchèque Alois Neurath mais surtout le secrétaire général du parti communiste chinois, Chen Duxiu, passé spectaculairement à l'Opposition et qui est beaucoup plus qu'un cadre du parti communiste. Intellectuel de très haut niveau — avec des compétences en philologie, littérature, arts, ... —, c'est une personnalité jouissant d'une formidable influence culturelle et politique dans son pays, une tour dominant l'histoire de la Chine moderne, selon Lee Feigon.

Trotsky attache une grande importance à la présence de ces cadres dans les rangs de l'Opposition après qu'ils ont été de grandes figures des P.C. Ils incarnent la continuité du bolchevisme et sont les meilleurs porte-parole des « bolcheviks-léninistes ». Ils ont, de ce point de vue, un rôle capital à jouer dans la transmission de l'héritage et de la formation politique du parti bolchevique et du mouvement communiste d'avant le stalinisme, d'avant la dégénérescence, rôle au fond identique à celui que Trotsky joue avec un ascendant plus marqué sans doute mais fondé sur les mêmes considérations politiques.

Il reste le problème de la capitulation d'une partie des cadres de l'opposition russe, avec au premier rang, Radek, Smilga et Préobrajensky. Faut-il rappeler qu'il ne s'agit pas de la première vague de « capitulars » mais de la

troisième, après celle de Zinoviev-Kamenev et d'une partie de leurs camarades, à la suite de l'exclusion de l'Opposition unifiée, et après celle de Piatakov et autres ? Cette liste de capitulations, pour spectaculaires qu'elles soient, n'est pas une suite logique, une chaîne qui se formerait entre les premiers capitulars, leurs successeurs et ceux à venir. Les motivations sont différentes, les logiques contradictoires et le nombre et la qualité des capitulars ne sauraient être un symptôme d'une défaite de l'opposition. Dans bien des cas, il s'agit de la « reculade » d'opposants démoralisés, pas de la totalité de l'opposition, qui, comme au cours de la crise de l'été 1929, raille ces capitulars. C'est l'effet en rebours de la contre-révolution rampante qu'est la bureaucratization de l'appareil du parti contre les dirigeants d'Octobre 1917 qui aboutit à ce phénomène de désarroi politique des futurs capitulars, premier maillon de la chaîne politico-policière qui conduit au reniement des idées de l'opposition.

L'itinéraire de Radek est à cet égard plein d'enseignements. Sous son impulsion, au cours de l'été 1929, une partie des dirigeants et des vieux cadres du parti bolchevique, passés à l'opposition dès 1923, capitule, marquant une étape décisive de la transformation de la composition des rangs de l'Opposition de gauche et de sa direction, désormais assumée par les jeunes de la génération formée à partir de 1917. Il existe plusieurs types de « capitulars » : ceux qui veulent réintégrer le parti, « pour combattre la droite », ceux qui abandonnent l'opposition après avoir cru en sa victoire rapide et ceux qui capitulent par démoralisation. Le point commun à tous ces capitulars est le reniement des idées de l'Opposition de gauche et la condamnation unanime du combat de cette opposition, que leur impose Iaroslavsky et qu'ils reproduisent avec plus ou moins de virulence. C'est sans doute ce dernier aspect qui donne une certaine unité à la liste des capitulations, Trotsky accusant Staline de collectionner, à l'instar du héros de Gogol, Chichikov, les « âmes mortes ». ³ On ne peut pourtant pas exclure l'existence de « pseudo-capitulars » qui ne « capituleraient » que pour réintégrer le parti et le travail clandestin, notamment celui d'information.

La perte de ces cadres, de la majeure partie des dirigeants connus du parti bolchevique et passés à l'opposition, est un élément d'explication de ce phénomène paradoxal que relève Pierre Broué, le « [...] fantastique écart [...] entre l'influence personnelle de Trotsky, l'impact de ses articles... et la faiblesse, non seulement de l'organisation de l'opposition elle-même mais même de ses cadres ». ⁴ Selon Isaac Deutscher, les capitulations devraient constituer un élément d'interrogation sur la validité de la politique de l'Opposition, sur ses perspectives, sa nature et ses buts :

« Était-il possible de mettre en pratique les propositions de Trotsky, à l'époque où il les formulait ? Le divorce profond entre la théorie marxiste et la pratique de la Révolution russe n'était-il pas un trait inhérent à cette période ? Les circonstances n'avaient-elles pas rendu ce divorce inévitable ? Il est peu de questions, parmi celles que se pose l'historien, qui mettent aussi sévèrement que celles-ci, son jugement à l'épreuve ». ⁵

La « pratique de la Révolution russe » est la stalinisation définitive du parti bolchevique, la soumission et la « bolchevisation » des autres partis communistes par le biais de l'I.C., en pleine « troisième période ». De ce point de vue, le « divorce » est effectivement profond avec la théorie marxiste. Mais c'est plus que cela. C'est avant tout la crise du mouvement communiste, et c'est à résoudre cette crise que s'attache Trotsky. Peut-on, dès lors, considérer que cette entreprise était vaine, inutile, vouée à l'échec à l'époque et sans doute à tout jamais ? Outre l'assimilation désormais classique entre bolchevisme et stalinisme, ce serait personnaliser à l'extrême le débat, en ne s'attachant qu'à l'étude des « propositions » de Trotsky... Faut-il ne voir, dans l'Opposition des quarante-six puis des treize, dans l'Opposition des quatre-vingt-trois, qu'une poignée de « fanatiques » de *Cours Nouveau* ? Est-il légitime de considérer l'Opposition unifiée comme le « jouet » de Trotsky, Zinoviev et Kamenev, c'est-à-dire d'une poignée de cadres marginalisés dans le parti bolchevique, « intrigant » pour reprendre le pouvoir ? Ce serait rayer, d'un trait de plume, les milliers d'opposants qui ont entrepris, à leurs côtés, la lutte contre la dégénérescence du parti et de la révolution d'Octobre, tous les déportés, les exilés, mis en isolateurs, et qui, bien que coupés de Trotsky et de l'ensemble de l'Opposition, continueront à manifester leur attachement à leurs idées, à celles de l'Opposition russe.

Le phénomène le plus important — et que d'aucuns jugeront le plus paradoxal — n'est-il pas que l'Opposition russe réussisse à se replanter hors d'Union soviétique, à donner une dimension internationale à ses idées et à son combat, au moment même où Trotsky est en « exil intérieur » à Alma-Ata ? Ce mouvement de transfert des responsabilités, souhaité et impulsé par l'Opposition russe, est amorcé dès 1928, et ne trouve son prolongement que dans la venue de Trotsky en Turquie — à son corps défendant —, avant la concrétisation que représente la conférence internationale du 6 avril 1930. Faut-il voir la « main » de Trotsky partout pour être mieux à même de railler l'ancien dirigeant de l'Union soviétique revenu aux tâches du propagandisme, sans moyens, sans troupes et sans espoir ?

Trotsky, nous l'avons vu, n'a pas abdiqué devant l'ampleur des tâches et a assumé la principale d'entre elles : la poursuite de l'élaboration idéologique, de l'analyse de l'évolution de l'U.R.S.S., des perspectives du combat révolutionnaire à l'échelle mondiale. C'est dans ce but qu'il écrit ses articles, brochures et ouvrages, comme par exemple, la série d'articles consacrée à l'analyse de la « troisième période » — véritable « manuel » d'analyse des perspectives révolutionnaires, des méthodes de prévision politique, d'élaboration des mots d'ordre, destiné à éduquer des cadres marxistes et à lutter contre le crétinisme bureaucratique qui commence à brouiller les cerveaux des militants communistes de tous les partis de l'I.C., voire à influencer les opposants.

Trotsky a même — pour confondre ses futurs contradicteurs ou parce que c'était la logique de sa politique ? — tenté de préserver au maximum son indépendance vis-à-vis de l'Opposition internationale, afin de permettre à cette organisation de se doter d'une véritable direction politique, forgée dans cette lutte à contre-courant — dont Trotsky au moins sait qu'elle sera

durable — et capable, comme en Union soviétique, de mener le combat idéologique et politique en l'absence de « maître à penser ». Il est vrai qu'au début de son exil à Prinkipo, Trotsky a dû intervenir pour aider à clarifier et différencier les rangs de l'Opposition de gauche. Passées ces deux périodes, c'est à la demande des opposants, et le plus souvent contre son gré, qu'il intervient pour donner son opinion — et jamais la moindre consigne ou le moindre ordre — sur des problèmes politiques. Contraint de se pencher sur des questions personnelles comme l'« affaire » Landau, Trotsky le fait avec beaucoup de prudence et de réserve, n'usant jamais de son autorité morale et gardant toujours le cap de façon stricte sur la politique et elle-seule.

L'insistance des opposants à impliquer Trotsky dans leurs débats et leurs divergences est incontestablement le reflet de la faiblesse de l'opposition et d'une réelle difficulté à assumer ses responsabilités, à être à la hauteur de ses tâches. Mais il serait totalement erroné de tenir Trotsky pour responsable de cette situation au moment même où il tente de se dégager de ce type de relations afin de créer les conditions de la formation d'une véritable direction, avec laquelle il collaborerait dans le domaine de l'élaboration politique et idéologique.

Personnaliser le débat, c'est masquer — délibérément ou non — le fait que cette lutte politique et idéologique entre des forces sociales issues du même moule, commencée sous la forme d'une divergence entre deux fractions de l'équipe dirigeante en Union soviétique, devient en l'espace de quelques années un combat dont l'enjeu est l'avenir de l'U.R.S.S. et du mouvement communiste lui-même. Transposé au plan international, il conserve la marque de ses origines — la question russe gardant toute son importance et même une certaine prééminence par rapport à la question de la révolution dans les pays capitalistes — mais acquiert aussi une nouvelle dimension, transformant la divergence sur le cours de la révolution en U.R.S.S. en crise du mouvement communiste dans son ensemble.

Il n'était pas écrit à cette époque que ce combat connaîtrait une nouvelle transformation, en passant de la lutte politique et idéologique à une guerre à outrance marquée par les assassinats, les enlèvements et les exécutions des trotskystes dans le monde entier par les stalinien. De ce point de vue, il est impossible d'établir une quelconque analogie avec les années 1936-1940. Tous les éléments historiques démontrent l'absurdité d'une telle démarche : la marche à la guerre mondiale n'est pas à l'ordre du jour — sauf pour la propagande des P.C. — en 1929-1930 et le contexte de la crise économique mondiale protège l'U.R.S.S. pour quelques années. Staline, lui, doit encore assurer sa prise de contrôle définitive sur le parti bolchevique — pour lui retirer tout rôle — et se débarrasser des oppositions, particulièrement de l'Opposition de gauche, qui bien que sévèrement réprimée, parvient encore à survivre et est toujours jugée dangereuse par les dirigeants du Kremlin. On arrête, emprisonne, exile, reconduit les peines, mais le G.P.U. n'en est pas encore à la méthode de l'assassinat systématique, des procès de Moscou, de la traque et de la provocation permanente. Son rôle, hors d'Union soviétique, est encore

limité : il a placé dans les rangs de l'Opposition de gauche internationale quelques agents dont les compétences sont, à cette époque, cantonnées dans les domaines de l'information et du travail de « sabotage » des groupes où ils sont infiltrés.

Il y a Abraham Sobolevicius, très actif à Paris dans le « Groupe juif », le Letton Valentin P. Olberg qui a éveillé la méfiance de Shachtman et Naville, le Lithuanien Jakob Frank, agent probable, et dont le rôle néfaste est indiscutable en ce qui concerne l'« affaire Landau » et les problèmes fractionnels en Autriche.

Le plus efficace de ces agents est incontestablement Roman Well puisqu'il parvient à se placer en position favorable au moment de l'« affaire Landau », en jouant le rôle d'arbitre entre Landau et les minoritaires du Leninbund — que Jakob Frank a épaulés — et s'oppose, en manœuvrant le plus habilement qu'il peut, à l'unification qui donnera naissance à la V.L.O., en exacerbant les questions de personnes et les divergences politiques, tout en tentant de se faire passer pour un chaud partisan de cette unification. Il a ainsi joué un rôle indéniable d'obstacle sans pour autant être démasqué.

Pour ce travail de sabotage, le G.P.U. dispose d'au moins deux bonnes armes avec Jakob Frank, placé dans l'entourage de Trotsky, dont il a été l'un des secrétaires pendant plusieurs mois, et Roman Well qui est à la direction de l'opposition unifiée allemande. Pourtant, leur activité destructrice, précisément parce qu'elle se veut *politiquement* destructrice, trouve sa limite dans la politique. Well, luttant contre l'unification de l'opposition allemande, est contraint de louvoyer, de donner des gages d'« unificateur » et même de reculer quand il constate que Trotsky doute politiquement de sa volonté de parvenir à l'unification. Car ce dernier est prêt à le combattre politiquement pour l'unification. C'est la crainte d'être démasqué qui fait reculer Well et l'empêche d'atteindre l'objectif du G.P.U. mais c'est la volonté politique de Trotsky et la politique de l'Opposition internationale qui prennent le pas sur « la sale besogne scissionniste des agents de la bureaucratie officielle », selon la formule de Trotsky à propos des difficultés persistantes tout au long de la longue marche à l'unification de l'opposition allemande.

Il n'en sera pas de même plus tard mais cela ne saurait justifier une vision « policière » de ces provocateurs, dont la mission est en fait politique. L'épisode de la capitulation de Kharine indique également que le G.P.U. a cherché à obtenir des informations, des adresses en U.R.S.S., c'est-à-dire pour les besoins de la répression en Union soviétique, ainsi que le matériel du premier numéro du *Bulleten Oppositsii*. C'est peu et l'on pourrait être tenté de penser tout à la fois que Staline ne se préoccupait que peu de l'opposition internationale et qu'il était aisé aux agents du G.P.U. d'infiltrer ses rangs. Jean van Heijenoort, à propos des agissements du G.P.U. et d'un éventuel « manque de vigilance » des opposants, explique :

« Il faut, en premier lieu, considérer qu'il y a eu une évolution historique. Lorsque Trotsky est arrivé en Turquie en 1929 il était hébergé au consulat soviétique, où se trouvait un représentant du G.P.U., Minsky, qui d'une certaine manière et jusqu'à un certain point a collaboré avec Trotsky, lui fournissant des informations sur les agents des grandes puissances, lui versant de l'argent, etc. On ne considérait pas pendant les

premiers temps le G.P.U. comme l'ennemi principal. A Prinkipo, on se souciait davantage des Russes blancs, par exemple. Tout cela a changé assez vite et il faut avoir en vue le contexte historique. La situation de 1929 n'est pas celle de 1932 et celles des procès de Moscou de 1936 n'est pas celle de 1934. Il y a eu une progression de la répression stalinienne ». ⁶

En l'espace de seize mois, de l'exil de Trotsky à la première conférence internationale de l'Opposition communiste de gauche, ce sont les jalons d'une organisation durable qui sont posés, avec des sections et des cadres qui assureront la continuité de ce mouvement. C'était l'un des enjeux du combat, comme l'écrit Trotsky :

« Le fait est que toutes les défaites du prolétariat dans tous les pays du monde ont au cours des dernières années été complétées par de nouveaux coups contre l'Opposition de gauche. La réaction bourgeoise et social-démocrate fait pression sur la république soviétique, affaiblit le parti communiste dans le monde entier, et, par l'intermédiaire de l'appareil stalinien, frappe partout les prétendus « trotskystes ». L'opposition est l'un des nœuds essentiels de la situation politique d'ensemble. Dans la lutte contre le « trotskysme », Staline a un front commun avec la bourgeoisie et la social-démocratie de tous les pays. Les infâmes calomnies de Iaroslavsky sont maintenant en contradiction avec ce fait vivant et indéniable de la politique mondiale. On ne peut y échapper. L'opposition est une petite minorité, mais elle est une accumulation de l'expérience révolutionnaire du prolétariat, le levain d'un avenir révolutionnaire ». ⁷

Dans ce texte où Trotsky combat l'idée, qui fera recette ensuite, d'une opposition réduite à l'état de secte, divisée et sans avenir, on trouve à la fois un raccourci du combat de l'Opposition de gauche internationale et une profession de foi qui témoigne de l'ampleur de la tâche à accomplir :

« L'ennemi principal dans le pays est la bourgeoisie impérialiste. L'ennemi principal dans la classe ouvrière est la social-démocratie. Et l'ennemi principal dans le parti est le centrisme ! » ⁸

Nous n'ajouterons que quelques mots, sur les méthodes et les moyens de cette lutte politique. Rejeter l'assimilation du bolchevisme au stalinisme, c'est nier catégoriquement que les idées de l'Opposition aient pu être celles de la bureaucratie stalinienne. Mais c'est aussi, voire surtout, souligner que le principal danger pour l'opposition est le sectarisme, l'esprit de cénacle, l'opposition de salon, le manque de vigilance vis-à-vis des « poisons hérités du Comintern », selon la formule de Trotsky, l'utilisation des méthodes de l'appareil pour suppléer la conviction politique. Combattant les idées — ou plus exactement l'absence d'idées — de la bureaucratie du parti bolchevique et ses méthodes d'appareil, de répression, l'Opposition de gauche internationale n'est pas pour autant immunisée contre l'influence néfaste de ces méthodes. Laissons à Trotsky le soin de conclure, sur ce point :

« Certains camarades disent et écrivent que l'Opposition russe ne fait pas assez pour l'organisation d'une direction organisée de l'Opposition internationale. Je crois qu'il se dissimule derrière ce reproche une tendance dangereuse. Nous ne voulons pas renouveler dans notre fraction internationale les mœurs et les méthodes de l'Internationale de Staline et de Zinoviev. Les cadres révolutionnaires, dans chaque pays doi-

vent se dégager et se regrouper à partir de leur expérience propre et doivent se tenir sur leurs jambes tout seuls. L'Opposition russe ne dispose — on est tout près d'ajouter ici « heureusement » — ni des armes de la répression étatique ni des ressources financières d'un Etat. Elle ne peut compter ici que sur l'influence des idées pour nourrir l'échange d'expériences. Au moyen d'une direction juste de la fraction internationale, on pourra réaliser cet échange des expériences entre les forces de l'Opposition dans chaque pays. Mais les sources de cette influence et de ces forces, chaque section nationale doit aller les chercher à la base et non au sommet, au milieu des travailleurs eux-mêmes, en rassemblant la jeunesse, en travaillant infatigablement, énergiquement et avec un véritable esprit de sacrifice ».⁹

NOTES

1. Trotsky : « Nouvelle Etape », *op. cit.*
2. G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, *op. cit.*, p. 73.
3. D'après Trotsky : *Œuvres*, mars 1933 / juillet 1933, Paris, E.D.I., 1978, p. 189.
4. P. Broué : « La thèse de Maurice Stobnicer », *op. cit.*, p. 12.
5. I. Deutscher, *Trotsky*, tome V, *op. cit.*, p. 151.
6. Entretien Jean van Heijenoort / Rodolphe Prager, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 1, janvier 1979, p. 91.
7. Trotsky : « Diplomatie ou politique révolutionnaire », 1^{er} juillet 1929, A.H. T.3215.
8. *Ibidem.*
9. G. Gourov : « Les tâches de l'Opposition », mars 1929, in *Contre le Courant*, n° 29/30, 6 mai 1929.

Les départs

Gustav Stern (1914-1988), dit Eduard, Edu.

Gustav Stern est mort le 11 février 1988. Il était né en Pologne et sa famille s'était réfugiée à Berlin, au début de la guerre de 1914-1918, alors qu'il n'avait encore que quelques semaines.

Il n'avait que dix-huit ans, était lycéen, quand il rejoignit en 1932 les jeunes de l'Opposition de gauche allemande animées par le jeune Soviétique Oskar Grossmann. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, la décapitation de l'organisation sous les coups de la répression, Stern se retrouva avec quelques camarades de son âge (Herz, Walter Haas, Freddy Berger) à la tête du groupe berlinois. Ils reçurent bientôt le renfort d'éléments en rupture avec le KPD, en particulier celui qui allait devenir le dirigeant clandestin de l'IKD, Walter Nettelbeck, dit Jan Bur.

Arrêté avec le gros des dirigeants berlinois de l'IKD en 1935, Stern fut condamné à deux années de prison pour « haute trahison » : au terme de sa peine, il eut la chance, en tant que juif et Polonais, de recevoir un visa pour Israël. Mais il alla en France où il retrouva Jan Bur à la tête de l'IKD en émigration. Dans le conflit avec Schüssler et Josef Weber (le groupe dit « Fischer-Johre »), Stern se rangea du côté de Jan Bur et fut un des porte-parole de son groupe dans la scission avec les IKD et la rupture avec la IV^e Internationale.

Engagé en 1939, fait prisonnier, évadé, Stern fut après la guerre un des journalistes parisiens les mieux informés des questions allemandes. Collaborateur du *Spiegel*, il signait aussi du nom de Gérard Sandoz des articles sur l'Allemagne dans le *Nouvel Observateur*. C'est également sous ce nom qu'il publia son livre *Ces Allemands qui ont défié Hitler*.

Gustav Stern était un ami de l'Institut Léon Trotsky et un lecteur des *Cahiers Léon Trotsky* qu'il suivait avec intérêt. Il nous a aidés et nous ne l'oublierons pas.

ŒUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication va se terminer prochainement avec son 24^e volume. Le plan prévu est de publier ensuite la seconde série des *Œuvres* couvrant la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, à 1933, date de l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée », pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert - C.L.T. : 2, rue Bayard, F 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis (10^e) et de la Brèche, rue de Tunis.

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART & C^{ie}



EN MARS 1988
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 3612. *Imprimé en France*

DÉPÔT LÉGAL : MARS 1988

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

Cahiers Léon Trotsky ★ Diffusion La Pensée Sauvage